

LA PERFORMANCE QUI STIMULE VOS SENS

La formule unique de Shell V-Power a été conçue pour :

- Nettoyer votre moteur activement
- Protéger les pièces essentielles de votre moteur
- Fournir une meilleure performance

Shell
V-Power
Carburants Performants



* Les effets et bénéfices réels peuvent varier en fonction du véhicule, des conditions de conduite et du style de conduite.



La vie est émotions

FORFAIT PRIVILÈGE® Mobile et Internet Performez aux meilleurs tarifs

Choisissez un forfait postpayé entre **20DT** et **120 DT** et bénéficiez de :

- **Communications** valables vers tous les réseaux à des tarifs avantageux.
- **Forfaits 3G+** offerts allant jusqu'à 10 Go.
- **Une tarification avantageuse** vers tous les réseaux.



1288

www.tunisie telecom.tn

SVAN

Editorial

• Par Taoufik Habaieb

Ah, ce grand parti séculier qui nous manque !



L'absence d'un grand parti séculier pèse lourdement sur le paysage politique tunisien. Entre à droite, un parti Ennahdha qui s'impose en force rampante et leader sur l'échiquier et, à gauche, une Ugtt qui constitue un acteur majeur incontournable, le vide, au centre, est béant. L'implosion de Nidaa Tounès et l'atomisation des autres partis conduisent la Tunisie vers une nouvelle bipolarisation qui se veut actuellement douce et quasi invisible mais finira par marquer les clivages et attiser les antagonismes. L'accord contracté par neuf partis et trois organisations nationales qui ont rallié l'initiative du président Caïd Essebsi pour un programme de gouvernement d'union nationale, aussi méritoire soit-il, serait-il à même de fonder un socle solide pour le reste de la législature et du mandat présidentiel ? Simple passeport pour les partis afin d'obtenir sinon la présidence du gouvernement, du moins un quota de ministères et de secrétariats d'Etat ?

Au-delà du programme, avec sa vision et ses priorités, c'est cette négociation qui primera. Une entente finira par être trouvée, même si à l'intérieur des partis, le nombre des déçus qui ne figureront pas au gouvernement sera grand et leur frustration vive. Des fractures sont inéluctables.

Quant au nouvel attelage gouvernemental, il devra être renforcé à chaque débat fondamental, lors de chaque grande décision à prendre. Les réunions du Conseil des ministres et en conseils restreints nous réserveront sans doute beaucoup de surprises.

Quels seront les acteurs majeurs sur la scène politique à même de «prédire» l'action du gouvernement, l'inspirer dans la mise en œuvre du programme conclu et arbitrer ses divergences internes ?

Incontestablement, Ennahdha et l'Ugtt. Tout se jouera entre Rached Ghannouchi et Houcine Abassi. Tous deux ont fait preuve, durant l'examen de l'initiative Caïd Essebsi, de beaucoup de sagacité et d'habileté politique. Ils ont déployé tout leur art dans un jeu qui préfigure leurs nouveaux styles, amadonnant les uns, arrondissant les angles pour les autres, donnant doucement le tempo souhaité, marquant les pauses et activant les reprises. Dans cet art qu'ils maîtrisent, ils n'ont pas hésité à lâcher des rumeurs, tout en démentant d'autres, à entretenir le mystère, et à brouiller les cartes. Ce tête-à-tête, aujourd'hui apaisé et charmeur, sans une majorité au centre qui se hisse au pouvoir, une opposition conséquente et une société civile qui retrouve sa vigueur du sit-in au

Bardo l'été 2013, est-il sain pour la démocratie ? Le rôle déterminant d'un parti démocratique massif, attractif, mobilisateur et agissant devient un impératif de sécurité nationale si on veut éviter l'hégémonie des uns ou la domination des autres.

Si un consensus est réuni pour ce qui est de la lutte contre le terrorisme, face à la dégradation catastrophique des finances publiques, d'une part, et à la nécessité d'engager une vraie guerre contre la malversation et la contrebande, de l'autre, de grandes décisions seront nécessairement prises, de lourds sacrifices inévitablement consentis. Quitte à dénoncer des décisions et des nominations prises sous la Troïka. Quitte à remettre en cause des accords préalablement signés par le gouvernement Essid et la centrale syndicale. Quitte à appliquer, partout et à tous, la loi, rien que la loi, sans aucun passe-droit. A lui seul et quelle que soit la base politique qui le soutient, le nouveau gouvernement, dépourvu d'un véritable noyau dur, sera-t-il en mesure de prendre le taureau par les cornes et d'affronter courageusement toutes ces questions brûlantes. A peine osera-t-il effleurer les intérêts des uns ou des autres qu'il finira par sombrer dans les tiraillements et s'enliser dans les menaces de rupture.

Qu'est-ce qui empêche aujourd'hui l'émergence d'un grand parti séculier? Les Tunisiens sont-ils déçus des politiques, trahis par leurs promesses non tenues, désenchantés par leurs ambitions dévorantes, désespérés par leur petitesse? Ont-ils perdu confiance? Sont-ils si désabusés de la politique qu'ils s'en détournent? Difficile de le croire. C'est la qualité de l'offre politique qui ne les attire pas. A quel parti adhérer? Selon quels paramètres par rapport aux autres? Quel idéal mobilisateur y incarner? Et quel rôle actif y jouer? Les réponses n'étant guère convaincantes, les Tunisiens, s'ils ne sont pas démobilisés, sont dans l'attente de beaucoup plus et mieux.

Tout l'enjeu de la transition démocratique est pourtant fondé sur cette solide architecture d'un pluralisme politique porté par des partis forts et une société civile vigilante. C'est cette configuration, garante de rééquilibrage, qui aura à confirmer la sécularité de l'Etat, à préserver les acquis et à accélérer l'avancée irréductible vers le progrès et la prospérité. En cet été, la Tunisie qui chante, danse et se baigne doit pourtant s'y atteler. De toutes ses énergies. ■

Aid mabrouk et bonnes vacances.

T.H.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Taoufik Habaieb

CONSEILLER

Hédi Behi

COLLABORATEURS

• Walid Bel Hadj Amor • Monia Ben Jémia • Raouf Ben Rejeb
• Mohamed Larbi Bouguerra • Faouzia Charfi • Mounira Chapoutot Remadi
• Rafik Darragi • Samy Ghorbal • Mourad Guellaty • Azzedine Guellouz
• Mohamed Ali Halouani • Mohamed El Aziz Ben Achour • Houcine Jaidi
• Mohamed Jaoua • Dr Essedik Jeddi • Elyès Jouini • Emna Kallel
• Noureddine Ketari • Chedli Klibi • Salsabil Klibi • Habib Mallakh
• Samir Marrakchi • Mansour Moalla • Mohamed Maghrebi
• Ahmed Ounaies • Mehdi Taj • Habib Touhami • Riadh Zghal
• Dr Saadeddine ZMerli • Dr Sofène Zribi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni
(Directeur Artistique)

Raïd Bouaziz
(Designer)

Marwa Ayadi
(Webmaster)

Marwa Makni
(Vidéo)

PHOTOS
Leaders - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Jihen Ouaz
(Directrice Marketing)

Imen Channoufi

Bourane Ennaifer Hajem
(Directrice Communication)

APPUI

Habib Abbassi • Lamia Alayet • Samira Chtila Krifa
• Najah Kharraz • Fayçal Mejjadi • Leïla Mnif
• Hamdi Mzoughi • Chaouki Riahi

IMPRESSION

Simpact

PR Factory

Ennour Building, Cité des Sciences,
BP 200, 1082 Tunis Mahrajène,
Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333
abonnement@leaders.com.tn • marketing@leaders.com.tn
• redaction@leaders.com.tn

www.leaders.com.tn

Sommaire



16



22



46

En couverture

- 16 Ce qui attend le nouveau gouvernement
- 22 Comment sauver nos jeunes du jihad ?
- 29 La radicalisation n'est pas une maladie mentale mais un mode de pensée !
- 36 Le Surmusulman, ou l'autre lecture de la radicalisation
Par Fethi Benslama

Nation

- 46 Montréal célèbre l'arrivée de Tunisair
- 51 Le chômage féminin, un défi majeur pour le modèle sociétal tunisien
Par Habib Touhami
- 55 La Tunisie entre unité nationale et dictature des groupes intermédiaires
Par Aymen Boughanni

Economie

- 61 Le dinar: la dégringolade... Qu'est-ce qui va stopper cette chute?
Par Fatma Marrakchi Charfi

International

- 67 Le Royaume-Uni hors UE : révolte populaire ou xénophobie ?
Par Mohamed Larbi Bouguerra

Société

- 72 Plongée au fond des merveilles sous-marines de Tabarka
- 78 Makki Helal, nouveau visage sur Attesia TV
- 82 Sfax à travers ses deux siècles d'or : les XVIIIe et XIXe
- 90 Youssouf Saheb-Ettabaâ, le vizir magnifique
Par Mohamed-El Aziz Ben Achour
- 100 La Médina change doucement de vocation
- 106 Abdelhamid Khéchine : l'homme qui fonctionnait à l'instinct

Billet

- 108 La Tunisie a mal à sa classe politique
Par Hédi Béhi



72



78



90



100



Les 2.2 milliards de dinars d'augmentation de salaires seront-ils payés ?

Un chiffre hante particulièrement les connaisseurs des finances publiques. C'est celui des 2.2 milliards de dinars que représente à elle seule l'augmentation des salaires dans le secteur public en 2017. Un engagement contracté avec l'Uggt et dûment signé. L'Etat sera-t-il en mesure de payer ce montant ? Le nouveau gouvernement pourra-t-il dénoncer cet accord ? Est-ce le premier sacrifice que les fonctionnaires devront payer. Quels sont les autres sacrifices que la communauté nationale devrait consentir et comment les répartir équitablement ? De quoi plaindre les futurs ministre des Finances et chef du gouvernement. ■

Protocole présidentiel et militaire

Aucun ouvrage n'a été jusque-là publié au sujet du protocole d'Etat en Tunisie. Cette lacune sera bientôt comblée à la faveur de la parution à la rentrée du livre concocté par le colonel Taieb Gouider. Pour avoir exercé cette fonction à la présidence de la République et au sein de l'armée, l'auteur est bien placé afin de nous en livrer les techniques et les pratiques. ■



Centenaire d'Ahmed Tlili : des thèmes d'actualité en débat

Le 16 octobre prochain, le leader syndicaliste et dirigeant destourien Ahmed Tlili aurait eu 100 ans. Exilé à Paris suite à son différend avec Bourguiba, il est décédé le 25 juin 1967. Son centenaire sera célébré par la fondation qui porte son nom en collaboration avec l'Uggt. Au programme notamment, une conférence intitulée « Démocratie, par où commencer et jusqu'ou aboutir ? », la publication d'un recueil d'une soixantaine de lettres écrites en exil, traitant de la démocratie et de l'action syndicale. De son côté, l'Uggt organisera une conférence sur le thème : « Le rôle de l'Uggt dans l'instauration de la démocratie ». Sans oublier l'émission par la Poste tunisienne d'un timbre spécial, la tenue d'un débat sur les assassinats politiques à partir de la projection d'un film traitant de l'affaire Ben Barka, et l'organisation par l'Uggt d'une série de rassemblements centraux et régionaux. ■



Pourquoi le ministère des Finances a émis des réserves sur l'acquisition de Go Malta ?

Rien n'a filtré dans les médias mais l'information est confirmée. Le ministère des Finances a été très réservé quant à l'acquisition par Tunisie Telecom de l'opérateur Go Malta. Une longue explication a eu lieu à ce sujet en Conseil ministériel restreint et la réserve a été officiellement consignée dans le P-V. de réunion. Puis dans le P-V. de la réunion du conseil d'administration de TT. ■

PASSION AND PERFORMANCE.

CHOPARD PROUDLY SUPPORTS PORSCHE MOTORSPORT SINCE 2014.

OFFICIAL TIMING PARTNER
PORSCHE
MOTORSPORT

SUPERFAST CHRONO PORSCHE 919 EDITION (168535-3002). CHOPARD MOVEMENT, CALIBRE 03.05-M

Ben Jannet

BOULEVARD PRINCIPAL LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS
TÉL.: +216 71 860 475
RUE LAC VICTORIA LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS
TÉL.: +216 71 963 555
C.COMERCIAL TUNIS CITY « GÉANT » - TUNIS
TÉL.: +216 70 836 224

SUPERFAST
Chopard

DANS UN MONDE QUI CHANGE, ON DOIT POUVOIR GARDER UN OEIL SUR LES OPÉRATIONS DE SON ENTREPRISE.



UBCI, UNE BANQUE PIONNIÈRE EN CASH MANAGEMENT

Pour une gestion optimale de votre trésorerie, nos Spécialistes Cash Management mettent à votre disposition :

- Des solutions E-Banking et de gestion de flux à distance,
- Le support du réseau mondial du Groupe BNP Paribas.



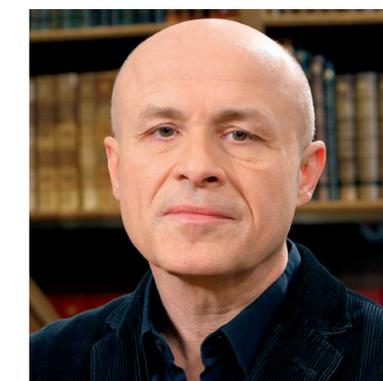
UBCI GROUPE BNP PARIBAS
الاتحاد البنكي للتجارة والصناعة

La banque
d'un monde
qui change

Ils s'en vont !

L'été est souvent le mois des grands adieux pour nombre d'ambassadeurs accrédités à Tunis. La liste des départs s'allonge. On y trouve notamment l'ambassadeur de France, François Gouette, qui part pour Riyad, un poste considéré comme une promotion eu égard à l'importance de l'Arabie Saoudite. Mais aussi,

- Mme Laura Baeza Giral, ambassadeur, chef de la Délégation de l'Union européenne,
- M. Aymen Jameleddine Mecherefa, ambassadeur d'Egypte,
- M. Hamish Cowell, ambassadeur du Royaume-Uni,
- M. Abdallah Bin Nassir Abdallah El Homedi, ambassadeur du Qatar,
- M. Pedro Manuel Carqueijeiro Lourtie, ambassadeur du Portugal. ■



Olivier Poivre d'Arvor, le nouvel ambassadeur de France

C'est un écrivain, homme de théâtre, diplomate spécialisé dans les relations culturelles internationales et ancien directeur de la radio France Culture que le président François Hollande a choisi comme ambassadeur de France à Tunis. Olivier Poivre d'Arvor, qui bouclera ce 30 juillet ses 58 ans, était jusque-là président du Musée national de la marine et ambassadeur chargé de l'attractivité culturelle au Quai d'Orsay. ■

Consuls honoraires de Tunisie

Organiser une grande conférence à Tunis réunissant les consuls honoraires de Tunisie à l'étranger : l'idée fait son chemin au ministère des Affaires étrangères. Des dates sont proposées au choix, un programme attractif est en cours de montage. Le ministre veut les écouter et entend leur délivrer les messages de la Tunisie. Au total, ils sont actuellement 57 consuls honoraires établis dans les capitales ou de grandes villes de 37 pays, là où la Tunisie ne dispose pas d'un

ambassadeur résident. Ils sont Tunisiens, ou originaires des pays de leur exequatur, exercent différentes activités professionnelles (médecins, avocats, chefs d'entreprise, etc.) et rendent de précieux services. Quand un Tunisien rencontre un problème au Bangladesh, il sait qu'il peut y compter sur l'assistance de notre consul honoraire dans la capitale, Dacca. Il en va de même à Vancouver, Santiago du Chili, Hongkong ou Madagascar. ■

Les révélations d'Habib Ammar

Finira-t-il par tout dire ? Le général Habib Ammar, l'un des principaux coauteurs du coup du 7 Novembre, ancien ministre de l'Intérieur et des Télécoms et ancien ambassadeur à Vienne, s'apprête à publier ses mémoires. Un témoignage très attendu pour lever un coin de voile sur ce qui s'est passé. ■

Les ambassadeurs à disposition

Innovation dans l'organisation de l'édition 2016 de la conférence annuelle des ambassadeurs de Tunisie à l'étranger, qui se tiendra début août prochain. Pendant toute une journée, ils seront à la disposition des opérateurs économiques pour des rendez-vous individuels afin de répondre à leurs questions et bénéficier de leurs conseils pour l'exportation et l'implantation à l'étranger. Le ministre des Affaires étrangères, Khemaies Jhinaoui, entend favoriser ainsi la diplomatie économique. ■



Abdesslem Kallel, retour sur un parcours

Jeune gouverneur de la République au Kef puis à Kasserine, sous Bourguiba, dans les années 60, Abdesslem Kallel nous promet un témoignage intéressant. Ses mémoires couvrent une décennie charnière marquée par la montée du « socialisme destourien », l'expérience du collectivisme et son échec, le limogeage d'Ahmed Ben salah et son procès, mais aussi l'action du développement régional intégral. On y découvre également le parcours d'un jeune Tunisien passé par Sadiki et happé par l'action militante au sein de l'Uget. En prenant du recul, après la déposition de Bourguiba, les 23 années Ben Ali et la révolution du 14 Janvier, l'auteur nous livre une analyse intéressante. Parution avant la fin de l'été. ■



Les Indiens arrivent

Ils seront près d'une trentaine de chefs d'entreprise indiens à débarquer fin juillet à Tunis, en prospection de partenariat commercial et industriel. Pour arranger des rencontres B to B utiles, l'ambassadeur de l'Inde à Tunis, Prashant Pise, multiplie les contacts avec les entreprises tunisiennes potentielles. La délégation indienne couvre une large diversité des secteurs d'activité et entend surtout trouver en Tunisie des partenaires intéressés par un rayonnement en Afrique. ■

DISTINCTION



Ahlem Ammar, lauréate du Prix d'Excellence de l'Université de Montréal

Ahlem Ammar, professeure agrégée, a remporté le Prix d'Excellence pour l'encadrement aux cycles supérieurs de l'Université de Montréal. Décerné chaque année à un seul enseignant de toutes les facultés de l'Université, ce prix prestigieux distingue les efforts fournis pour accompagner les étudiants dans leurs recherches. ■



Croire en vous

فيكم واثقون



Concrétisons vos projets !

Découvrez nos crédits à l'immobilier

Havas

Vous rêvez de devenir propriétaire de votre logement ? Une occasion en or se présente ?

Vous souhaitez acquérir un terrain pour y construire la villa de vos rêves ?

Vous aimeriez construire ou agrandir votre maison ?

Nous mettons à votre disposition notre panoplie de formules de financement immédiat ou couplé à une phase d'épargne préalable, adaptée à vos moyens et à vos objectifs et qui vous permet de réaliser vos projets immobiliers rapidement et dans des conditions très avantageuses.



f Suivez nous sur facebook



Gagnons l'avenir, ensemble
www.biat.tn



Cuba : nouvelle destination économique prometteuse



Implanter son usine ou son dépôt à Cuba pour fournir le marché local et les pays des Caraïbes ? Les Tunisiens doivent s'y prendre sans tarder. De réelles opportunités s'y offrent pour nos produits. Le rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et les Etats-Unis accélère l'ouverture sur l'extérieur de l'île longtemps soumise à un blocus. Trois vecteurs essentiels profitent de cette ouverture : l'afflux des touristes américains, l'attraction d'investissements étrangers à travers des mesures incitatives et la promotion de produits cubains à l'exportation, notamment les produits

pharmaceutiques. Cuba est en effet connu pour l'avancée scientifique remarquable de ses laboratoires ainsi que de ses structures hospitalières. Comment la Tunisie peut-elle tirer profit de ces nouvelles opportunités ?

Attentif à cette évolution, l'ambassadeur de Tunisie à Ottawa, Riadh Essid, qui couvre également Cuba, vient de se rendre à La Havane où il a eu une série d'entretiens de haut niveau. Les autorités cubaines lui ont réitéré à cette occasion leurs vœux de voir la coopération bilatérale se renforcer et les échanges commerciaux s'intensifier. Elles ont

souligné l'aménagement de nouvelles zones offshore pour l'implantation d'unités industrielles et de dépôts.

Des produits tunisiens peuvent être manufacturés ou importés et stockés dans ces zones pour fournir le marché cubain mais aussi les quinze pays des Caraïbes si proches. Une grande foire internationale se tient le mois de novembre de chaque année et peut servir d'introduction promotionnelle de nos produits dans la région. L'essentiel est de s'y bien préparer et d'organiser une participation tunisienne impressionnante. ■

Diplomatie

- **Jalel Trabelsi**, ambassadeur de Tunisie au Nigeria
- **Olivier Poivre d'Arvor**, ambassadeur de France à Tunis

Ministère du Commerce

- **Mohamed Bousaid**, chef de cabinet

Ministère de la Culture

- **Mohamed Selmi**, directeur général de l'Organisme tunisien des droits d'auteur et des droits voisins

L'Association des intermédiaires en Bourse (AIB)

- **Adel Grar**, président



- **Riadh Borgini (BNAC)**, vice-président
- **Sonia Ben Frej Larbi (BH Invest)**, vice-président
- **Abdelaziz Hammami (Amen Invest)**, trésorier

DECES



• **Abdelhamid Khéchine**

86 ans. Homme d'affaires, fondateur du groupe hôtelier les Orangers, Abdelhamid Khéchine faisait partie des pionniers du tourisme tunisien aux côtés de Mhammed Driss, Mohamed Fourati et Aziz Miled. On lui doit aussi l'un des tout premiers centres commerciaux de Tunisie, celui d'Hammamet. Au début des années 1980, il montera une usine de porcelaine dont les produits connaîtront un grand succès en Tunisie et à l'étranger, au point de concurrencer les produits chinois et français. Ces dernières années, il s'est attaqué au secteur de l'automobile, en devenant l'actionnaire majoritaire de la STAFIM Peugeot.

• **Youssef Zeghidi**

Poète-philosophe et ex-détenu politique Perspectives

• **Taoufik Zghonda**

Musicien, 80 ans. Musicien, un des meilleurs joueurs de cithare (kanoun) en Tunisie et dans le monde arabe.

• **Noureddine Fares**, Poète

• **Ahmed Hedhiri**

Professeur de civilisation à la faculté des Lettres et des Sciences humaines de Sousse. Un des plus importants fondateurs de la radio Tunisie Culture dont il était le tout premier président désigné. ■

EVERTEK
Achetez Smart

Offerts

Screen Protector
+
Protective Cover

EVERMIRACLE
POWER

4G



**La Batterie qui tient plus de 24h.
& un Smartphone 4G EXCEPTIONNEL.**



B1/B3 B7/B20 4G	1.3 GHZ QUAD CORE	5.1 Android Lollipop	4000 mAh	5 MP FF 8 MP AF	RAM 2 GB	ROM 16 GB	5" HD IPS 1280x720	Magnetic Sensor GPS Over The Air Technology wifi, bluetooth	DUAL SIM	dts Sound
------------------------------	----------------------------	----------------------------	-------------	--------------------	-------------	--------------	--------------------------	--	-------------	--------------



Ce qui attend le nouveau

Pari gagné pour le président Béji Caïd Essebsi ? Il faut attendre que le nouveau gouvernement se mette en place et engage la mise en œuvre du programme de gouvernement d'union nationale pour l'affirmer. Mais d'ores et déjà, le chef de l'Etat aura su faire aboutir son initiative, quitte à lui donner d'autres contours. D'un gouvernement comprenant impérativement des représentants de l'Uggt et de l'Utica à un programme commun endossé par ces deux centrales et celle des agriculteurs, ainsi que par pas moins de neuf partis politiques, une issue heureuse a été trouvée. Registre d'une large vision et inventaire de grandes priorités, ce programme ne renferme en rien des engagements fermes et irrévocables sur des questions fondamentales. Les questions qui fâchent ont été laissées au vestiaire, et c'est au nouveau gouvernement de se débrouiller pour les trancher. La feuille de route est tracée, mais la route est minée.

La mission est claire : reprendre la production dans le bassin minier et ailleurs, remettre la Tunisie au travail, et dépolluer l'Administration des recrutements partisans et des faux cadres qui se sont révélés aussi impotents qu'incompétents, pour la régénérer et lui insuffler un nouveau souffle. Mais aussi obtenir le droit de légiférer par ordonnance afin de débloquer des projets de loi en souffrance à l'Assemblée des représentants du peuple et se concentrer sur le travail, rien que le travail.

Chef de gouvernement, ministres et secrétaires d'Etat savent-ils ce qui les attend ? Et les Tunisiens, que peuvent-ils en espérer ? Eclairages.



gouvernement

Le président Caïd Essebsi a bien caché son jeu. S'il a demandé à ses conseillers de lui fournir des fiches sectorielles, à aucun d'entre eux il n'avait révélé le contenu de son initiative. Comme il l'a fait avec le chef du gouvernement ou les leaders d'Ennahdha et de l'Uggt. Gardant jalousement son secret, il ne voulait pas en être dissuadé et comptait sur l'effet de surprise. Cette manche est gagnée, mais il fallait que tous, ses conseillers les premiers, mais aussi les autres, se mettent immédiatement à ramer pour la faire avancer, la renflouant sans cesse.

Ennahdha en fera un exercice de son habileté coutumière. L'Uggt y confirmera son leadership. Des partis et des figures politiques, lassés par la marginalisation et la traversée du désert, espérant bénéficier d'un poste ou d'un quota de ministres et de secrétaires

d'Etat, ont mordu à l'hameçon. Après une montée des surenchères, les appétits se sont aiguisés, les ambitions personnelles n'ont jamais été, ouvertement d'ailleurs, aussi grandes.

L'essentiel est que le nouveau gouvernement se forme et se mette au travail. En comptant les délais nécessaires pour les consultations (traduisez négociations), l'investiture par l'Assemblée des représentants du peuple, la prestation de serment, la passation, la découverte et la prise en main des ministères et l'entrée effective en fonction, il faut compter deux bons mois. Septembre serait bien indiqué, coïncidant ainsi avec la rentrée qui sera cette année totale : scolaire, universitaire et politique. Rentrée-découverte pour le nouveau gouvernement, mais aussi rentrée sous pression avec l'accumulation des dossiers en instance, tous importants, tous urgents, obérés par le

relâchement du gouvernement sortant et la démobilisation des équipes. Rentrée-apprentissage des modes opératoires au sein du gouvernement. Rentrée-épreuve de vérité, de compétence et de performance.

Un contrat de gouvernement

Si le nouveau gouvernement aborde son mandat fort d'un programme scellé, il se trouvera cependant dépourvu d'un contrat de gouvernement fixant les engagements personnels de chacun de ses membres et leurs règles de conduite. N'étant pas choisis par le chef du gouvernement, issus de neuf partis, nourris de pratiques différentes, sauront-ils obéir aux principes de solidarité gouvernementale, s'en tenir à la discipline de groupe, se conformer à la cohérence de communication, s'interdire de faire cavalier seul ou de s'adonner à des déclarations

intempestives et de menacer de démission? Seul le gouvernement Mehdi Jomaa y a échappé alors que ceux de Hamadi Jebali, Ali Laarayedh et Habib Essid en avaient fait les frais. Insubordination au chef du gouvernement, chamailleries en plein Conseil des ministres, décisions personnelles, sans concertation, ni autorisation préalable, en dehors de toute conformité aux procédures et respect des dispositions.

Terrorisme et finances publiques : les deux risques majeurs

Le mode opératoire du gouvernement ainsi que la compétence et la solidarité de ses membres sont déterminants pour faire face aux graves menaces qui pèsent sur le pays. Les plus redoutables ne sont autres que le terrorisme et les finances publiques. La victoire remportée à Ben Guerane contre les assaillants, l'arrestation de plusieurs centaines de terroristes, la récupération d'impressionnantes quantités d'armes et d'explosifs et le démantèlement de près de deux cents cellules dormantes ne sauraient endiguer la menace persistante. Le premier grand défi du gouvernement sera celui de savoir poursuivre et intensifier cette implacable guerre, en l'inscrivant dans une stratégie multidimensionnelle. Plus qu'une approche globale, c'est une coordination efficace qui est également nécessaire, avec une prise effective des responsabilités.

Le dossier spécial que nous consacrons dans ce numéro à cette cause nationale, sous le titre de « Comment sauver nos jeunes du jihadisme ? », apporte des éclairages avisés et instructifs.

La seconde grande inconnue est l'évaluation exacte du risque réel qui peut atteindre les finances publiques. Un état des lieux précis et global couvrant l'ensemble des composantes est inexistant. Le FMI et la Banque mondiale, bien outillés en la matière, en ont une idée précieuse, mais pas un inventaire fiable. Cette indispensable analyse des comptes de la nation, indépendante de toute politisation, aura à poser des questions cruciales et leur trouver les options appropriées.

La toute première et grande question à vérifier est la capacité de l'Etat à respecter ses engagements financiers. Quelles limites fixer à la dette ? Peut-on continuer à payer des augmentations salariales? Faut-il augmenter les impôts ou pas et dans quelle limite? Quels sacrifices sont nécessaires à faire et comment les partager équitablement? Quelles mesures urgentes prendre ?

Une autre question fondamentale se pose avec insistance : y a-t-il des risques, jusqu'à non détectés, d'explosions en série, c'est-à-dire des bombes à retardement? La situation des caisses sociales est déjà connue, mais quid des entreprises publiques qui pourraient se trouver paralysées du jour au lendemain, faute de pouvoir assurer leur approvisionnement en matières premières, blocage de leurs équipements et outils de production, ou encore impossibilité d'obtenir la garantie de l'Etat pour leur refinancement? Tout laisse à croire que cela risque de commencer à barder. L'histoire a démontré que la chute sera aussi rapide que vertigineuse.

Les préalables du quotidien

Accaparé par ces deux dossiers brûlants, le nouveau gouvernement sera également sur le front social. La trêve est impérieuse : ni grèves, ni revendications, ni remise en cause de ministres et responsables. Ce contrat doit être non négociable. Sur un autre registre, la convoitise des postes significatifs dans l'appareil de l'Etat sera plus forte avec une coalition de neuf partis et la perspective d'élections municipales. La règle doit être stricte : aucune nomination partisane, ou encore moins un quota spécifique, dans la haute administration, les fonctions d'ambassadeur, consul et consul général, P.D.G. d'entreprise publique ou semi-publique, gouverneur, premier délégué, délégué et autres.

L'ultime règle de conduite pour le nouveau gouvernement, outre la transparence, est de sévir et rendre compte. Faire tomber des têtes est indispensable, non pour le plaisir de le faire, mais afin de donner l'exemple et

d'affirmer l'autorité. Trop de laisser-aller et de laxisme ont fini par gravement nuire au pays. De grands malfrats continuent à multiplier leurs forfaits, circulant librement et osant défier l'Etat et ses lois, dans l'impunité totale. Des chefs incompetents qui font subir à l'Etat de lourdes pertes et de tristes symboles de la malversation et de l'abus de pouvoir infectent la Fonction publique, sans la moindre poursuite à leur rencontre. Des caïds immondes du banditisme et du crime organisé arnaquent les gens humbles, les font chanter, tout en s'adonnant à leur commerce illicite en tous genres, les drogues en premier lieu, au vu et au su de tous, en intouchables. Que la justice s'en saisisse et fasse appliquer la loi sans pitié.

Communiquer, c'est expliquer au peuple ce que le gouvernement fait, pourquoi il le fait et quels résultats escomptés et dans quels délais. Un rendez-vous hebdomadaire du chef du gouvernement à la télévision, court et précis, s'érige en règle à suivre. Ses ministres doivent lui emboîter le pas, non pour se mettre en avant mais pour faire connaître l'action de leur département.

Courage et patience

Les caisses sont vides, les vraies compétences dévouées et disponibles se font rares, l'administration publique est au service minimum, l'ego des nouveaux ministres est enflé, leur expérience dans la gestion des affaires de l'Etat est inégal, leur apprentissage sans doute long et non dénué de faux pas, alors que les attentes des Tunisiens sont immenses et pressantes. Tout est urgent, tout est important.

Le nouveau gouvernement, une fois passée l'euphorie de la désignation, sera confronté à cette dure réalité. Peu importe le nom du locataire de la Kasbah, c'est sa capacité à endiguer ces flots, fédérer les énergies et redresser la situation qui compte le plus.

Bon courage au gouvernement, patience aux Tunisiens !■

T.H.



STAR
ASSURANCES تأمينات



إنخدم مطمان مع
"سلامة الرزق"
التأمين ضد الأخطار المهنية المتعددة

Vous venez de créer votre entreprise ou vous êtes déjà en exercice ?

La STAR fait de l'adage « il vaut mieux prévenir que guérir » son fer de lance avec son nouveau produit, l'assurance **Multirisque Professionnelle "Slamet Errezk"**, spécialement conçue pour les chefs d'entreprises PME et PMI, les commerçants, les artisans, et les professions libérales.

Rendez-vous dans l'un de nos 200 points de vente pour choisir l'une des 3 formules **"Slamet Errezk"**. Une expertise gratuite évaluera votre capital engagé, et votre société bénéficiera ainsi d'une protection optimale.

Pour plus d'informations sur la nouvelle Assurance Multirisque Professionnelle **"Slamet Errezk"** :

star.com.tn

Habib Ben Hadj Kouider

Avant d'être publique, la BNA est une banque!

«Il n'y a plus désormais de différence entre banques privées et banques publiques. D'ailleurs pour la BNA, avant d'être publique, elle est d'abord une banque, avec les mêmes objectifs et mode de fonctionnement». Pour sa première sortie publique depuis la prise de ses fonctions à la tête de la BNA, fin décembre dernier, Habib Ben Hadj Kouider fixe immédiatement les repères. «Excusez-moi si mes propos vous paraissent longs, c'est un peu pour rattraper quatre années de silence de la BNA» ! dira-t-il devant les analystes financiers et la presse spécialisée, pour détendre l'atmosphère.

Si la plupart des indicateurs de la BNA sont satisfaisants, «préparant un socle solide de relance durant les prochaines années», ce sont «ses liens démesurés avec les entreprises publiques» qui posent problème, comme l'a souligné un analyste financier. Comment la banque pourra-t-elle se désengager de cela et réduire ainsi son exposition risquée ?

«Nous traitons les affaires de manière commerciale en les qualifiant selon un profilage de risque», indique Habib Ben Hadj Kouider. C'est notre métier et nous l'exerçons en tout professionnalisme et toute indépendance. La tarification doit obéir au profil du risque. Il y a d'abord la couverture de l'Etat que nous prenons en considération. Aussi, nous n'excluons aucune option : syndiquer les crédits avec d'autres banques, n'en prendre qu'une partie ou refuser. Je dois vous dire que je n'ai jamais reçu la moindre intervention de la part de l'autorité de tutelle et la BNA n'a trouvé de la part des services du ministère des Finances et de la Banque centrale qu'appui et facilitation».

«Que vaut la couverture de l'Etat, notamment dans le cas d'entreprises plombées telles qu'El Fouladh ou la SNCPI et autres boulets, lorsque les finances publiques sont elles-mêmes exposées à des risques qui ne sont pas évalués à leur juste mesure?», s'interroge Leaders. Le P.D.G. de la BNA ne veut pas se hasarder sur un terrain qu'il considère comme politique. Mais, il se drape derrière la rigueur commerciale bancaire qu'il s'emploie à restaurer.



«Peut-on accéder au rapport intégral du full audit de la banque?», demande un analyste financier. «Pourquoi pas», répond le P.D.G. Nous y avons déjà pensé et je soumettrai la question au conseil d'administration, au moins pour mettre en ligne sur notre site web une version publique».

Très à l'aise dans sa présentation comme dans ses réponses, Habib Ben Hadj Kouider préfère cependant parler avenir. La BNA, qui compte un réseau de 170 agences et emploie 2 700 personnes, entend être une «banque systémique, une market maker». «Ce n'est pas parce que nous sommes la première banque à financer l'agriculture que la BNA doit être une banque has been», souligne-t-il. La modernisation est indispensable et le management novateur, nécessaire, appuyé par les outils appropriés et le système d'information».

La BNA table sur une croissance de 7.8% de son total bilan, passant de 8.312 MD en 2015 à 12.102 en 2020. Le résultat net croîtra de 25.3 MD en 2015 à 108 MD en 2020, mais connaîtra une pointe de 140.9 MD en 2017 et une chute à 46.5 en 2018.

Les résultats 2016 et 2017 seront boostés par les plus-values sur cession d'actif, notamment le titre SFBT, qui seront aux alentours de 111MD par année. Le management avait précisé que cette cession serait tributaire des conditions favorables du marché et que cette option n'est pas définitive au vu de la mobilisation des autres ressources déjà identifiées et dont dispose la banque.

Comment compte faire la BNA pour y parvenir ? Habib Ben Hadj Kouider est déterminé: renforcement du recouvrement, cession de créances et revigoration du marketing et du commercial avec un esprit de challenge. Bref, une banque qui fera tout pour s'en sortir. ■



Comment sauver nos jeunes du jihad ?



Combien sont-ils ? Deux mille ? Trois mille ? Ou davantage ? Un seul Tunisien embrigadé par Daech et ses dérivés, c'est déjà de trop. Malgré les coups durs assénés par les forces sécuritaires tunisiennes – armée, police et garde nationale – aux jihadistes, la guerre contre le terrorisme est loin d'être terminée. Elle sera longue, pénible, exténuante, mais guère impossible à gagner. Tout dépend de la stratégie inclusive adoptée, de sa mise en œuvre et de l'étroite coordination entre les différents mécanismes concernés de l'Etat. Mais aussi de l'implication des Tunisiens eux-mêmes, des familles, de la société civile et des partis politiques. →

Les statistiques avérées sur le nombre des Tunisiens partis au jihad sont controversées. Sans en préciser le nombre exact, le ministre de l'Intérieur, Hédi Mejdoub, affirme que les effectifs mentionnés dans les médias sont «exagérés». Crisis Group mentionne dans son dernier rapport (juin 2016) que le nombre des jihadistes tunisiens oscille entre 3 000 et 6 000, ajoutant que près de 600 seraient retournés dans leur pays d'origine.

Pour sa part, Gérard Bronner — difficile à démentir — estime (voir encadré) que la Tunisie vient en première place «dans la liste des principaux pays pourvoyeurs de combattants (par million d'habitants) avec 51 combattants par million d'habitants, bien avant l'Arabie saoudite (19), le Kosovo (18), Bahreïn (17). Les pays européens sont très loin derrière : la France (0.74), la Belgique (0.8), le Danemark (1.42)». Il ajoute que «l'âge moyen des volontaires se situe vers 26.27 ans et 61% sont célibataires».

Que savons-nous au juste ? Qui centralise toutes les données, les traite et les analyse ? Qui s'occupe de ceux qui reviennent au pays, se présentent ou pas à la justice, et de ceux qui sont en prison, prévenus ou condamnés ? Sont-ils tous irréductibles ? Ou peut-on dialoguer utilement avec certains parmi eux et les aider à se reprendre, se repentir et se réinsérer ? De combien de psychologues, psychiatres et psychanalystes dispose l'administration pénitentiaire pour prendre en charge les dizaines de centaines de détenus impliqués dans des affaires de terrorisme ? Dans l'organigramme officiel, ces tâches ne sont pas clairement affectées à des services précis. Tout comme la prévention de la radicalisation.



Repêcher son enfant avant qu'il ne soit trop tard

Premier vecteur déterminant, en effet, à prendre en charge, la radicalisation, ce processus évolutif qui conduit, étape par étape, au passage à l'acte. Le témoignage des familles est édifiant : elles n'ont rien vu venir. Leur enfant était quasi-normal. Un peu replié sur lui-même, très pris par ses copains, figé devant son ordinateur, un peu mystérieux, multipliant les «déplacements avec la bande», mais sans plus. Leur surprise sera totale lorsqu'elles recevront de lui un coup de fil leur apprenant qu'il est en Libye, en Syrie, en Irak ou ailleurs. Leur deuil sera total et leur peine immense lorsqu'un jour, un autre coup de fil passé par un «ami» leur annoncera sa mort.

Lors des premières vagues de départs au jihad, l'enrôlement des jeunes qui affectait aussi les familles, avec souvent un arrosage d'argent, était tellement sacralisé qu'il était célébré en ultime acte religieux. Leur mort était érigée en «martyr», claironné par des youyous et des Allah akbar ! Des familles rivalisaient en nombre d'enfants partis au jihad ou, mieux, «élevés au paradis». La propagande de Daech commence à perdre de son intensité et de son pouvoir de persuasion. Mais, son action demeure dévastatrice, ne se limitant plus aux zones rurales et périurbaines, recrutant ses proies dans toutes les couches sociales, de plus en plus celles aisées.

L'effroi des familles est immense : toutes ont peur de voir un jour leur progéniture rejoindre Daech, avec la grande angoisse d'apprendre qu'ils sont passés à l'acte terroriste, au péril de leur vie. Dans cette inquiétude qui les habite, leur détresse est immense tant elles ne savent pas à qui se vouer, qui contacter, qui est susceptible de les aider ? Si les discours officiels sur la prévention de la radicalisation sont éloquentes, aucune prise en charge effective des familles concernées n'est clairement concrétisée. Tout le monde en parle, mais rien ne se fait. Aucun centre spécialisé n'est officiellement affecté à cette déterminante tâche. Du coup, les familles errent entre les différents ministères : Intérieur, Justice, Affaires étrangères, présidence du gouvernement, présidence de la République... Mais souvent, c'est trop tard. Au mieux, elles espèrent récupérer la dépouille de leur enfant.

Quelle prévention de la radicalisation ?

N'y a-t-il pas de stratégie tunisienne multidimensionnelle de lutte contre le terrorisme, incluant une analyse approfondie du phénomène jihadiste, prescrivant les mesures de prévention, fixant les priorités et précisant les tâches de chaque partie ? Deux documents ont été élaborés à cet effet en 2014, puis 2015, par les gouvernements successifs de Mehdi Jomaa, puis d'Habib Essid. Le premier ■■■



يمكنكم التبرع في مكتب البريد، أو في أي فرع بنكي أو بالقبضة المالية
و يمكن التبرع أيضا عبر SMS على الرقم *204*

Epargne  الخير



مع إدخار
الخير...
تتحلّك
ببيان الخير

Crédit
SAKAN



ATB

البنك العربي لتونس

Des professionnels à l'écoute

Avec un peu d'épargne, réalisez vos rêves et concrétisez vos projets... Fructueuse, disponible et généreuse... Epargne El khir vous donne accès au crédit qui vous convient, aux meilleures conditions.

سبّ الخير... تلقى الخير بزائد.

ATB TUNISIE  

■ ■ ■ est qualifié de plus analytique et le second de concret. La synthèse des deux est aujourd'hui plus que nécessaire, encore plus la publication de cette stratégie, du moins dans une version publique, et sa mise en œuvre bien coordonnée. La prévention de la radicalisation reste la pierre angulaire de cette stratégie. Le rôle des familles est essentiel. Comment reconnaître les premiers signes de cette descente aux enfers ? Votre fils, votre fille, l'un de vos proches serait-il enclin à se laisser envoûter par le discours jihadiste ? Que faire dans ce cas ?

Leaders publie en exclusivité un tableau en cinq étapes qui décrit les séquences successives du basculement, avec les signes avant-coureurs qu'il convient d'identifier immédiatement. Aussi, pour comprendre ce feu ardent d'engagement suicidaire qui enflamme des jeunes, la

toute récente analyse de Fethi Ben Slama, dans son livre *Un furieux désir du sacrifice*, le Surmusulman est tout à fait pertinente. Nous en publions des extraits instructifs.

Dans *«Le vrai visage de Daech»*, Gérard Bonner nous livre des indicateurs qui nous interpellent.

De son côté, Crisis Group apporte dans son dernier rapport analyses et recommandations dont nous publions des extraits.

Ni alarmiste, ni banalisant, quant aux risques terroristes, *Leaders* entend contribuer à maintenir la vigilance et inciter à la compréhension du phénomène pour mieux le combattre. ■

Taoufik Habaieb

Pour la nomination d'un haut-commissaire chargé de la lutte antiterroriste

Crisis Group appelle la Tunisie, confrontée à une menace jihadiste émanant de l'intérieur du pays et de la Libye voisine, à «publier et mettre en œuvre une stratégie antiterroriste fondée sur une approche multidimensionnelle, faisant de la prévention une priorité, et prévoyant un dispositif de consultation». Dans un rapport intitulé : «Violence jihadiste en Tunisie : l'urgence d'une stratégie nationale», l'ONG spécialisée dans la prévention des conflits à travers le monde recommande, «pour donner un nouvel élan à l'achèvement et à la diffusion du cadre stratégique, que le président de la République et le chef du gouvernement définissent de manière consensuelle leurs rôles respectifs dans le domaine sécuritaire.»

«Dans un second temps, poursuit le rapport, le chef du gouvernement devrait renforcer ses mécanismes de coordination interministérielle, tout particulièrement la Commission nationale de lutte contre le terrorisme et la cellule de suivi de la gestion sécuritaire et créer un poste de haut-commissaire chargé de la lutte antiterroriste, doté du statut de ministre

auprès de la présidence du gouvernement. Ce dernier devrait améliorer la coordination entre les deux têtes de l'exécutif, les ministères, les services et directions ministérielles (sécuritaires et non sécuritaires), et les diverses commissions administratives ad hoc chargées de la lutte antiterroriste. Il devrait pouvoir épauler le travail plus analytique du président de la Commission nationale de lutte contre le terrorisme (à savoir la mise au point de la stratégie) tout en dynamisant la gouvernance publique».

L'auteur du rapport, Michael Ayari, estime que «frapper de nouveau la Tunisie permettrait à l'EI en Libye de menacer l'Algérie sur ses frontières de l'Est, tout en servant sa propagande, vu le retentissement médiatique international de chaque attentat sur le sol tunisien». «Les groupes jihadistes, ajoute-t-il, pourraient compter sur des relais non négligeables en Tunisie (jihadistes isolés, groupuscules autonomes ou liés à des organisations plus larges). Plusieurs cellules dormantes, dont certaines sont en contact avec Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et l'EI seraient

disséminées sur le territoire, en milieu urbain et périurbain. En outre, près de 150 jihadistes armés de l'organisation Okba Ibn Nafa (proche d'Aqmi), très affaiblie par l'armée et la garde nationale, et de Joumoud al-Khilafa (proche de l'EI) évoluent encore dans les zones montagneuses et forestières proches de la frontière tuniso-algérienne. Joumoud al-Khilafa bénéficie de complicités locales».

«Etant donné le renforcement de leurs capacités stratégiques en Libye, prévient le rapport, les groupes jihadistes risquent d'acquiescer un "temps d'avance" sur les forces de sécurité (police, garde nationale et armée). En dépit de leur récent succès à Ben Guerdane, ces dernières pourraient être débordées. Les militants de l'EI, notamment, seraient alors en mesure de perpétrer des attaques simultanées dans plusieurs régions du pays. Il s'agirait pour eux de montrer qu'ils sont en mesure de déstabiliser l'Etat, tout en poussant les forces de sécurité à sur-réagir, pour mettre en évidence la faiblesse et le caractère foncièrement injuste de l'«Etat impie»» ■

سوق بأمان و صيف في بلادك مطمأن



« AMI » تمنح حرفائها فرصة الفوز
بسنة من التأمين المجاني
في صورة عدم إرتكابهم حادث خلال صيف 2016.
تتم عملية القرعة و السحب في شهر نوفمبر 2016 بحضور عدل تنفيذ.

La radicalisation n'est pas une maladie mentale mais un mode de pensée !

8-10 JUIN 2016 - TOULOUSE



De notre envoyé spécial à Toulouse — Du 8 au 10 juin dernier, le congrès de l'une des plus vieilles associations de psychiatres de France s'est tenu à Toulouse (France). Il s'agit du Congrès de psychiatrie et de neurologie de langue française (Cpnlf), qui tenait cette année sa 114e session annuelle.

Dans cet espace francophone, une question était dans tous les esprits, actualité terroriste oblige : la radicalisation est-elle une maladie mentale ?

Différents experts, venant principalement du Maghreb et de France, ont essayé, chacun à partir de son expérience propre, de répondre à cette délicate question.

Il fut d'abord souligné que le terme en lui-même est assez nouveau dans son acception actuelle. Les médias avaient utilisé bien d'autres noms pour décrire la question : intégrisme, fanatisme, extrémisme, etc.

L'anthropologue franco-iranien serait celui qui a ancré l'utilisation du terme aux dépens des autres lors de la publication de son livre en 2014 intitulé *La Radicalisation*, Ed. Sciences de l'Homme. Il définit la radicalisation comme un « processus par lequel un individu ou un groupe adopte une forme violente d'action, directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social ou religieux qui conteste l'ordre établi sur le plan politique, social ou culturel ».

Utilisation qui ne fut pas sans soulever d'énormes critiques, comme celles de la philosophe Marie-Josée Mondzain qui a publié en avril 2016 sur Médiapart une tribune virulente : « *La parole publique appelle radicalisation l'engouffrement de toute une jeunesse dans l'islamisme et désigne, sous le terme de déradicalisation, le travail d'assainissement – voire de libération – de ces déradicalisés, qui sont en fait des déracinés* ». Elle

ajoute : « *Radicalité, qui a la même racine que... « racine » : radix. Je m'inquiète en effet de la confiscation de la radicalité au nom des dangers de la « radicalisation* ».

Dépassant la question de la terminologie, qui reste entière, le débat s'est ensuite orienté sur le fait de savoir si le phénomène de la radicalisation est un sujet pour le psychiatre.

La plupart des études menées dans les pays anglo-saxons surtout ne retrouvent pas des pathologies psychiatriques au sens clinique du terme chez les personnes radicalisées même si des ressemblances peuvent exister avec certaines pathologies mentales. Néanmoins, il a été reproché à ces études leur faible nombre de sujets examinés et de nombreux biais méthodologiques.

Enfin et suivant en cela les approches faites par le psychiatre français Boris Cyrulnick, on s'est intéressé au mode de pensée radical qui a été décrit comme un mode de pensée linéaire, casuistique, refusant toute forme de complexité. Le mode de pensée radical serait dichotomique (le bien d'un côté, le mal de l'autre), les problèmes de l'humanité résulteraient de son manque de croyance et où la charia, si elle était partout appliquée sur terre, représente l'unique solution.

Un autre auteur a été beaucoup cité, il s'agit du Tunisien Fethi Ben Slama, qui venait d'éditer un livre, *Un furieux désir de sacrifice, le Surmusulman*, où il analyse le fait que le processus de radicalisation opère surtout chez les jeunes déracinés, dénarcissés, qui ont une identité vague, flottante et où l'adhésion à des conduites religieuses extrêmes représente un processus de guérison. Car en se fondant dans le collectif religieux, ils se libèrent de leur identité primaire qui les faisait souffrir et acquièrent une identité nouvelle qui vient stimuler leur moi et leur retourne une image acceptable d'eux-mêmes.

Il fut aussi proposé de ne pas considérer la radicalisation comme un processus binaire (oui ou non) mais comme un processus progressif dans lequel une personne peut cheminer jusqu'à l'extrême mais aussi s'arrêter en cours de chemin, gardant une pratique religieuse pure et une foi intacte sans pour autant passer aux actes violents. ■■■

Pack BT "Pro Santé"

Des solutions adaptées pour mieux gérer vos finances



Nous réaliserons vos vœux

www.bt.com.tn



Niveau 0

- Comportement social tolérant et ouvert
- Convictions religieuses absentes ou présentes avec possibilité d'autocritique
- Pratique religieuse absente ou présente sans caractère impérieux
- Acceptation de l'Autre et implication dans des activités sociales sans sélection sur une base religieuse de son entourage
- Respect de la différence et du droit de l'Autre

Niveau 1

- Comportement social restreint sur le milieu professionnel ou les personnes partageant sa foi
- Conviction religieuse présente mais sans exaltation
- Pratique religieuse sans faille
- Evite de se mélanger à ceux qui ne partagent pas sa foi comme boire ou manger avec eux
- N'a pas de tendances agressives, mais une tendance au prosélytisme peut exister

Niveau 2

- Restriction de relations sociales sur le milieu professionnel ou les proches partageant une pratique exigeante de la foi
- Convictions et pratique religieuses très fortes
- Considère les non-pratiquants comme des impies et des égarés
- A une forte tendance au prosélytisme
- S'engage dans des actions caritatives pour promouvoir la religion
- Refuse la violence pour lui-même mais manifeste de la compréhension envers ses coreligionnaires qui la pratiquent.

Niveau 3

- Adhésion religieuse très forte avec parfois une exaltation mystique
- Vision dichotomique du monde en bien et en mal
- Engagement très fort dans les activités caritatives
- Restriction de la vie sociale à son environnement communautaire ou co-religieux
- Vie familiale et tenues vestimentaires très marquées par ses convictions
- Refus du mode de vie du monde environnant
- Sentiment très fort d'être lui et ses coreligionnaires victimes d'injustice
- Reste sensible à la souffrance d'autrui
- Ne passe pas à l'acte violent

Niveau 4

- Tous les éléments du niveau 3
- Prêt au passage à l'acte violent
- Insensibilité à l'égard de la souffrance qu'il pourrait causer à autrui
- Prêt à se sacrifier pour sa cause
- Traits de personnalité psychopathiques, schizotypiques ou paranoïaques parfois présents.

Niveau 5

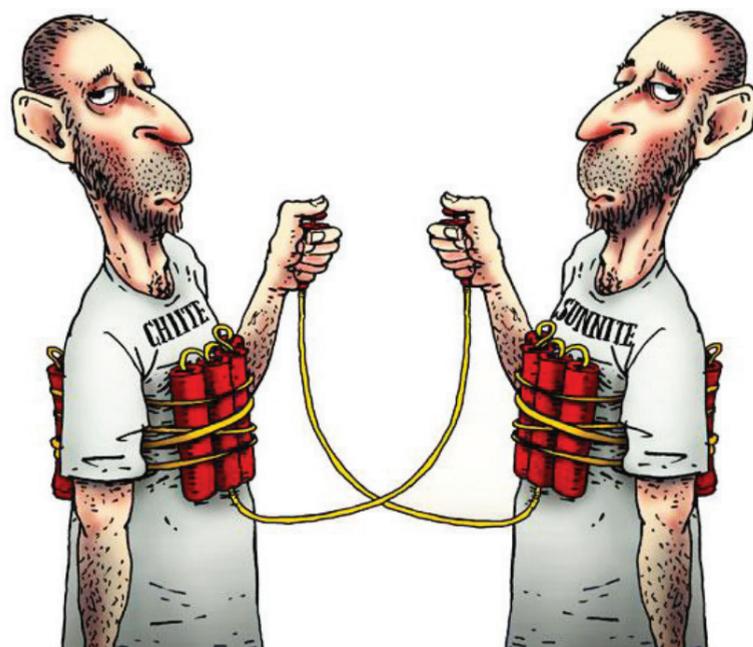
- Passage à l'acte violent

Les niveaux 0, 1, 2 ne seraient pas dangereux, la lumière jaune devrait s'allumer au niveau 3 et un travail d'encadrement devrait être entrepris. Le niveau 4 est le dernier palier avant de commettre l'irréversible et devrait mener à une intervention intensive.

Il fut unanimement souligné que toute intervention psychologique, si elle a lieu d'être, doit rester respectueuse de la personne de l'individu et de sa manière de vivre sa religion et ne doit pas se faire sous la contrainte.

Enfin, les questions relatives à la prévention, qui sont d'ordre politique, social, économique, culturel et religieux, ont été abordées. Des intervenants de Tunisie, d'Algérie et des médecins des services des urgences psychiatriques de Paris ont relaté leurs expériences avec les victimes d'actes terroristes survenus dans leurs pays respectifs et de leurs difficultés propres à faire face à ce genre de situations auxquelles il faut malheureusement désormais se préparer. ■

Z.S.



TIVOLI ILOVIT



BE FUN
BI-COLOR
BE YOURSELF

Facebook icon | Ssangyong Tunisie | www.ssangyong-tunisie.com

SOTUDIS
Chemin de réussite

TUNIS
Route de Sousse,
GP1 Km7 2033 - Mégrine
Tél. : (+216) 71 425 355
Fax : (+216) 71 425 253

SFAX
Route de Gabes,
bvd de l'environnement, Km 2,5 - Sfax
Tél. : (+216) 74 281 000
Fax : (+216) 74 281 020

SOUSSE
Route de ceinture,
4022 Z.I. Akouda - Sousse
Tél. : (+216) 73 343 333
Fax : (+216) 73 343 233

GABES
Route de Tunis Km 0,5
BP 31 - 6001 Hached - Gabès
Tél. : (+216) 75 278 616
Fax : (+216) 75 274 151

Photo Non Contractuelle



Double Godets arrière

Godet Standar 1,0 m²

Moteur perkins 100cv

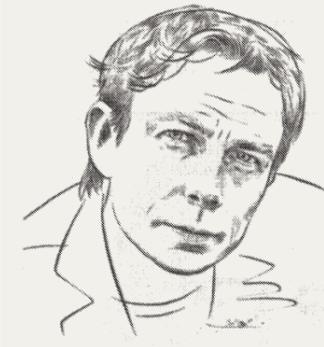
Boîte ZF Power shift

Ponts ZF

**MACHINE
SANS CARTE
ÉLECTRONIQUE**

H 940S

«Le vrai visage de Daech»



Le point le plus surprenant est sans doute l'incroyable diversité des volontaires du djihad, puisqu'ils sont originaires de près de 70 pays, ce qui affaiblit les thèses faisant du terrorisme une forme de revanche sociale qui serait la conséquence de l'histoire coloniale d'un pays. D'ailleurs, lorsqu'on observe les principaux pays pourvoyeurs de combattants les Occidentaux sont faiblement représentés. Les pays qui «envoient» le plus de combattants (par million d'habitants) sont d'abord la Tunisie : 51 combattants par million d'habitants, l'Arabie saoudite (19), le Kosovo (18), Bahreïn (17).

Les pays européens sont très loin derrière : la France (0.74), la Belgique (0.8), le Danemark (1.42).

Ces derniers chiffres augmentent un peu pour les pays européens lorsque la nationalité, et non la résidence, est prise en compte. Non moins intéressant, et défaisant les stéréotypes sociologues concernant le profil des terroristes, le rapport note que les djihadistes ont un bon niveau d'éducation au regard de la moyenne nationale des pays dont ils sont originaires.

Cela ne surprendra aucun de ceux qui se sont penchés sur les autres statistiques du fait terroriste, qu'elles relèvent de l'extrême gauche, de l'extrême droite ou d'Al-Qaïda, mais mérite d'être rappelé, tant les certitudes hâtives dans ce domaine sont tenaces, mises au service des compulsions idéologiques et misérabilistes des uns et des autres.

L'âge moyen des volontaires se situe autour de 26-27 ans et 61% sont célibataires. Ce chiffre ne doit pas faire oublier que 30 % sont mariés et que, parmi eux, la plupart abandonnent femmes et enfants pour partir combattre, ce qui en dit long sur la capacité d'un extrémiste à tout risquer au nom de l'idée qu'il se fait du bien. S'il est une donnée constante du fanatisme qui ne doit pas être oubliée, au-delà de la statistique, c'est que ces individus sont prêts à mourir pour leurs idées plus souvent que ne l'est le démocrate moyen. Une réalité angoissante, d'ailleurs rappelée par une citation bien connue d'Oussama ben Laden : «*Nous aimons la mort plus que vous n'aimez la vie*».

Tribune de Gérald Bronner
Le Point (2284 du 16 juin 2016),



Le Surmusulman, ou l'autre lecture de la radicalisation



Par Fethi Benslama

Redoutable désir sacrificiel qui envahit de plus en plus de jeunes envoûtés par le jihadisme. Comment l'analyser et le penser, comment y répondre ? Fethi Benslama, psychanalyste et professeur de psychopathologie clinique à l'université Paris-Diderot, s'emploie à en explorer les profondeurs dans son dernier ouvrage intitulé *Un furieux désir de sacrifice, le surmusulman*, récemment publié au Seuil. Bonnes feuilles, en exclusivité pour *Leaders*. →

Liminaire

Comment penser le désir sacrificiel qui s'est emparé de tant de jeunes au nom de l'islam ? Par où sont-ils saisis et entraînés vers le pire ? Cet essai propose une interprétation dont le centre de gravité est ce que j'appelle le surmusulman. Plutôt que d'un concept, il s'agit d'une notion à mettre à l'épreuve de la réflexion. De ce point de vue, il serait plus approprié de parler du « problème du surmusulman » et de voir jusqu'à quel point sa formulation permet de faire avancer l'intelligibilité de ce qui arrive aujourd'hui aux musulmans et ébranle le monde.



Le spectre du surmusulman a commencé à m'effleurer au cours de mon activité clinique dans la consultation d'un service public en Seine-Saint-Denis. Pendant de nombreuses années, j'ai observé la montée du tourment de « n'être pas assez musulman », conduisant des personnes à se constituer une foi en feu, à porter la revendication et les stigmates d'une justice identitaire, à chercher une élévation à travers un mouvement paradoxal d'humilité arrogante, qui veut inspirer le respect et la crainte. Lorsque, à travers l'analyse du discours des islamistes radicaux, s'est dégagé le motif de la blessure de l'idéal islamique 1 comme le lieu d'un appel à la réparation, voire à la vengeance, le croisement du clinique et du social a permis la décantation

un furieux
désir de
sacrifice
le surmusulman

Fethi
Benslama

Seuil

*Un furieux désir de sacrifice
Le surmusulman*

De Fethi Benslama
Le Seuil, mai 2016, 148 pages, 15 €.

de la figure du surmusulman. Qu'elle revête l'aspect d'une tendance ou qu'elle s'incarne en un avatar, cette figure est la production, consciente et inconsciente, de près d'un siècle d'islamisme. Aussi ai-je essayé ici de proposer, en fonction de l'émergence de la figure du surmusulman, une lecture de l'invention de l'islamisme qui diffère de celle qui a communément cours actuellement. Il me semble en effet que l'islamisme a été trop souvent traduit dans le langage des théories modernes du politique (l'islam politique), oubliant que sa visée fondamentale est la fabrication d'une puissance ultrareligieuse qui renoue avec le sacré archaïque et la dépense sacrificielle, même si elle use d'adjuvants de la technologie moderne. ■■■

■ ■ ■ 1. Fethi Benslama, *La Guerre des subjectivités en islam*, Fécamp, Lignes, 2014, ainsi que *L'idéal blessé et le surmusulman*, in Fethi Benslama (dir.), *L'idéal et la Cruauté. Subjectivité et politique de la radicalisation*, Fécamp, Lignes, 2015, p. 11-28.

Le surmusulman

Surmusulman est un diagnostic sur la vie psychique de musulmans imprégnés par l'islamisme, hantés par la culpabilité et le sacrifice. Il doit expier et se repentir, se purifier et chercher la vie homogène. Si en principe il y a lieu de distinguer entre la tendance au surmusulman et son accomplissement, en réalité leurs frontières sont poreuses et les passages imprévisibles, même si la tendance est plus fréquente que l'incarnation du surmusulman. Concrètement, on peut observer les conduites du surmusulman chez des croyants pour lesquels il n'est plus suffisant de vivre la religion dans le cadre de la tradition,

fondée sur l'idée de l'humilité. En effet, l'une des significations majeures du nom «musulman» est l'humble. C'est le noyau éthique fondamental de l'islam. Avec le surmusulman, il s'agit au contraire de manifester l'orgueil de sa foi à la face du monde : Islam pride. Elle se traduit par des démonstrations publiques : stigmatisme sur le front, prière dans la rue, marquages corporels et vestimentaires, accroissement des rituels et des prescriptions témoignant de la proximité continue avec Allah, évoqué à tout bout de champ. Les surmusulmans se veulent les bouches ouvertes de Dieu dans le monde, proférant leur haine de ceux qui n'ont pas leur croyance de feu et de flamme. On pourrait les nommer aussi les «allahants», tant ils ahanent sans cesse Allah akbar. Cette invocation, qui devait en principe rappeler à celui qui la prononce sa petitesse apaisante, voici qu'elle est devenue la manifestation d'une suffisance, d'un pouvoir de tout se permettre. Ils tuent en allahant. Ils ne se soumettent à Dieu qu'en le soumettant à eux. C'est pourquoi la figure du surmusulman attire ■ ■ ■

«Les radicaux se sentent menacés de souillure»

«Beaucoup d'entre elles ont intériorisé ce discours. Je rencontre souvent des jeunes femmes très angoissées, en état de désarroi: elles veulent vivre, travailler, aimer comme des femmes émancipées, mais sont couvertes d'opprobre et se sentent coupables de trahison par rapport à leur identité musulmane. Le voile est donc un moyen de résoudre le dilemme entre liberté et fidélité à la tradition. Elles sont dans l'espace public, mais «estampillées d'origine», si je puis dire. «Je suis émancipée, mais en même temps fidèle à la religion». J'appelle cela la soumission affirmative. Le voile est un sacrifice d'une part de la féminité libérée afin d'obtenir l'apaisement de la culpabilité. C'est le sentiment qui porte le plus à conséquence pour les êtres humains.

Il ne faut donc pas l'interdire ?

Son interdiction à l'école ainsi que la loi contre le voile intégral sont justifiées. Mais le combat tous azimuts contre le voile amplifiera le recours à lui comme la marque de cette soumission identitaire. Plus c'est réprouvé, plus ce sera approuvé».

Interview de Fethi Ben Slama au Point (2284 du 16 juin 2016),
propos recueillis par Catherine Golliau et Clément Pétreault



• Economie d'énergie :

La puissance de refroidissement est automatiquement contrôlée par le Compresseur LG Inverter, en fonction de la température à l'intérieure et à l'extérieure du réfrigérateur.



• LVS (Low Voltage Start-ability)

LVS (démarrage en basse tension)
Plus de soucis pendant les conditions de basse tension à la maison.



• Fraîcheur Nature

Le Compresseur LG Smart Inverter assure la fraîcheur de n'importe quel type de nourriture.



• 10 ans de garantie

Le Compresseur LG Inverter est livré avec 10 ans de garantie.

شمس FM

تونس الكبرى

101.7 FM

بنزرت

95.7 FM

صفاقس

96.2 FM

القيروان

107.0 FM

سوسة

93.7 FM

ثفصة

88.7 FM

الوطن القبلي

106.5 FM

المنستير

90.6 FM



■ les délinquants ou ceux qui aspirent à le devenir ; ils se convertissent par désir d'être des hors-la-loi au nom de la loi, une loi supposée au-dessus de toutes les lois, à travers laquelle ils anoblissent leurs tendances antisociales, sacralisent leurs pulsions meurtrières. Le surmusulman recherche une jouissance que l'on pourrait appeler « l'inceste homme-Dieu », lorsqu'un humain prétend être dans la confusion avec son créateur supposé au point de pouvoir agir en son nom, devenir ses lèvres et ses mains. Ce n'est pas l'union mystique avec Dieu qui n'est jamais permanente et loin de toute arrogance, comme dans le soufisme. Si le musulman cherche Dieu, le surmusulman croit avoir été trouvé par lui.

L'angoisse de beaucoup de musulmans est de vivre dans un monde où la sécularisation, dont ils consomment par ailleurs les objets, leur fait vivre le sentiment de devenir autres, de ne plus être eux-mêmes. Le malheur de se percevoir comme un soi inauthentique est le ressort du désespoir musulman. Se voir emporté inexorablement vers l'exil occidental sans Dieu est une crainte récurrente qui s'exprime dans les discours et dans les actes visant à planter partout des minarets comme des clous pour empêcher le sol de s'en aller. D'où la recherche désespérée d'arrêter la dérive, en convoquant le pieux ancêtre au présent. Or l'islamisme a produit une fiction qui séduit ce qui est plus grand qu'un moi, essentiellement inauthentique : un surmoi d'origine, incarné par la figure du surmusulman. Comme toute figure, elle se décline et revêt des éditions plus au moins typifiées, parmi lesquelles celle de se retirer du monde, mais la plus flamboyante est

d'en finir avec lui, de participer à sa fin. C'est celle qui attire des jeunes engagés dans le jihadisme.

D'un dépassement du surmusulman : le miroir politique

(...) Le cas de la Tunisie, où le processus politique est allé le plus loin nous montre en quoi consiste l'épreuve du politique, lorsqu'il n'y a plus aucun fondement absolu qui puisse délivrer les femmes et les hommes de leurs rapports entre eux et vis-à-vis d'eux-mêmes. Cette épreuve a été suffisamment importante pour contraindre les islamistes-eux qui ne cessaient de vouloir y couper court, selon leur vocation antipolitique fondamentale –à y participer et à courir le risque de perdre leur aura divine.

Si je devais retenir un fait inédit de la révolution tunisienne, cinq ans après sa survenue, s'il me fallait mettre en exergue sa nouveauté radicale ou, si l'on veut, la révélation de la révolution, ce serait son effet de miroir pour l'ensemble des Tunisiens. Ce qui fut pendant des années occulté, ce qui a été empêché de se donner à la perception et à la représentation collectives a subitement commencé à se manifester au grand jour. Un dévoilement continu se produit quotidiennement devant nos yeux ahuris et de ce dévoilement a surgi un immense miroir aux multiples facettes, qui occupe de part en part l'espace public. Faire face à ce miroir a constitué une traversée du pire, certes fragile, mais c'est celle-ci qui aujourd'hui pourrait permettre un dégagement du surmusulman.■

■ ■ ■ L'apparition de ce miroir a longtemps été entravée par l'appareil de répression de l'ancien régime. Sur le plan de la subjectivité politique, il s'agit de ce qu'Étienne de La Boétie avait identifié, dans Le Discours de la servitude volontaire (1574), comme l'image du corps du tyran. Plus de trois siècles avant Freud, La Boétie explique dans ce grand texte qui annonce la modernité politique que la puissance de l'assujettissement réside dans la captation des sujets dans le corps imaginaire du despote, lesquels sujets contribuent à en alimenter la puissance par la projection de leur propre corps. Je cite ce bref passage d'un développement saisissant sur l'aliénation dans l'un :

Celui qui vous maîtrise tant n'a que deux yeux, n'a que deux mains, n'a qu'un corps, et n'a autre chose que ce qu'a le moindre homme du grand et infini nombre de vos villes, sinon que l'avantage que vous lui faites pour vous détruire. D'où a-t-il pris tant d'yeux dont il vous épie si vous ne les lui avez baillés ? Comment a-t-il tant de mains pour vous frapper, s'il ne les prend pas de vous ? Comment a-t-il aucun pouvoir sur vous que par vous ?

Or ce mythe de l'un dans le fantasme et dans la réalité politique est le même que celui de l'islamisme, par lequel toute velléité politique est absorbée. L'autosacrifice auquel sont conduits les jeunes est une projection réelle de leurs corps dans le corps imaginaire de l'Autre absolu, qui est une tyrannie plus terrible encore que celle du tyran humain.

Tout le monde se souvient, en Tunisie, combien l'image du corps de Ben Ali, surtout son visage et ses mains, cernait l'espace de vie de tout un pays. Quel visage, quel portrait pouvait rivaliser avec elle ? Le despote est toujours un grand Narcisse qui déteste ses sujets de l'amour pour eux-mêmes à son profit. Il se veut le miroir où ils se reconnaissent, en étant l'objet commun de leur idéal du moi. Tel est, en effet, le mécanisme imaginaire que Freud avait dégagé (1) dans Psychologie des masses et analyse du moi pour expliquer la constitution de la foule autour du meneur ou du chef.

Avec la révolution, ce corps imaginaire despotique a fait place à une surface réfléchissante pour les êtres vivant ensemble et les a confrontés à leurs visages, au paysage de leurs rapports, à son arrière-pays. On se souvient que, dans les semaines qui ont suivi la fuite de Ben Ali, des artistes ont placardé sur les murs des villes tunisiennes de grandes photos d'hommes et de femmes inconnus (2). Façon de dire que l'espace de vie a été rendue aux multiples visages quelconques de chacun et de tous. Personnellement, j'ai éprouvé une grande émotion devant ces portraits d'une diversité paisible, là où auparavant j'étais exposé sans cesse à la figure omnivoyante du dictateur. À l'utopie de l'œil unique s'est substituée l'hétérotopie des regards. La libération de la parole, la circulation de l'information, l'exercice des droits à l'expression, à partir d'une multiplicité de sources, ont étendu ce miroir en prismes à travers

lesquels les Tunisiens sont appelés individuellement et collectivement à reconnaître l'état des rapports sociaux dans lesquels ils sont pris. Il est certain que nulle « démocratie » n'est possible sans ce miroir de l'espace public qui produit une nouvelle subjectivité.

Mais l'émergence subite de ce grand miroir inaugure aussi une expérience du dévisagement affolante, qui comporte une haute teneur d'angoisse et de crainte. Remarquons que Freud consacre tout un développement à la désagrégation du lien libidinal au chef, qui engendre la panique. L'expérience tunisienne nous en a montré les effets réels et imaginaires. Les je (s) déliés de leur captation idéale dans la représentation du chef sont livrés au désarroi ; certains tentent de récupérer la libido libérée et s'intronisent en une multiplicité de Narcisse qui s'affrontent pour des parcelles de pouvoir, au nom de petites différences. À la peur du tyran se substitue l'hostilité entre semblables. L'amour cruel du despote paternel pour ses fils cède la place à « la frénésie », selon le bon mot de Lacan. Au gouvernement monarchique succède l'attelage discordant de la polyarchie.

La troïka brinquebalante des trois présidents en Tunisie en est l'illustration parfaite (3). Tous les détenteurs de pouvoir, ou ceux qui aspirent à le devenir, perdent leur aura. Les masques tombent en lambeaux, transformant le plus familier des prochains en un étranger menaçant. Les manifestations de l'inconscient s'évalent au grand jour : lapsus, mots d'esprit et dérision, obscénités, rêves éveillés, délires publiquement étalés. Notons que, dans le système despotique, la langue de bois ne trébuche ni ne rit, alors que depuis la révolution les lapsus fleurissent dans les bouches décousues des hommes politiques. La déclaration du Premier ministre islamiste qui, au moment de promettre un avenir démocratique radieux se félicite d'« une dictature émergente », a déclenché une hilarité effrayée. Plus grave est la flagrance de l'agressivité : diffamations, vœux de mort, non sans passages à l'acte meurtriers, esthétisation de l'horreur, extension de la rubrique du fait divers à l'ensemble de l'actualité ; bref, tout semble concourir à un retour du refoulé et à un morcellement du corps social, maintenu jusque-là dans une unité factice.

1. Voici ce que Freud désigne comme la formule de la constitution libidinale d'une foule : « Une somme d'individus, qui ont mis un seul et même objet à la place de leur idéal du moi et se sont en conséquence identifiés les uns aux autres » (Psychologie des masses et analyse du moi, op. cit. p. 53).

2. Il semble que ce fut à l'initiative d'un artiste de rue d'origine tunisienne, connu dans le monde par les initiales « JR ».

3. Il faut rappeler que la Tunisie a été gouvernée pendant trois ans, à la suite des élections d'octobre 2011, par trois présidents : celui de la République, celui du gouvernement et celui de l'Assemblée constituante. ■

VIENT DE PARAÎTRE

En kiosque & chez votre libraire

Prix unitaire
60 DT

Commandez directement

le nombre d'exemplaires souhaités
(port gratuit)*

(*En Tunisie, par porteur ou Rapid-poste)



COUPON D'ACHAT

Nombre d'exemplaires x 60 DT Total

Nom et prénom ou Raison sociale :

Adresse de livraison :

.....

Code postal

Contact

Je joins mon règlement par

- Chèque bancaire
- Virement

CBB : TN59 08 008 000671001274071

Date et signature

Ennour Building, Cité des Sciences, BP 200
1082 Tunis Mahrajène, Tunisia
Tel +216 71 232 111 / Fax : +216 71 750 333
www.leaders.com.tn

Invincible Tunisie

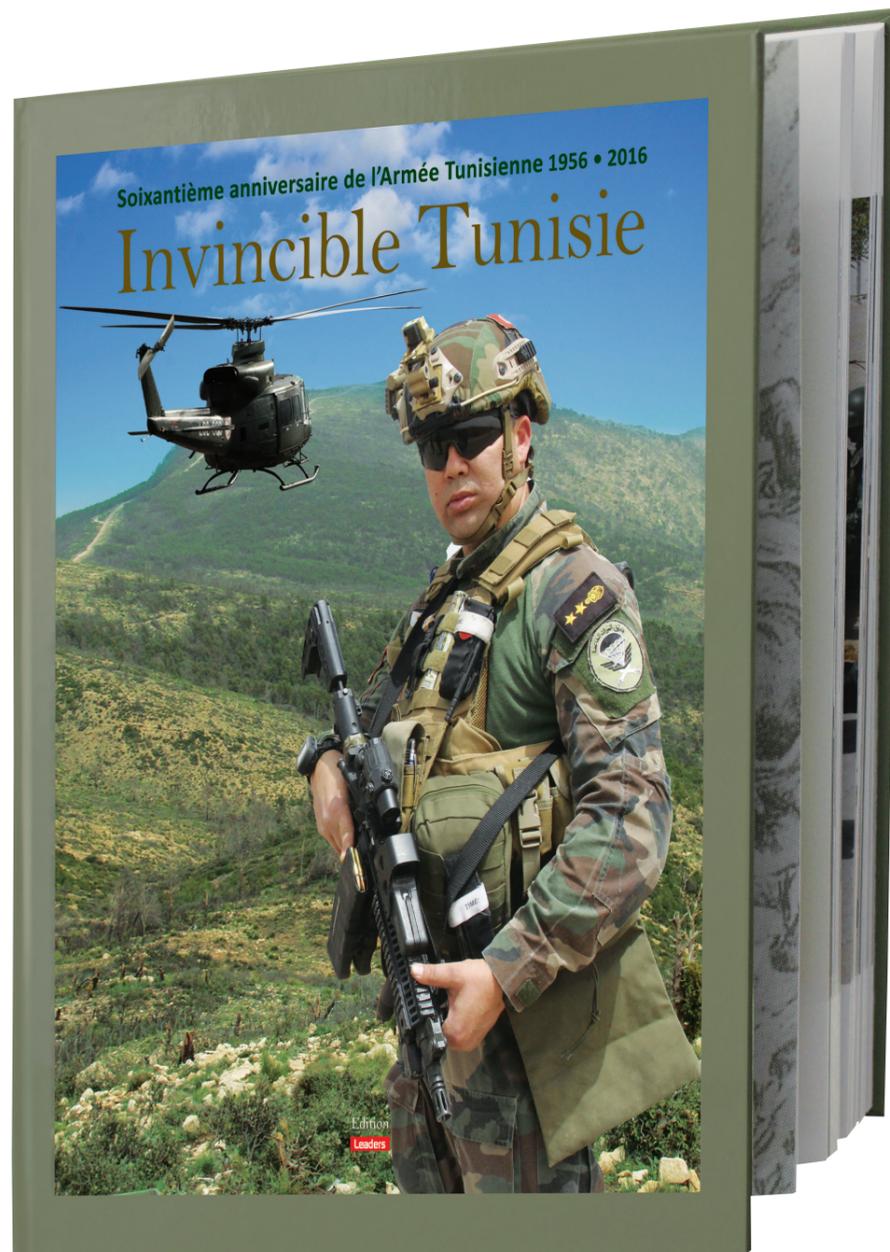
Un livre-hommage à l'armée tunisienne en son 60^e anniversaire

Républicaine, silencieuse sauf sur les champs de bataille, et vaillante sur tous les fronts, l'armée tunisienne, qui a célébré le 24 juin dernier son sixtième anniversaire, mérite bien qu'un livre lui soit dédié. *Invincible Tunisie*, paru cette semaine aux éditions Leaders, nous en offre une vue panoramique. Il nous fait découvrir les armées de terre, de mer et de l'air et des régiments et unités spécialisés. En 240 pages de grand format, dans une édition luxueuse, abondamment illustrée, cet ouvrage indépendant est écrit par des journalistes qui ont été embarqués sur le terrain avec les forces armées, des historiens, et des officiers supérieurs et généraux aujourd'hui à la retraite qui ont bien voulu apporter, pour la première fois, leurs précieux témoignages.

«*En levant un coin de voile, écrit Taoufik Habaieb en avant-propos, nous entendions susciter la curiosité de nos compatriotes à propos de cette institution méconnue et dont l'histoire reste à écrire. Nous ne faisons qu'en ouvrir une page.*».

Aux origines, les chefs fondateurs et des héros

Dans la première partie consacrée aux origines de l'armée tunisienne, le Pr Mohamed El Aziz Ben Achour rappelle les grades et uniformes de la nouvelle armée régulière à l'époque des pachas beys. On fera ensuite connaissance avec les chefs fondateurs de l'armée républicaine, les généraux Mohamed Kéfi, Habib Tabib, Habib Essoussi et Mohamed Salah Mokaddem.



Invincible Tunisie

Ouvrage collectif sous la direction de Taoufik Habaieb
Editions Leaders, juin 2016, imp. Simpact, 240 pages, 60 DT.

Nous abordons ensuite deux grands événements qui avaient marqué les débuts de l'armée : la bataille de Bizerte restituée par le témoignage du Général de corps d'armée Said El Kateb, et l'envoi d'un contingent de 3 000 hommes sous les Casques bleus au Congo que décrit le colonel Boubaker Benkraïem.

Une série d'hommages sont rendus à d'illustres officiers de l'armée, le Général Abdelaziz Skik (par le Colonel Mohamed Kasdallah), et les Colonels Lasmar Bouzayane, le « Prince du Kassaï », et Hmida Ferchichi.

Les chefs de guerre

La partie historique se clôt par la présentation des « chefs de guerre » actuels, qui forment autour du ministre de la Défense le Conseil supérieur des armées (CSA). Il s'agit du Général de Brigade Ismail Fathalli, chef d'Etat-major de l'Armée de terre, du Général de Brigade Foued Aloui, chef d'Etat-major de l'Armée de l'air, du Contre-amiral Abderraouf Atallah, chef d'Etat-major de l'Armée de mer, du Général de Brigade Taoufik Rahmouni, directeur de l'Agence des renseignements de la sécurité pour la Défense, et du Général de Brigade Jamel Boujeh, inspecteur général des Forces armées (Igfâ).

Ben Guerdane

L'épopée de Ben Guerdane est présentée dans tout un chapitre à travers des reportages, la chronologie des événements, des témoignages et un hommage rendu aux héros de cette bataille vaillamment gagnée.

Ces femmes qui font honneur à l'armée

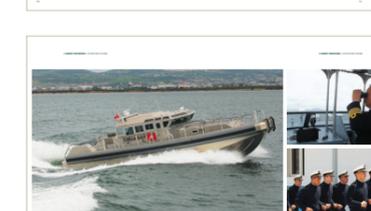
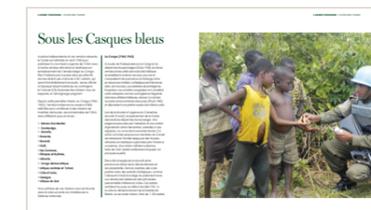
Passant en revue les différents établissements d'enseignement supérieur militaire, ainsi que des régiments et unités spécialisés, le livre présente notamment l'Institut de défense nationale (IDN), le régiment d'honneur, les phares et balises, et les méharistes. Tout un chapitre est par ailleurs consacré, à travers des portraits, à « ces femmes qui font honneur à l'armée », occupant des postes élevés dans le transport et la transmission, exerçant comme commandantes de patrouilleurs au sein de la Marine ou pilotes dans l'Armée de l'air.

Le service national et l'armée de demain

La dernière partie se veut une réflexion sur le service national par le Général de Brigade (r) Mohamed Meddeb et une prospective sur l'armée de demain par le Général de Brigade Mohamed Nafti.

Une section en langue arabe a été insérée à l'ouvrage. Consacrée essentiellement à un reportage sur la guerre contre le terrorisme menée par les forces armées au Chaambi, elle comprend également un rappel de l'histoire générale de l'armée.

«*L'engouement pour rejoindre l'armée est fort, souligne Taoufik Habaieb. Près de 100 000 jeunes se sont portés candidats pour les 12 000 postes ouverts début 2016. Les jeunes filles, jusque-là non concernées par la conscription, revendiquent haut et fort leur droit à y accéder, mais elles devront patienter encore, le temps de préparations appropriées. Les effectifs actuels doubleront d'ici 2020, dans moins de quatre ans. Ils trouveront dans ce recueil les éléments d'un premier contact, un voyage sur le vif, relaté au gré des reportages et des événements.*».



Montréal célèbre l'arrivée de **Tunisair**



« Je suis persuadé que cette nouvelle ligne aérienne régulière opérée par Tunisair entre Tunis et Montréal changera profondément nos rapports avec l'Amérique du Nord ! ». Calé dans son fauteuil, Khemaies Jhinaoui, ministre des Affaires étrangères, promène sur la grande baie de son bureau un regard heureux. S'il n'était pas du voyage inaugural, il l'a suivi de près tant les relations avec le Canada retiennent son attention. Vieux routier de la diplomatie et longtemps en poste dans des capitales éloignées (New Delhi, Moscou...), Jhinaoui sait bien apprécier l'importance d'un vol direct pour impulser le trafic passagers et le fret. « Là où Tunisair va, tout va ! », résume-t-il, avant de s'empresse d'ajouter : « A condition d'y œuvrer ! Retour sur un événement historique qui fera date dans les annales de l'aviation civile tunisienne. →

Montréal – De notre envoyé spécial, Taoufik Habaïeb – La première liaison régulière transatlantique, inaugurée jeudi 16 juin par la compagnie aérienne Tunisair, réalise un rêve vieux de 68 ans. La décision officielle a été prise en 2008. La concrétisation a mis pas moins de 16 ans. Sarra Rejeb, P.D.G. de Tunisair, et son équipe en ont fait un engagement stratégique.

Lorsque le nouvel Airbus A330 - 200 flambant neuf a atterri, peu après 14h30 locales, sur le tarmac de l'aéroport Montréal Trudeau et que les camions des pompiers l'ont célébré par le traditionnel arrosage, un frisson émouvant était partagé par les 231 passagers à bord. Officiels, dirigeants de Tunisair, hommes d'affaires et voyageurs anonymes étaient fiers d'avoir vécu cet instant qualifié de «16 juin 2016 historique».

À l'accueil, les ambassadeurs de Tunisie à Ottawa, Ridha Essid, et du Canada à Tunis, Carol McQueen, le Consul de Tunisie à Montréal, Nehru Larbi, le représentant de la municipalité de Montréal, Aref Salem, la vice-présidente de l'aéroport, Christiane Beaulieu, partageaient la même émotion. De nombreux Tunisiens résidant à Montréal n'ont pas voulu rater le moment. «*Cette fois, il faut que ça réussisse*», forment-ils en vœu pieu, rappelant la malheureuse expérience de l'éphémère Syphax Airlines, lancée en octobre 2013 et rapidement avortée. L'ambassadeur Essid est confiant. «*Tunisair porte en compagnie publique le pavillon national depuis très longtemps: autant de garanties pour la pérennité et le développement de cette ligne*», dira-t-il.

Sarra Rejeb, P.D.G. de Tunisair, voit naître cette nouvelle et 55^e destination sous de bons auspices (outre la double Khamsa du 55). En plus des passagers en destination finale à Montréal ou à Tunis, il s'agit d'offrir à ceux en transit de bonnes connexions : l'Afrique de l'Ouest et le Moyen-Orient à partir de Tunis, et le reste du Canada et l'Amérique du Nord, voire latine, au départ de Montréal.



■ Un équipage de choix



■ Les premiers groupes de touristes canadiens

Près de 28 500 Tunisiens au Canada, 9 000 touristes canadiens et un potentiel de fret.

Le potentiel est intéressant : le Canada compte pas moins de 28 500 résidents tunisiens dont près de 1 800 étudiants. À cette communauté en pleine croissance, il faudrait ajouter leurs parents en Tunisie qui seront ainsi plus encouragés à venir leur rendre visite.

Le nombre de touristes canadiens se rendant en Tunisie est embryonnaire: 8 559 seulement en 2015. Le vol direct annonçant le soleil à moins de 9 heures de Montréal est doublement alléchant. Faouzi Mouelhi, représentant de Tunisair à Montréal, table sur 18 000 passagers durant le second semestre 2016 et 40 000 en 2017. Avec un effort soutenu, c'est réalisable.

Autre aspect important : le fret aérien pourrait contribuer à renforcer la balance commerciale et promouvoir les exportations tunisiennes,

notamment en produits frais (poisson, fruits et légumes, etc.) et autres articles de faible poids et à des prix intéressants (textiles...). Pour le moment, les échanges commerciaux entre la Tunisie et le Canada se limitent à 212 millions de dinars, dominés par des exportations canadiennes vers la Tunisie pour un montant de 127MD dont 62% en blé, alors que l'huile d'olive constitue 28% des produits tunisiens, suivie des vêtements tissés. Souriante, l'ambassadrice du Canada à Tunis, qui a fait spécialement le déplacement, pousse l'humour: «*Du blé pour du bon couscous en Tunisie et de l'huile d'olive pour une savoureuse cuisine au Canada*».

Trois exigences: régularité, qualité de service et prix attractifs

Ce que tous attendent ici à Montréal, c'est d'abord la régularité (et la ponctualité) du vol qui opère désormais en deux rotations hebdomadaires, mercredi et samedi, en espérant atteindre une fréquence de 3 vols à partir de mai prochain. Le confort de l'Airbus 330 est remarquable lors de ce vol inaugural, comme la qualité du service à bord et du catering. Le niveau d'exigence des Tunisiens étant légitimement élevé, la constance de ces excellentes prestations est hautement demandée. Troisième demande, compréhensible : la grille tarifaire. Le business plan de Tunisair ne table certes pas sur une rentabilité immédiate de la ligne, mais son succès repose également sur les tarifs qui seront appliqués. Une décote significative par rapport à celle des autres compagnies (notamment Air France, RAM, Turkish Airlines, etc.) sera déterminante.

Les Tunisiens au Canada sont en familles de plus en plus nombreuses pour qui chaque dollar compte, d'où la nécessité pour Tunisair de consentir des prix attractifs, à l'instar de ce qui était réservé aux Tunisiens en Europe et aux étudiants à l'étranger.

La joie des Tunisiens ici est immense. Il faut qu'elle dure! ■
Taoufik Habaïeb





**LA MEILLEURE QUALITÉ DE SERVICE
AU MEILLEUR PRIX**

**Pour une livraison express et économique
24h /24 - 7jours /7**



EXPRESS LOGISTIC

Spécialiste du transport Express International

Call center : 82 107 777
www.ups.com

Le chômage féminin, un défi majeur pour le modèle sociétal tunisien



■ Par Habib Touhami

Entre 2004 et 2014, le nombre de Tunisiennes au chômage est passé de 140 000 à 268 700. Lors de la même période, le nombre de chômeurs hommes est passé de 292 400 à 303 000 seulement. Le volume du chômage féminin a quasiment doublé en dix ans, alors que celui du chômage masculin est resté pratiquement au même niveau. Toutes les classes d'âge sont concernées et plus particulièrement les classes d'âge sensibles. Le taux de chômage pour l'ensemble des deux sexes est situé selon le Rgph 2014 à 14,8% en moyenne. Mais celui du sexe féminin se situe très au-dessus de cette moyenne : 22,2% contre 11,4% pour les hommes. →

Lors de la période 2010-premier trimestre 2016, le taux de chômage global est passé de 13% à 22,8%, celui du sexe féminin de 18,9% à 22,8%. Le taux de chômage des diplômées du supérieur lors de la période indiquée est passé de 32,9% à 39,8%, enregistrant un pic au premier trimestre 2012 (49,4%). Il se situe, en moyenne, au double du taux de chômage des diplômés hommes. L'amélioration toute relative du taux d'activité du sexe féminin ne peut pas expliquer de telles disparités entre sexes.

Taux de chômage global selon le genre 2006-T1/2016 en %

	2006	2007	2008	2009	2010	T2-2011	T1-2012	T1-2013	T1-2014	T1-2015	T1-2016
Masculin	11,5	11,3	11,2	11,3	10,9	15,0	14,9	13,9	12,7	12,5	12,5
Féminin	15,1	15,3	15,9	18,8	18,9	27,4	26,6	23,3	21,5	21,6	22,8
Total	12,5	12,4	12,4	13,3	13,0	18,3	18,1	16,5	15,2	15,0	15,4

Source : INS

Taux de chômage des diplômés du supérieur selon le genre 2006-T1/2016 en %

	2006	2007	2008	2009	2010	T2-2011	T1-2012	T1-2013	T1-2014	T1-2015	T1-2016
Masculin	11,3	12,9	13,9	14,6	15,8	23,7	21,0	22,6	21,2	20,8	20,3
Féminin	26,0	27,4	30,0	34,9	32,9	43,8	49,4	45,3	40,8	39,0	39,8
Total	17,0	18,7	20,6	23,4	23,3	33,6	34,2	33,2	31,4	30,0	31,0

Source : INS

On aurait tort cependant de croire que la réussite scolaire et universitaire des Tunisiennes puisse expliquer à elle seule l'aggravation du taux de chômage féminin et la persistance des écarts entre genres. En effet, le taux de chômage des femmes sans niveau d'instruction en 2014 est de 13,8% contre 8,6% pour les hommes. Le taux de chômage des femmes de niveau primaire est de 17,0% contre 9,1% pour les hommes. Quant au taux de chômage des femmes de niveau secondaire, il se situe en 2014 à 21,1% contre 13,4% pour les hommes.

Taux de chômage par sexe et niveau d'instruction en 2014 (effectifs en 1000)

Hommes		PAO (1)	Chômeurs (2)	PAT (3)	Taux Ch. (2/3)	Ch. niveau/Chômage T
Sans		222,9	21,1	244,0	8,6%	7,0%
Primaire		772,9	77,3	850,2	9,1%	25,5%
Secondaire		926,5	143,7	1070,2	13,4%	47,4%
Supérieur		409,6	59,1	468,7	12,6%	19,5%
ND		19,1	2,1	21,2	9,9%	0,7%
Total H		2351,0	303,3	2654,3	11,4%	100,0%

Femmes

	PAO (1)	Chômeurs (2)	PAT (3)	Taux Ch. (2/3)	Ch. niveau/Chômage T
Sans	100,3	16,1	116,4	13,8%	6,0%
Primaire	194,5	39,8	234,3	17,0%	14,8%
Secondaire	329,2	87,9	417,1	21,1%	32,7%
Supérieur	310,4	123,3	433,7	28,4%	45,9%
ND	8,8	1,6	10,4	15,4%	0,6%
Total F	943,2	268,7	1211,9	22,2%	100,0%

Source: INS

PAO : population active occupée. PAT : population active totale

Si le taux de chômage féminin se maintient à son niveau actuel ou ne baisse pas suffisamment au cours des cinq prochaines années, les acquis féminins et féministes de plus d'un demi-siècle d'indépendance nationale finiront par être mis en danger. L'égalité des droits entre sexes n'aurait en effet pas beaucoup de sens si elle devait être délestée en cours de route de l'accès des femmes à l'emploi et à l'indépendance financière qu'il procure. Aussi, la question qui se pose avec gravité est de savoir si la Tunisie, donnée en exemple dans la zone quant à la place de la femme dans la société, est décidée ou non à garantir aux Tunisiennes l'intégralité de leurs droits. Autrement dit, la question qui se pose est de savoir quelle politique de développement suivre pour inverser des tendances qui n'ont que trop pénalisé la population active féminine, les femmes diplômées notamment.

(Lire l'intégralité de l'étude dans la dernière publication du Crédif) ■

H.T.



Avec le service SMS Alerte QNB, suivez vos transactions bancaires où que vous soyez.



Service SMS Alerte :

QNB Tunisie développe ses services électroniques et met à votre disposition son nouveau service SMS Alerte qui vous permet de suivre instantanément vos transactions bancaires, à travers la réception d'un SMS sur votre numéro personnel.

Appelez le 36 00 40 00 ou visitez notre site qnb.com.tn

PROFITEZ DE NOTRE EXPERIENCE
POUR RENFORCER VOTRE IMAGE



TH.COM
AGENCE CONSEIL EN COMMUNICATION

25
anniversaire
1991 - 2016

Planning Stratégique

Stratégie Créative

Stratégie Médias

Production Audio-visuelle

Tél: 71 232 111 - Fax: 71 750 333
thcom@gnet.tn
www.thcom.com.tn

La Tunisie entre unité nationale et dictature des groupes intermédiaires



■ Par Aymen Boughanmi

L'initiative de la présidence de la République pour un gouvernement d'union nationale a occupé le centre des débats politiques pendant les dernières semaines. Malheureusement, et comme d'habitude, ces débats se sont concentrés au mieux sur des sujets marginaux, comme les noms des candidats potentiels à la succession de Habib Essid ou encore la structure du gouvernement d'union nationale, au pire sur des faux sujets, comme la participation ou l'exclusion du premier parti au sein de l'Assemblée des représentants du peuple de la composition du gouvernement espéré. →

Comme d'habitude, disons-nous: pas vraiment. Pour être exact, il faut dire: plus que d'habitude. Pourquoi? Simple, parce que, pour une fois, la question la plus importante sautait clairement aux yeux. Il fallait être complètement aveugle pour ne pas la voir. Laquelle? Nous pouvons l'articuler assez simplement ainsi: étant une équipe de très large coalition, le gouvernement Essid ne constitue-t-il pas déjà un gouvernement d'union nationale? Techniquement, la réponse est oui, sans aucun doute. Alors quelle est donc la dimension d'unité que le nouveau gouvernement est censé apporter?

La réponse la plus simple serait de dire que le gouvernement Essid ne contient pas toutes les sensibilités, puisqu'une force majeure—celle que représente politiquement le Front populaire—ne fait pas partie de son équipe. L'enjeu serait donc de l'inclure, ou du moins de trouver un compromis qui réduit son influence nuisible sur la mise en place des réformes à venir. Cette réponse n'est pas dépourvue de bon sens. Cependant, son caractère politicien la rend trop simpliste pour pouvoir rendre compte de la réalité

de l'équilibre des forces en Tunisie. Car il faut d'abord répondre à la question suivante: pourquoi a-t-on besoin d'inclure toutes les sensibilités politiques, voir civiles et syndicales, pour atteindre l'unité escomptée?

La raison est que l'État tunisien n'a aujourd'hui la capacité de faire face à aucune résistance structurée. C'est la cause systémique que les observateurs s'obstinent à ignorer au profit d'interprétations tactiques ou conjoncturelles. Les difficultés des différents gouvernements sont ainsi constamment expliquées par le manque de volonté ou l'absence de vision politique. Ce sont là des idées vagues qui peuvent, sans grande peine, servir toute prise de parole d'opposition. Ces idées suggèrent paradoxalement que la contribution des moyens disponibles à l'exercice de la volonté a une valeur nulle, ou du moins négligeable, puisque l'existence de cette volonté suffirait, à elle seule, pour générer les résultats voulus. C'est une suggestion qui défie toute logique pratique. Par exemple, même dans la vie de tous les jours, la nécessité de la volonté n'annule jamais le besoin des moyens de sa réalisation. Le pouvoir, plus que tout autre phénomène humain, existe par les moyens de son exercice. Par conséquent, un gouvernement d'union ■ ■ ■

■ ■ ■ nationale dans le contexte politique tunisien signifie simplement un gouvernement digne de ce nom ; c'est-à-dire un gouvernement qui peut mobiliser les ressources de l'État pour faire face aux résistances. Le véritable problème réside dans le déséquilibre entre les deux éléments constitutifs de cette équation. D'une part, la fracture de la chaîne de commandement continue de handicaper l'action effective des institutions politiques. D'autre part, les corps intermédiaires, notamment de type syndical, disposent de capacités disproportionnées pour bloquer toute décision contraire à leurs intérêts. En d'autres termes, l'expression de l'intérêt national comme fonction ultime de l'État se trouve aujourd'hui doublement enchaînée. C'est cette dimension qui justifie l'importance d'un gouvernement d'union nationale.

Cet objectif est-il réaliste? Malheureusement, il est extrêmement difficile d'être optimiste à ce propos. Compte tenu des défis, d'aucuns préféreront toujours l'auto-exclusion qui offre des avantages tactiques incontestables. Outre la liberté d'action et de parole politique, elle permet surtout de conserver une certaine virginité politique pour les futures échéances électorales. Selon cette perspective, le partage de responsabilité est synonyme de mutualisation de l'échec. Il s'agit donc de se positionner à proximité des résistances et de contribuer ainsi à aggraver le déséquilibre des forces qui gangrène les relations du pouvoir en Tunisie.

Malheureusement, cette attitude négative est l'enfant naturel des solutions consensuelles qui ont fait jusqu'ici les succès de notre expérience. Car l'idée de consensus implique logiquement un pouvoir de veto qui s'étend au fur et à mesure qu'augmente le nombre des parties prenantes. En d'autres termes, l'obsession de consensus donne une influence disproportionnée à certains acteurs mineurs et constitue ainsi une source systémique de paralysie politique. Or, l'autorité nécessite de l'efficacité qui n'est pas moins importante que les procédures démocratiques pour asseoir la légitimité du pouvoir.

En réalité, l'impuissance de l'État face aux corps intermédiaires est tout aussi dangereuse pour la démocratie que le despotisme du pouvoir. Si les droits inscrits dans la constitution tunisienne de 1959 avaient été bafoués par les dérives autoritaires du régime politique, les libertés assurées par la constitution de 2014 peuvent tout aussi efficacement être remises en question à cause de la faiblesse du pouvoir.

En d'autres termes, la démocratisation tunisienne risque sérieusement de glisser vers une dictature des corps intermédiaires, si le principe des droits n'est pas consolidé par un sens de responsabilité et de devoir. Sans ces conditions, l'échec du gouvernement Essid ne serait que le signe avant-coureur de l'échec de son successeur. Alors Habib Essid deviendrait-il peut-être l'homme providentiel du futur, comme l'a été Mehdi Jomaa, quelques semaines après la fin de son gouvernement.

La vérité, c'est qu'en Tunisie, aucun gouvernement ne peut réussir par ses propres moyens. Le scénario actuel n'est pas le pire. Avec un régime politique hybride, un système électoral excessivement proportionnel, et une scène politique instable, la faiblesse du pouvoir risque de s'accroître. Un

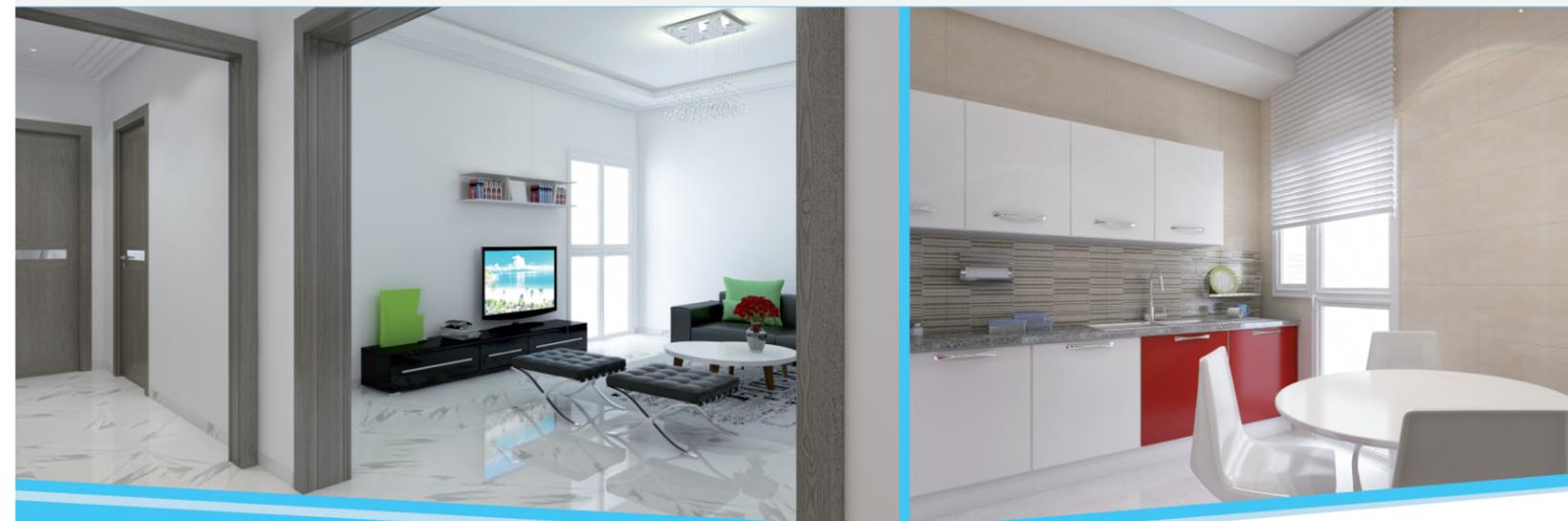
gouvernement d'union nationale ne serait véritablement utile que s'il œuvrait activement à choisir entre l'une des deux options viables dans ces conditions. La première consiste à réduire d'une façon significative les responsabilités de l'État de façon à limiter les répercussions des crises politiques inhérentes au système actuel. La seconde, plus réaliste, nécessite un changement significatif du système lui-même, en introduisant, par exemple, un seuil minimal de vote pour accéder à la représentation parlementaire. Il va sans dire que les deux choix seront féroce ment combattus par les groupes intermédiaires qui ne voudront pas renoncer à leurs capacités de nuisance. Cependant, c'est le prix à payer pour protéger la démocratie dans ce pays. ■

A.B.

“ Les difficultés des différents gouvernements sont ainsi constamment expliquées par le manque de volonté ou l'absence de vision politique. Ce sont là des idées vagues qui peuvent, sans grande peine, servir toute prise de parole d'opposition. Ces idées suggèrent paradoxalement que la contribution des moyens disponibles à l'exercice de la volonté a une valeur nulle, ou du moins négligeable, puisque l'existence de cette volonté suffirait, à elle seule, pour générer les résultats voulus. C'est une suggestion qui défie toute logique pratique. Par exemple, même dans la vie de tous les jours, la nécessité de la volonté n'annule jamais le besoin des moyens de sa réalisation. ”



Au sommet d'Ennasr L'air pur frais, les espaces généreux & les matériaux nobles



Sur les hauteurs d'Ennasr, à côté d'un parc public, respirez l'air frais dans votre appartement luxueux avec vue imprenable.

Une résidence de haut standing en R+2 et des appartements jusqu'à S+4.

Une architecture étudiée qui vous offre des espaces généreux.

Une finition soignée en matériaux nobles.

Climatiseurs, chauffage central, cuisine équipée, boîte de voiture et cellier individuel.

Pour plus d'information appeler le 71 840 244 ou consulter notre site www.simpar.tn

Résidence El Marwa

Ennasr II

Immobilière srairi

La résidence «El Marwa» est construite dans un emplacement stratégique à proximité de toutes les commodités derrière Monoprix en plein cœur de CITE ENNASR II. Résidence gardée et sécurisée qui contient des appartements de haut standing disponibles en S+1, S+2 et S+3 de superficie variant de 72 m² à 200 m².

Remise des Clés immédiates.

Caractéristique

- Espace vert à l'entrée de la résidence
- Résidence de hauts standing, gardée et sécurisée avec camera de surveillance
- Huit ascenseurs de luxe, deux par Bloc
- Parabole numérique installé avec vingtaine (20) des chaines T.N .N
- Fibre optique internet
- Cuisine aménagée et équipée (plaque, haut et four)
- Chambre de service
- Lumière LED Couloir
- Sanitaire 1 ère choix ROCA
- Robinetterie 1 er choix HANSGRÖHE
- Menuiserie en Bois Noble HETRE
- Quincaillerie HOPPE
- Alarme
- Chauffage central installé
- Climatisation split système
- Parking au SOUS SOL
- Volets Roulants électrique
- Vidéophone caméra couleur

9, Rue du Lac Huron Les Berges du Lac1053 Tunis
Tel: 71 860 024 - Fax: 71 862 120
srairi.immobieliere@gmail.com

Mg + Ca
Calcium
Magnésium
أكثر



أكثر نشاط و أكثر حركة

Le dinar: la dégringolade... Qu'est-ce qui va stopper cette chute?



■ Par Fatma Marrakchi Charfi

La valeur d'une monnaie reflète l'état de santé de son économie. Partant de ce principe, le dinar ne peut être que le miroir de l'économie réelle. D'une manière générale, si l'économie réelle est performante, la monnaie aura tendance à s'apprécier et si au contraire, l'économie est contre-performante (une croissance molle) et affronte des difficultés en cumulant les déficits (un déficit commercial croissant, un déficit courant qui s'aggrave, un endettement extérieur de plus en plus élevé et problématique et un déficit budgétaire plus prononcé, etc.), le dinar ne peut que perdre de la valeur. Ainsi, l'évolution des fondamentaux de l'économie exige d'avoir un dinar plus déprécié, puisque la valeur du dinar à moyen terme est déterminée par une combinaison des fondamentaux de l'économie. →

Quelles sont les raisons de la dépréciation abrupte du dinar?

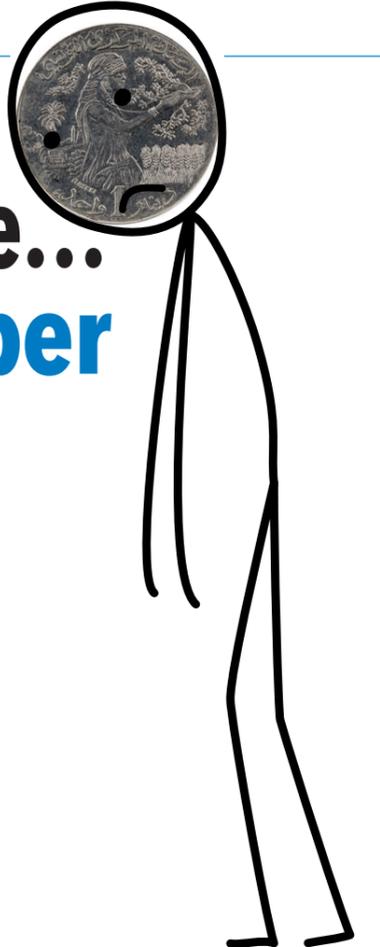
Jusqu'à 2012, la valeur du dinar était déterminée sur la base d'un panier essentiellement composé d'euros et de dollars et où l'euro était prépondérant. Depuis avril 2012, le dinar obéit plus aux forces du marché et est déterminé par la confrontation entre l'offre et la demande des devises par rapport au dinar. Toutefois, la Banque centrale de Tunisie intervenait pour lisser les volatilités. Or, pour défendre la valeur d'une monnaie, l'autorité monétaire devait utiliser les devises, ce qui diminue le stock de réserves de change. Donc, l'arbitrage à faire est soit : défendre le dinar et perdre des réserves de change ou bien laisser le dinar flotter et économiser les devises. Le choix impulsé par le FMI et adopté par la Banque centrale était d'économiser les devises au détriment de la stabilité des changes. Dans ce système, l'offre de devises provient de l'effort d'exportation ou des investissements directs étrangers entrants ou des emprunts, alors que la demande de devises provient de la demande d'importation de biens et services, au rapatriement des dividendes générés par les investissements directs étrangers, au paiement du service de la dette, etc. Une demande excédentaire de devises déprécie le dinar et une offre excédentaire de devises aura tendance à l'apprécier.

Au début du mois de juin, en 10 jours, le dinar a perdu un peu moins que 4% de sa valeur par rapport à l'euro et environ 3% par rapport au dollar US. En effet, le 1er juin, l'euro s'échangeait sur le marché interbancaire à 2,3501 dinars et le 10 juin il s'échangeait contre 2,4364 dinars. Le dollar

US, quant à lui, s'échangeait sur le marché interbancaire à 2,1208 dinars et le 10 juin, il s'échangeait contre 2,1814 dinars. Les raisons reviennent essentiellement à la demande excédentaire de devises par rapport à l'offre. Cette pénurie de l'offre par rapport à la demande provient des difficultés du secteur touristique, puisque nous sommes un pays de moins en moins attractif, de la faible activité du secteur minier et ponctuellement du rapatriement des dividendes par les investisseurs étrangers. Toutefois, il y a trois autres raisons à cette perte de vitesse du début du mois de juin.

- La première c'est l'annonce par le président de la République de former un gouvernement d'union nationale. Or, ce genre d'annonce plombe le climat des affaires puisque cela ajoute du flou et renforce le manque de visibilité dont souffre déjà l'environnement des affaires. Les opérateurs deviennent sceptiques, ce qui peut impacter négativement la valeur du dinar. En effet, entre le 1er juin et le 3 juin 2016 (l'interview du président de la République ayant été diffusée le 2 juin), le dinar a perdu plus de 2% par rapport à l'euro et environ 1% par rapport au dollar US.

- La deuxième raison, c'est la réduction de l'intervention de la Banque centrale de Tunisie. En effet, pour défendre le dinar, il faut d'abord disposer de réserves de change suffisantes, outre que celles nécessaires pour payer les importations et honorer le service de la dette. Or, nous disposons de l'équivalent de 109 jours d'importations (10 jours de moins que l'an dernier à la même date) et nous nous apprêtons à vivre une année difficile ■■■



■ ■ ■ dans la mesure où des échéances de remboursement de la dette vont se succéder, notamment celle du FMI. En raison de la pénurie de devises, la BCT ne peut que laisser faire les forces du marché, avec des interventions «a minima», au détriment d'une stabilité du taux de change. Ainsi, il est important pour nous Tunisiens d'honorer notre engagement à l'égard de nos bailleurs de fonds. De même qu'il est important pour le FMI de s'assurer que nous disposons de suffisamment de devises pour être remboursé. Dans la lettre d'intention du mémorandum d'accord sur les politiques économiques et financières que la Tunisie entend mettre en œuvre en contrepartie du support financier du FMI et qui est signé par le gouverneur de la BCT et le ministre des Finances, il est clairement dit à la page 8 (points 17 et 18) concernant la politique de change que l'autorité monétaire s'engage à plus de flexibilité du taux de change et moins d'intervention (la BCT a déjà réduit son intervention de 37% en 2014 à 24% en 2015) en arguant que «plus de flexibilité est essentiel pour améliorer la compétitivité, économiser les réserves de change et faciliter l'ajustement externe.»

• La troisième raison est la mauvaise communication de certains responsables. Ainsi, l'annonce d'une faillite de deux banques sans les nommer ne peut qu'alimenter un mouvement de panique qui sert à plomber le climat des affaires.

Sans le décaissement de la première tranche du FMI d'environ 319,5 millions de dollars du 24 mai 2016 qui a renfloué provisoirement les réserves de change, la dépréciation aurait été probablement plus prononcée. En effet, il semble que la BCT a usé des réserves de change pour soutenir à minima le dinar entre la fin du mois de mai et début juin.

Quelles répercussions sur l'économie nationale ?

La dépréciation du dinar vis-à-vis de l'euro et du dollar aura au moins trois effets négatifs et un quatrième censé être positif.

• Le premier est le phénomène inflationniste qui est dû à la transmission de la dépréciation du dinar aux prix domestiques. Certes, l'impact de la dépréciation sur l'indice de prix à la consommation est faible étant donné que 30% de cet indice est formé par des biens dont le prix est administré, mais l'impact de la dépréciation sur le prix des biens importés est important. De même que l'inflation sous-jacente (à laquelle les décideurs de politiques économiques «policymakers» sont très attentifs) est très sensible à la volatilité du dinar.

• Le deuxième est relatif au renchérissement de la dette en monnaie nationale, sachant que le service de la dette est libellé à raison de 65,2% en euros et à raison de 14,4% en dollars, pour l'année 2014.

• Le troisième effet est aussi négatif sur le budget de l'Etat. Le déficit budgétaire aura tendance à se creuser au moins pour deux raisons. La première c'est que l'Etat sera obligé de payer plus cher sa dette car en majorité libellée en monnaie étrangère. La seconde a trait au renchérissement des produits importés de première nécessité, ce qui alourdira les dépenses

de la Caisse de compensation, surtout quand ce renchérissement est conjugué avec une baisse de la production des céréales.

• Le quatrième effet est censé être positif. En effet, une dépréciation est supposée améliorer la balance commerciale en décourageant les importations qui deviendraient plus chères et en encourageant les exportations qui deviendraient moins chères pour le client européen. Cet effet est conditionné par le fait que l'effet volume l'emporte sur l'effet prix. Actuellement en Tunisie, l'effet change s'est érodé et ne joue plus un rôle significatif pour booster les exportations.

Où allons-nous et comment stopper cette chute ?

Tant que le dinar reste sous pression (demande excédentaire de devises par rapport à l'offre), il ne peut que perdre de sa valeur. Toutefois, dans le court terme et d'une manière ponctuelle, un afflux de capitaux, que ce soit du FMI ou de l'UE, permettra au dinar de reprendre des couleurs. Mais sur le moyen terme, il n'y a que la production de richesses, les exportations de biens et services qui peuvent en résulter ou un retour des IDE qui peuvent soutenir le dinar et stopper cette chute.

En effet, pour améliorer la valeur du dinar, il faut agir dans le sens de la réduction du gap entre l'offre et la demande de devises. L'augmentation de l'offre de devises est tributaire de la reprise des exportations des biens et surtout de la reprise d'une activité normale dans le secteur des mines, le retour des touristes qui semble hypothétique pour le moment, étant donné l'aléa sécuritaire et les difficultés structurelles que traverse le secteur. En outre, le rapatriement des revenus des Tunisiens à l'étranger pourrait aider le dinar à remonter la pente dans les jours qui viennent.

Par ailleurs, nous savons qu'un fléchissement du niveau de la croissance en Europe impacte négativement et très amplement les exportations tunisiennes. Cet effet négatif l'emporte même sur l'effet supposé «positif» de la dépréciation du dinar sur les exportations. La recherche d'autres marchés en expansion et à forte demande serait souhaitable mais il ne s'agit là que d'une solution de moyen et long termes.

En outre, et en dehors de l'endettement, l'offre de devises peut provenir des investissements directs étrangers. Or, les investisseurs étrangers ne semblent pas se précipiter pour venir s'installer en Tunisie (conditions sécuritaires, arrêts de travail, revendications des salariés, code d'investissement et code d'incitation fiscale encore en gestation, etc.).

Si on se penche du côté des importations et à défaut de pouvoir relancer les exportations, il y a lieu de freiner la cadence des importations des biens autres que ceux de première nécessité ou ceux qui servent à des consommations intermédiaires, que ce soit pour la production locale ou pour les produits destinés à l'export. Ainsi, si dans le court terme, il est impossible de «booster» les exportations, il est impératif de rationaliser les importations. Cela deviendra possible si on arrive à négocier l'activation des clauses ■ ■ ■

CONTACTEZ NOUS :
APPEL GRATUIT N° Vert 80 100 003

JUSQU'À 30% D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE

Whirlpool

SENSING THE DIFFERENCE

La Technologie 6^{ème} Sens
Détecte les variations de température
et les corrige automatiquement.

■■■ de sauvegarde qui permettraient de relâcher la pression sur la balance des paiements et donc sur le dinar, ou en rationalisant nous-mêmes nos importations. Il faut prendre conscience que si on gaspille les devises dans des importations de biens dont l'équivalent existe en Tunisie, il arrivera un moment où nous ne serons plus en mesure d'importer les médicaments, les pièces de rechange, le blé, le pétrole, etc. Bref, les biens nécessaires et vitaux. Cette prise de conscience est nécessaire et serait une meilleure solution qu'une limitation des importations par le gouvernement car la protection ne fait que favoriser le secteur informel, qui est une des principales sources du mal en Tunisie.

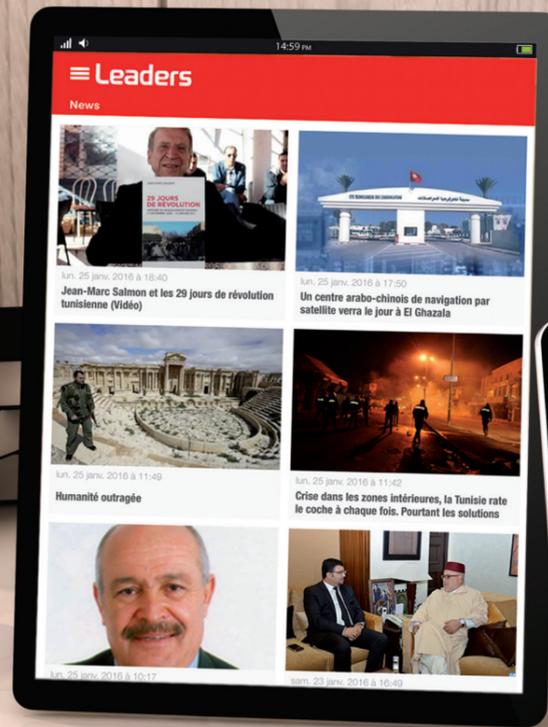
Il faut aussi que nos gouvernants prennent conscience que le laxisme de l'Etat dans l'application de la loi (lutte contre la fraude, le marché parallèle, l'absentéisme dans l'administration, etc.) et l'impunité ressentie par certains

ne font qu'exposer les entreprises tunisiennes à une concurrence déloyale qui ne fait que laminer l'économie et donc la valeur du dinar.

Au final, le dinar ne reprendra des couleurs que si on se met dans une logique de travail et de création de richesse. Il faut que la Tunisie se remette sur le sentier de la croissance et les Tunisiens au travail. Il faut que les Tunisiens arrêtent les grèves et les arrêts de travail intempestifs qui bloquent l'économie et en particulier les entreprises exportatrices telles que la CPG, Petrofac, etc. Sinon et à ce rythme, on va continuer à s'endetter non pas pour investir mais pour payer les salaires et rembourser l'endettement contracté et on s'installera dans un cercle vicieux et une spirale infernale d'endettement à des coûts de plus en plus exorbitants. ■

F.M.C.
Professeur d'économie

Leaders



Nouveau iOS v1.2.1
Téléchargez gratuitement
l'application iPhone et iPad de Leaders



- ▶ Liste dynamique des rubriques
- ▶ Notifications Push de nouveaux articles
- ▶ Articles disponibles offline
- ▶ Introduction de la chaîne Youtube de Leaders

La version Android est également disponible en téléchargement gratuit



Leaders

POUR RECEVOIR DIRECTEMENT
VOTRE MAGAZINE ET A PRIX REDUIT

ABONNEZ-VOUS



ECONOMISEZ
plus

Abonné:
 Matricule fiscal:
 Adresse:
 Code postal: [] [] [] [] Pays:
 Tél.: [] [] [] [] [] [] Fax: [] [] [] [] [] []
 E-mail:
 Nombre d'abonnements:
 Mode de paiement: Chèque bancaire Virement bancaire Mandat postal

Virement au nom de PR Factory
 CCB DEVICES 08 008 00067 59 001093 3 03
 CCB TND 08 008 00067 10 01274 0 71

Leaders

Ennour Building, Cité des Sciences, PoBox 200-1082 Tunis Mahrajène, Tunisie
 Tél.: +216 71 232 111 - Fax: +216 71 750 333
 leaders.tunisie@gmail.com

QNB Group: 27.300 employés opèrent dans 1.200 succursales à travers 30 pays ; suite à l'acquisition de Finansbank en Turquie par QNB.

QNB Group, une institution financière pionnière au Moyen-Orient et en Afrique, a annoncé qu'elle a bouclé l'opération d'acquisition de 99.81% du capital de Finansbank A.Ş. en Turquie.

Cette transaction est une étape majeure dans la stratégie d'expansion internationale du Groupe QNB. En intégrant la Turquie comme nouveau marché et l'une des principales banques turques à son réseau, le Groupe QNB étend encore sa présence internationale et sera en mesure de bénéficier de plus en plus du développement rapide du commerce et du renforcement des liens économiques entre la Turquie et le Moyen-Orient en général, et entre le Qatar et la Turquie en particulier. Cela traduit également la confiance du Groupe QNB en les perspectives à long terme du secteur financier et de l'économie en Turquie.

Finansbank est la 5ème plus grande banque universelle privée en Turquie en termes d'actifs totaux, des dépôts des clients, et des prêts. La banque est devenue une institution financière pionnière avec une équipe de gestion reconnue et expérimentée. Grâce à son réseau de distribution national composé de plus de 620 agences et plus de 12 mille employés, Finansbank dispose de plus de 5,3 millions clients actifs. Au 31 Mars 2016, Finansbank compte 32.0 milliards de dollars à titre d'actifs, 21.8 milliards de dollars comme prêts, et 17.3 milliards de dollars sous forme de dépôts, ainsi que des capitaux propres totalisant les 3.8 milliards de dollars américains selon les Normes Internationales de statistiques Financière.

Le Directeur Général du Groupe QNB Ali Ahmed Al-Kuwari a déclaré :

« Cette transaction est une percée dans la perspective de QNB visant à devenir une Icône du Moyen-Orient et de l'Afrique en 2017. Notre stratégie est de nous concentrer sur les marchés à forte croissance où l'on voit un avantage concurrentiel. La Turquie, avec sa taille significative sur le marché, sa population, ses antécédents de croissance, son secteur économique et bancaire fort et sa position stratégique en tant que pont entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique, correspond à nos ambitions. Nous sommes très heureux de faire partie du développement futur de la Turquie et de Finansbank et de renforcer davantage la connectivité globale avec les marchés internationaux et permettre à Finansbank d'atteindre un niveau supérieur en faisant partie du QNB Group ».

Le Groupe QNB détient actuellement 99,81% de Finansbank et lancera une Offre Publique d'achat Obligatoire (OPA) en Turquie pour le 0,19% restant.

Dans ce contexte, Ömer Aras, le PDG du Groupe de Finansbank a déclaré:

« L'acquisition signifie une étape importante pour Finansbank. Nous sommes extrêmement ravis de rentrer dans une nouvelle ère et de faire partie du Groupe QNB. Cette transaction représente une preuve parfaite de l'excellence de Finansbank et des normes reconnues à l'échelle mondiale. Nous croyons à cette acquisition qui va nous permettre de ramener Finansbank à une nouvelle dimension et d'offrir des services exceptionnels à nos clients et aux parties prenantes à travers le dense réseau international de QNB dont nous faisons partie maintenant ».

Le Groupe QNB n'a cessé de croître pour devenir la plus grande banque au Qatar et une institution financière de premier plan dans la région du Moyen-Orient et en Afrique. Il est considéré comme la marque bancaire la plus importante au Moyen-Orient et en Afrique et est la banque la mieux cotée parmi les banques internationales opérant en Turquie.

La présence du Groupe avec l'inclusion récente de Finansbank couvre maintenant plus de 30 pays répartis sur trois continents offrant une gamme complète de produits et de services avant-gardistes. Le nombre total d'employés s'élève à plus que 27.300 opérant à travers plus de 1200 emplacements, avec un réseau ATM de plus de 4300 machines.

Pour de plus amples informations sur QNB Group, veuillez visiter : <http://www.qnb.com>

Finansbank A.Ş – Turquie

Finansbank, établie en Turquie en 1987, est une filiale de QNB, l'une des 5 plus grandes banques privées opérant dans le pays. Finansbank dispose d'un portefeuille qui compte plus de 5,3 millions clients, pris en charge par plus de 12.000 professionnels du secteur bancaire. Finansbank opère par le biais d'une grande plateforme d'entreprise et de vente en détail complétée par des services annexes tels que les opérations bancaires d'investissement, le courtage, le crédit-bail, l'affacturage et la gestion d'actifs. Finansbank dispose de plus de 620 agences, couvrant 71 sur 81 villes de la Turquie.

Le Royaume-Uni hors UE : révolte populaire ou xénophobie ?



■ Par Mohamed Larbi Bouguerra

Il faut de prime abord noter que le séisme qui secoue l'Europe avec le Brexit (sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, cinquième puissance mondiale) – après les convulsions grecques – risque d'avoir des répliques ailleurs dans le monde, notamment sur le plan financier et sur les tenants des politiques néolibérales. Il faut aussi se rappeler que l'Espagne a voté dimanche 26 juin.

Podemos or not Podemos? That's the question. Sueurs froides en perspective...

Roger Cohen écrit : « La Grande-Bretagne fait un saut dans l'inconnu. C'est un vote décisif pour quitter l'Europe. Il révèle un rejet des élites et annonce une ère d'extrême instabilité » (The New York Times, 24 juin 2016). →

L'Europe veut éviter une dislocation de l'UE, un effet domino à l'heure où la Pologne, la Hongrie... glissent de plus en plus dans l'extrémisme droitier et le souverainisme et que nombre d'Européens demandent des référendums. Mais gardons-nous des avis tranchés et définitifs car comment en avoir quand, en France, deux candidats à la présidentielle de 2017, Jean-Luc Mélenchon (gauche) et Marine Le Pen (extrême droite) sont tous deux partisans de la sortie de l'UE!

Il n'en demeure pas moins que la sortie de l'UE a été avalisée par 51,9% des électeurs et que la participation a été de plus de 71% des inscrits. Pour les Tunisiens et les non-Occidentaux d'une manière générale, il faut noter que cette campagne du Brexit a été d'une violence extrême contre les immigrés. Le racisme et la xénophobie ont été des thèmes nauséabonds agités devant une classe populaire meurtrie par l'austérité assénée par le gouvernement conservateur de Cameron depuis six ans, la dégradation des services de santé, les privatisations des services publics (transport, poste, prisons...), les prix excessifs des logements, la désindustrialisation de certaines villes et les droits universitaires exorbitants. Pour ne rien dire des campagnes. Tous sont en fait victimes des politiques néolibérales menées depuis la période Thatcher et qui ont conduit des populations crucifiées par la mondialisation et l'austérité — comme le montrent les films de Ken Loach — à s'éloigner de la vision européenne face au gel des salaires et à la diminution des retraites.

Une vieille lune nazie: déferlement des étrangers ?

Le parti conservateur, divisé en deux, et l'UKIP, la formation d'extrême droite dirigée par l'ex-trader en matières premières de la City Nigel Farage, ont vidé des tombereaux de messages venimeux sur «de déferlement» de réfugiés et de migrants. Syriens et musulmans en particulier. La haine et la

peur ont fleuri sur les lèvres de bien des politiciens. A cette occasion, on a vu réapparaître des photos et du matériel de propagande remontant à la période nazie en Allemagne... alors que 40% des Londoniens sont des étrangers. Le leader de l'UKIP a dénoncé de façon véhémement les droits sociaux et les contraintes environnementales imposées par Bruxelles avec le slogan populiste «We want our country back» (Récupérons notre pays (des mains de l'UE)) alors que les institutions européennes ont cédé à toutes les exigences de David Cameron. Sortant du Conseil européen à la mi-mai 2016, David Cameron ne disait-il pas : « Je n'aime pas Bruxelles, j'aime la Grande-Bretagne. Avec cet accord, nous nous soustrayons aux inconvénients que représente pour nous l'Union européenne » ? En bref, Cameron avait obtenu des concessions ahurissantes et extraordinaires de l'UE telles que : clause de « sauvegarde » de sept ans suspendant les aides sociales pour les travailleurs ressortissant d'un Etat membre de l'UE installés au Royaume-Uni, indexation des allocations familiales sur le niveau de vie du pays d'origine, levée des obstacles à la circulation du capital, exemption du RU de tout engagement dans une « Union toujours plus étroite », protection renforcée des intérêts financiers de la City, pas de supervision bancaire commune...

Un diplomate anglais résume la ligne des conservateurs : « Si vous laissez l'UE et que vous voulez servir l'intérêt britannique, vous n'avez qu'une chose à faire, même avec des pincettes, c'est de voter oui. » (L'Humanité, 22 juin 2016, p. 4-5). Mais ici aussi gardons-nous d'avis à l'emporte-pièce. Les Anglais ne sont pas tous racistes ou xénophobes.

Un pays fracturé

Voilà pourtant un pays qui a colonisé le monde, de l'Inde à Belize et de l'Egypte aux Caraïbes en passant par Malte, la Malaisie, ■ ■ ■



Mune vague de bonheur

#b_rouh_jdida



//radio med @radiomedtn @radiomedtunisie

Adresse : Cité El Wafa Nabeul Jadida 8000 Nabeul - Tunisie Tél : (+216) 72 328 500 Fax : (+216) 72 328 560

E-mail : contact@radiomedtunisie.com

■ ■ ■ la Birmanie et Gibraltar, et qui prend peur des étrangers ! Ce qui nous remet en mémoire cette blague contée par un ami, universitaire sri-lankais travaillant aux Etats Unis : « *Le soleil ne se couche jamais sur l'Empire britannique... parce que Dieu ne fait pas confiance à un Anglais dans le noir !* » ! Voilà un Etat qui a charcuté — avec la France — le Moyen-Orient (accord Sykes-Picot) et l'Afrique (Cf. Fachoda au Soudan) et qui prend peur aujourd'hui des étrangers ! Ces mêmes étrangers polonais, roumains, pakistanais, indiens, arabes... qui font marcher notamment les services de santé, les transports...

Voilà maintenant la perfide Albion aux portes d'un charcutage historique car le pays est fracturé. Le Parti national écossais voulait rester dans l'UE et va exiger une nouvelle consultation pour l'indépendance, pour se séparer de la Couronne. Aux pays de Galles, le Plaid Cymu veut le maintien dans l'UE en rappelant que 200 000 emplois sont liés, dans la région, au marché européen et que l'appartenance de la G.-B. à l'UE a encouragé les investisseurs à consacrer 24 milliards de livres sterling à la Grande-Bretagne. Ces entrepreneurs visaient en fait non seulement le marché britannique mais bien entendu la totalité du marché de l'UE. Avec le Brexit, ils quitteront probablement le Royaume-Uni. Chômage en perspective. De son côté, en Irlande du Nord, le Sinn Féin dit non au Brexit. Gerry Adams — le leader irlandais qui considère comme une occupation la souveraineté britannique sur l'Irlande du Nord — affirme : « *Ce n'est pas dans l'intérêt de l'Irlande, qui qu'on pense de l'UE, d'avoir une partie (du pays) à l'intérieur (de l'UE) et l'autre dehors* », allusion à l'Eire (République d'Irlande). Un vent de contestation sans précédent s'est exprimé dans la population.

Le Premier ministre Cameron — en voulant dompter le feu démocratique — s'est brûlé et a été humilié par ce vote et se voit contraint de présenter sa démission à la reine en octobre prochain. Les consignes des partis ont été superbement ignorées. La violence a même fait son apparition avec l'horrible assassinat (arme à feu et poignard) récemment de la députée travailliste Jo Cox pro-EU. La surenchère nationaliste, des mois durant, a occupé le Parti conservateur qui ne veut pas se laisser distancer par l'UKIP. Une atmosphère empoisonnée et nauséabonde fait que le nouvel élu, maire de Londres, Sadiq Khan, d'origine pakistanaise, est renvoyé à ses origines « musulmanes » et donc suspect d'affinités salafistes, voire terroristes*. Daniel Cohn-Bendit, ancien député européen, affirme que les partisans de la sortie de l'UE n'ont utilisé que des mensonges à longueur de campagne électorale et se sont moqués des électeurs (France 2 à 20h, le 24 juin 2016).

Une sortie de gauche « Lexit » ?

L'arrivée de Jeremy Corbyn à la tête du Labour (Parti travailliste) a rebattu les cartes. Cet homme de gauche a déçu les Anglais en ne prenant pas le chemin d'une sortie « socialiste », de gauche, de l'Europe appelée « Lexit ». Pure posture tactique pour ménager la majorité des députés de son parti favorables à l'UE ? Corbyn a toujours dénoncé le traitement de la Grèce par les hiérarques de l'UE et du FMI. Corbyn n'a jamais voulu s'afficher avec Cameron pour défendre le « Remain » (rester dans l'UE). Lui, il appelle de ses vœux une Europe de la solidarité capable de jeter des ponts avec les forces de gauche sur le continent. Il a essayé de faire une autre campagne,

originale, étiquetée « Une autre Europe est possible » amalgamant écologistes, indépendantistes écossais, syndicalistes et militants des droits humains. En fait, il y a deux attitudes à prendre pour comprendre ce qui arrive au Royaume-Uni, sur la base d'éléments clairs et probants :

1 - Le Brexit est une victoire contre les politiques néolibérales de l'UE qui exaspèrent les Européens en travaillant pour les oligarchies nationales et les multinationales et en imposant des lois concoctées par des bureaucrates grassement payés, exemptés d'impôts et dont tous les frais sont pris en charge... et qui n'ont de compte à rendre à personne ! Cette camisole juridique étouffe les 28 peuples de l'Europe.

2 - Le Brexit peut être aussi perçu comme un coup d'épée porté au flanc de l'intégration européenne, de la coopération et de la solidarité européennes. L'économiste Maxime Combes écrit : « *Les élites (notamment européennes) gouvernement contre l'intérêt des populations... Ce sont des forces d'extrême droite, réactionnaires et nationalistes qui vont se retrouver renforcées par le Brexit, au détriment des politiques proposant plus de solidarité, plus de justice et de régulations sociales et écologiques* ».

Ecoutons enfin ce que disent des syndicalistes britanniques opposés à l'UE suite à ce vote : « *Haut les cœurs. Une autre Grande-Bretagne et une autre Europe sont à présent possibles... Libérés du Traité de Lisbonne, nous serons capables de construire une vraie solidarité internationale avec les pays d'Europe et au-delà. L'internationalisme doit revenir à la vie. Au cours du référendum, certains ont oublié ce qui est arrivé aux travailleurs et aux syndicats en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie et en France, car il n'était pas convenable d'exposer la vraie nature de l'UE.* » Pour le directeur du Monde, Jérôme Fenoglio : « *Par quelque bout qu'on prenne cette affaire, elle est une défaite pour l'UE, qui en sort affaiblie à l'intérieur de ses frontières et dont l'image à l'extérieur est celle d'une entité sur le déclin* ». Et de conclure qu'il n'y qu'une issue à ce divorce retentissant : « *Messieurs les Anglais, vous avez tiré, alors « out », c'est « out ».* (Edition du 25 juin 2016, p. 1 et 21)

Dans notre partie du monde, nous espérons que l'Union européenne changera de politique et tiendra compte des aspirations populaires plutôt que de celles des multinationales, des financiers et des spéculateurs. Nous espérons que l'économie mondiale - et celle des pays du Sud en particulier - ne souffrira pas de cette sortie de l'UE. Nous espérons aussi que l'UE mettra fin au financement des colonies israéliennes d'occupation, qu'elle fera payer à Israël la destruction des projets financés par elle (aéroport de Gaza par exemple) et lui supprimera les conditions privilégiées d'accès à la recherche européenne et le contraindra enfin à respecter les droits de l'homme en Palestine.

* Notons qu'en France, le philosophe et académicien Alain Finkielkraut, d'origine polonaise, a déclaré le dimanche 8 mai 2016, sur la Radio Communauté Juive (RCJ à Paris) à propos de l'élection de Sadiq Khan - qui a fait mordre la poussière à son adversaire Zac Goldsmith : « *Cette image de la victoire du musulman pauvre sur le juif riche me laisse un goût amer* ». Vous avez dit islamophobie ? ■

M.L.B.
Professeur d'Economie



BH INVEST
Intermédiaire en Bourse



**EXPORTER NOTRE
INGENIERIE FINANCIERE**

**POUR SUIVRE VOTRE
BUSINESS PARTOUT**

BH Invest a pour rôle d'accompagner les entreprises, les investisseurs et les particuliers dans leurs croissances. C'est un véritable partenaire et créateur de solutions financières innovantes: Gestion d'actifs, Ingénierie financière, Intermédiation boursière, Analyse & recherches.

Immeuble Assurances SALIM, Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
Tél.: +216 71 948 545
www.bhinvest.com.tn

 bh invest

VOTRE PARTENAIRE CAPITAL

Plongée au fond **des merveilles** **sous-marines de Tabarka**

Si elle est très connue pour son festival annuel de jazz, son tourisme de chasse et son vaste terrain de golf plébiscité par les fortunés, la ville de Tabarka jouit aussi d'un droit de cité dans le panthéon des milieux marins incontournables. L'exploration des joyaux marins (faune et flore) au large des côtes tabarkoises est d'ailleurs très prisée par les plongeurs professionnels étrangers, qui viennent y séjourner par dizaines de milliers chaque année. Reportage. →



Du haut des routes sinueuses qui gravitent autour des montagnes, la mer paraît si loin et si calme. Pourtant, si les hauteurs à tuiles rouges, typiques de la ville, en constituent la principale marque de fabrique, le patrimoine maritime enseveli sous la mer devrait l'être tout autant. Corail, anémones, dentelle de Neptune, dorades, lous, torpilles, serrans, oblades... les fonds marins tabarkois sont particulièrement poissonneux et riches en couleurs.

Une pratique accessible

Bonne nouvelle : l'exploration des fonds marins par la plongée sous-marine dite « de loisir » est facilement accessible à tous ceux qui auraient la capacité physique de le faire, grâce aux mesures de précaution réglementaires qui en sécurisent aujourd'hui la pratique. « En présence d'un moniteur professionnel, le plongeur débutant ne risque presque rien », explique Mongi Zouaoui, directeur d'« Étoile de mer », centre de plongée qui prend en charge les amateurs et les aspirants plongeurs. « Presque rien » ? Oui, car certains paramètres de sécurité dépendent tout de même du bon vouloir de l'apprenti plongeur. « Il faut avoir du sang-froid et ne pas être pris de panique par les profondeurs de l'eau », explique le plongeur, qui précise qu'il ne faut pas, par exemple, remonter subitement à la surface, au risque de perturber l'équilibre gazeux de l'organisme. Concrètement, « l'azote, présent habituellement sous forme liquide dans l'organisme, devient gazeux lorsque l'on est immergé au fond de l'eau et que le corps est soumis à une grande pression », explique Mongi Zouaoui. « La remontée doit donc se faire par paliers, pour permettre au gaz de redevenir liquide, progressivement », ajoute-t-il. Au-delà de ces considérations techniques, et lorsqu'on a été instruit des règles de base et libéré de l'appréhension du néophyte, c'est l'émerveillement qui prend le dessus, 5 mètres au-dessous de la surface.

Les plus courageux pourront tenter, au bout de quelques essais, parfois le jour même, de descendre jusqu'à 10 ou 15m, pour prolonger le moment de la découverte. Les prix des prestations sont pour leur part assez abordables en regard du coût de l'équipement que les centres mettent à disposition des plongeurs : environ 50 dinars la séance de 30



minutes pendant laquelle l'apprenti endosse un matériel d'environ 2 000 dinars.

Partir à la découverte de La Galite

En sus des cours que délivrent les centres de plongée de la ville, certains d'entre eux ont mis en place des offres complètes intégrant cours de plongée et découverte d'espaces marins nouveaux, dans une perspective plus touristique. C'est le cas de Belgacem Ouchtati, fondateur et directeur de Société Loisirs de Tabarka, un centre de formation en plongée sous-marine (qui délivre également ■ ■ ■



■ ■ ■ des « diplômés » de plongée en trois niveaux basé au port de Tabarka. Sa formule ? Faire embarquer des groupes de 20 personnes pour les mener aux îles de La Galite – Jalta-, point le plus septentrional du pays situé à 60 km au nord-est de Tabarka (et célèbre pour avoir hébergé Bourguiba pendant son exil, de 1952 à 1954). « Les départs sont organisés sur une période de trois jours et deux nuits de camping, avec des séances de plongée à la clé », précise M. Ouchtati. Selon lui, le patrimoine gisant dans les fonds marins de La Galite dépasse même en beauté et en variété celui de Tabarka ! « C'est absolument à voir », insiste-t-il.

Autre objet d'émerveillement pour les plongeurs : les épaves. « Je suis à plusieurs reprises tombé sur des reliques de toutes sortes », nous dit Mongi Zouaoui. Pièces de monnaie, grosses assiettes sculptées... Il est possible de tomber sur des choses tout à fait inattendues ! ■

Néjiba Belkadi



Makki Helal, nouveau visage sur Attessia TV



Il a sillonné trois continents, travaillé pour des chaînes d'information de référence, joué des coups de poker risqués... Makki Helal a de l'expérience. Une expérience qu'il a surtout puisée dans ses échecs, vécus en grande partie en Tunisie. De retour à Tunis après quinze ans passés à l'étranger entre Al-Jazeera, BBC Arabic et Media TV Tanger, il raconte à Leaders les moments forts de sa carrière et les raisons qui l'ont poussé à tout lâcher pour Attessia TV, où il officie depuis décembre 2015.

La langue arabe comme moteur

Jeune, il gribouillait des poèmes en arabe et était montré en exemple par ses instituteurs. Son père, conscient du talent de son fils et de la sécurité de la filière de l'enseignement, l'incite à s'inscrire à l'École normale supérieure de Sousse où il décrochera sa maîtrise en 1994. Il se met tout de suite après à enseigner l'arabe dans un lycée à Gabès. Sa carrière semble promise à l'enseignement, et éventuellement à l'écriture.

Mais alors qu'il était encore sur les bancs de l'École normale, le futur journaliste pensait un peu secrètement à rejoindre l'audiovisuel. Il participe alors à un casting lancé par TV7 pour rejoindre l'équipe d'une émission dominicale. Ce sera son premier coup d'essai à la télévision. Mais également son premier échec. «*Ma prestation n'a pas convaincu*», lâche-t-il. Tout comme ne le fera pas celle qu'il aura fournie au casting organisé quelque temps plus tard par Radio Jeunes. Des petites déceptions de débutant qui n'entacheront toutefois pas la fermeté de son dessein de rejoindre la carrière pour laquelle il se sentait prédestiné. Mais pourquoi un tel engouement pour la caméra, la radio, alors que sa passion de jeunesse était de nature littéraire? «*C'est mon entourage qui me l'a inoculé à petites doses*», explique Makki. Il assurera en effet, encouragé par ses professeurs et ses camarades, l'animation de la soirée de son «*bal de promo*», qui sera pour lui une sorte d'avant-goût en vase clos du métier de présentateur. Puis se fera remarquer en tant qu'orateur à l'arabe parfait dans un centre culturel, au cours d'un débat visant à évaluer les programmes



diffusés pendant le Ramadan. Séduit, Lotfi Ben Nasr, à l'époque directeur de Canal 21, lui confiait dès le lendemain la présentation d'une petite émission confidentielle, «*Safir*», sponsorisée par la Poste tunisienne.

Dans le même temps, il s'inscrit en cursus journalistique à l'Ipsi et opte pour le service news de TV7 pour effectuer son stage de deuxième année. «*Je rédigeais, commentais en voix off des reportages déjà prêts, etc.*», dit-il. Il en parle comme d'une corvée. Car selon sa conception du journalisme, c'est le présentateur qui détient la baguette de chef d'orchestre. Il n'a donc pas cessé de lorgner les projecteurs et la caméra, sans pouvoir encore revendiquer, faute d'expérience à faire valoir, son droit à une tranche d'antenne. Mais sa fascination pour l'animation, qu'il n'arrive pas à réprimer, attire l'attention de Fathia Adela, rédactrice en chef des JT de TV7. «*Entraîne-toi au prompteur, au cas où*», lui souffle-t-elle.

Quelques semaines plus tard, la présentatrice du JT régional de 18h tombe malade et doit se faire remplacer. Un boulevard s'ouvre devant lui. On lui consent la présentation du JT régional pendant



quelques mois... jusqu'à ce qu'une altercation éclate entre un cadre dirigeant de l'équipe et lui-même. Mis à pied, Makki Helal décide, sans pour autant y croire, de soumettre son CV à Al-Jazeera en réponse à une offre d'embauche. La chaîne arabe est alors en pleine ascension.

L'expérience qatarie

Un soir de l'année 2000, il voit l'indicatif +974 s'afficher sur l'écran de son portable. Il n'y croit pas. «*Vous aurez toutefois une série d'étapes* ■■■



■ ■ ■ à accomplir avant votre admission finale», lui assène le chargé de recrutement. Après une série de tests écrits et oraux, Makki est recruté en tant que rédacteur et concepteur de VTR. Attiré par l'autre côté de la caméra, il espère toutefois gravir rapidement les échelons et prendre le devant de la scène. Au bout de 6 ans, on lui refuse toujours le rôle de présentateur. L'envie de tourner les talons commence alors à lui trotter dans la tête. Mais, sans alternative sérieuse à même d'égaliser le mode de vie luxueux du Golfe, il préfère temporiser, conscient qu'Al-Jazeera était devenue l'une des chaînes d'information les plus écoutées du monde arabe. Pourtant, les choses se compliquent. Car «la tournure pro-islamiste» d'Al-Jazeera l'irrite. L'homme se tourne les pouces et affiche de plus en plus ouvertement un positionnement idéologique libéral et séculariste au sein de l'équipe. La fin de son histoire d'amour avec le Qatar semble imminente.

Passage «éclair» par le Maroc

C'est surtout l'appel du pied que lui avait lancé, en 2006, Media TV Tanger, un média maghrébin basé au Maroc, qui marque un point décisif dans sa résolution de quitter l'aventure qatarie. JT de 20h quotidiens, flashs infos... «Media TV Tanger a véritablement lancé ma carrière d'animateur»,

explique-t-il. Mais l'expérience est somme toute banale. Au bout de 3 ans, le journaliste commence à regarder ailleurs.

Direction Londres

Car le Maroc, c'est bien. Mais Londres, c'est mieux, pense Makki Helal. Il a eu vent d'un mouvement d'embauches opéré par la BBC Arabic, encore en rodage à l'époque. Impossible pour lui de rater le coche. Il y va, mais travaille de nuit, de minuit à 8h. «Car c'est toujours aux nouveaux qu'on colle les sales besognes!» Mais sa carrière évolue : il assure au bout de quelques mois les éditions du jour. Sa tunisianité lui a par ailleurs donné l'opportunité de «monopoliser» l'antenne pendant deux heures sans discontinuer, le 14 janvier 2011. «C'était sans doute le plus grand moment de ma carrière. Mais aussi le plus dur, car je ne devais pas trop afficher ma joie!», se rappelle-t-il. Ce dont il semble le plus fier, c'est d'avoir animé dans plusieurs pays arabes des talk-shows destinés à confronter à leur public des responsables politiques locaux à l'avis parfois tranché.

Retour au bercail

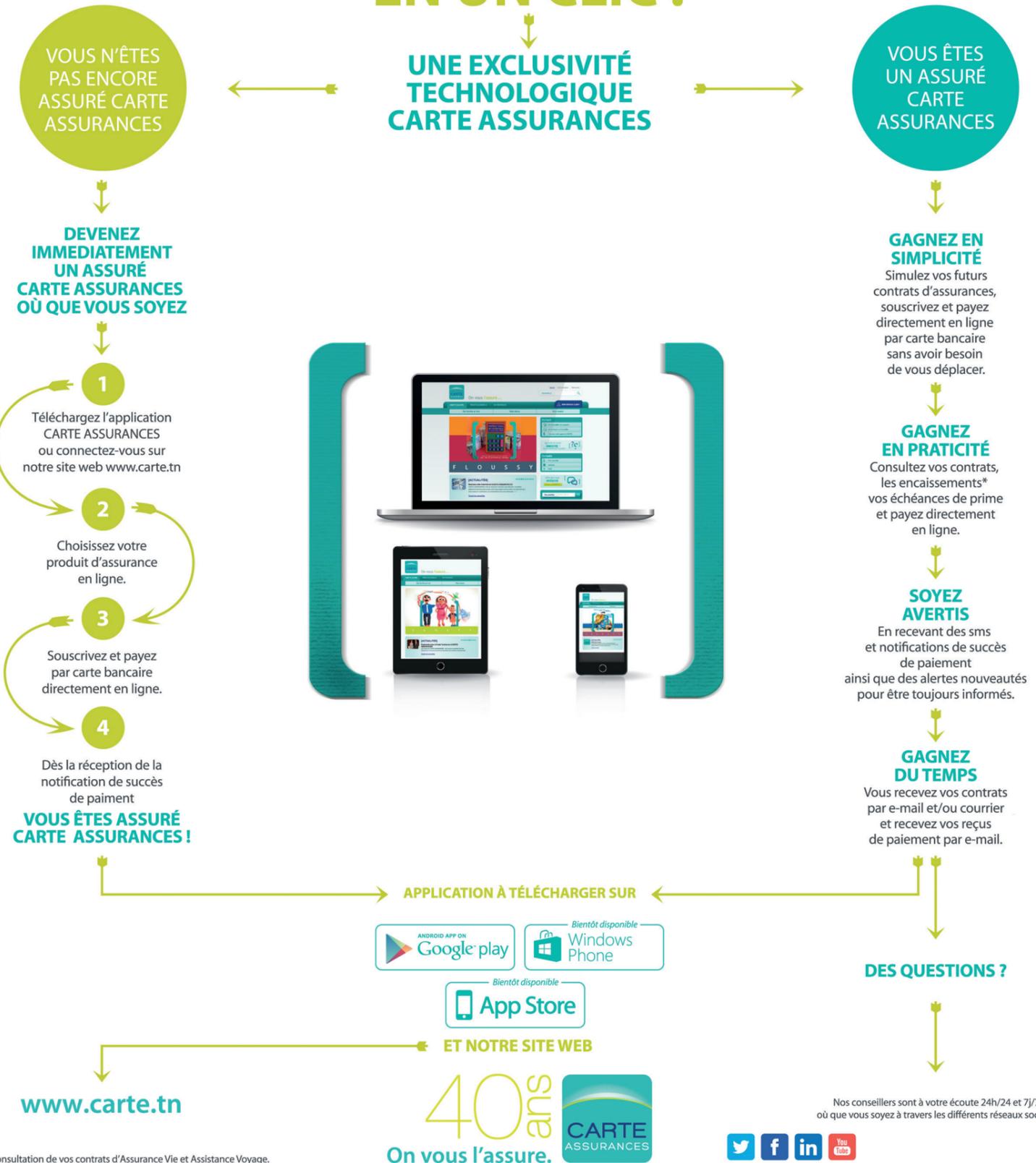
La suite, on la connaît. Après 6 ans de bons et loyaux services passés chez la BBC, Makki est

sollicité par Moez Ben Gharbia, alors en plein élan vers le lancement de sa future chaîne Attessia TV. Celui-ci était en effet à court de responsable News. Mais qu'est-ce qui a motivé une telle décision pour le moins risquée? «J'avais depuis quelque temps l'intention de rentrer, en particulier depuis la révolution, car celle-ci a mis en branle un mouvement propice à l'exercice d'un journalisme libre», justifie l'animateur. A côté de son rôle habituel de présentateur JT, Makki anime également «Allô Jeddah», une émission qui fait du bruit sur les réseaux sociaux. Son concept? Faire appel au talent d'imitateur de Migalo, niché discrètement dans les coulisses et en liaison vocale avec le plateau, pour tendre un redoutable piège à des invités politiques sciemment choisis. Il s'agit en effet de leur faire croire que Zine el-Abidine Ben Ali est au bout du fil... Certains des invités politiques ayant affiché de la clémence face au raïs déchu, l'émission a naturellement fait un énorme buzz. Or, on le sait, les buzz sont éphémères. Son retour à Tunis signera-t-il un déclin dans sa carrière? S'il est encore trop tôt pour le savoir, l'audience d'une chaîne mastodonte comme la BBC est sans commune mesure avec celle, confidentielle, d'Attessia TV... ■

Néjiba Belkadi

NOUVEAU MODE DE SOUSCRIPTION ET DE PAIEMENT EN LIGNE

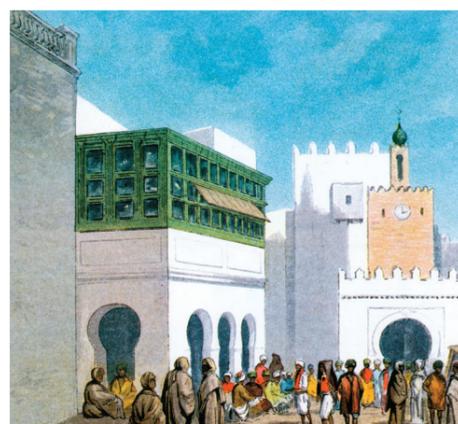
DEVENEZ UN ASSURÉ CARTE ASSURANCES EN UN CLIC!



Sfax à travers ses deux siècles d'or : les XVIII^e et XIX^e

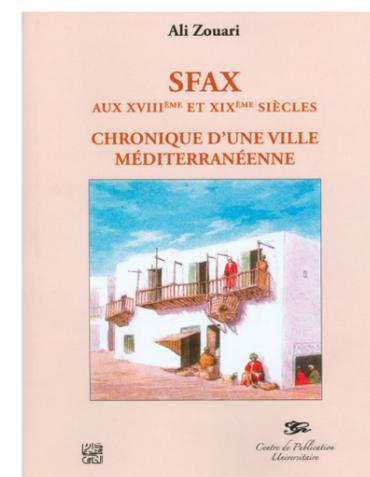


Comprendre Sfax et sa région d'hier, à travers son histoire, sa géographie, son économie et son organisation, pour appréhender son rôle aujourd'hui et explorer ses perspectives de demain : Ali Zouari nous en livre des clés instructives. Son ouvrage d'érudit, fort de plus de 464 pages, intitulé *Sfax aux XVIII^e et XIX^e siècles, Chronique d'une ville méditerranéenne*, alterne récits, analyses, commentaires d'une grande précision et pertinente vision. →



L'

auteur est l'un des meilleurs spécialistes de l'histoire de Sfax. Il lui a consacré une thèse de doctorat érigée en référence et toute sa carrière de chercheur à l'Institut national du patrimoine (INP), d'abord en tant qu'inspecteur pour le sud-est tunisien. On lui doit le Musée des arts et traditions populaires Dar Jellouli, une étude sur les relations commerciales entre Sfax et le Levant aux XVII^e et XIX^e siècles (INAA, 1990), et de nombreuses publications dans des revues d'histoire. De tous les historiens, anciens et modernes qui ont travaillé sur Sfax, il se distingue par sa rigueur et son accès à des documents rares, puisés aussi bien dans les



Sfax aux XVIII^e et XIX^e siècles, Chronique d'une ville méditerranéenne de Ali Zouari
Coédition CPU et Med Ali Edition, 2016, 464 pages

Archives nationales et le fonds de l'INP que dans les archives familiales (les Nuri, Sallami, Jallouli...), les documents administratifs, les archives de notaires et autres sources précieuses.

Un voyage aux multiples découvertes

L'ouvrage est structuré en six grands chapitres, les uns aussi denses et documentés que les autres. Ali Zouari commence dans les trois premiers par planter le décor : le site et ses influences sur la vie quotidienne, le cadre urbain, l'organisation administrative et judiciaire. Puis, il aborde les services urbains et les mécanismes de la circulation ■■■



■■■ des biens, avant de terminer par l'analyse des activités économiques. Tout est passé au peigne fin. On y découvre, dans le cadre urbain, les différentes trames de l'aménagement de la médina, l'organisation des souks et de leurs annexes en qayssariyya, fondouks, oukalas, rahba, les extensions extra-muros (rbads...). Dans la partie réservée à l'organisation administrative et judiciaire, l'auteur détaille le système caïdal, la fonction du caïd et de ses agents auxiliaires, le capitaine du port, les fermiers (lazzamas), la garde de sécurité... Puis, il aborde la justice charaïque : cadi, muftis, notaires et la justice caïdale, beit al mal, les habous...

Les services urbains restituent la voirie de l'époque, le ravitaillement en eau, les fours et boulangeries, les services d'hygiène et de santé (bains publics, guérisseurs et établissements hospitaliers...). Quant aux



mécanismes de la circulation des biens, on apprend beaucoup sur le régime de la propriété pleine et entière, les moyens d'acquisition de la propriété, la mobilité des biens, l'évolution des concessions et les différents systèmes d'association. Mais, c'est sans doute la dernière partie du livre, consacrée aux activités économiques, qui éclaire le plus le présent de la région. L'itinéraire historique du commerce sfaxien, les caractéristiques et les instruments du commerce, l'agriculture, ses modes et ses techniques, la pêche, l'artisanat, les corporations et les différents métiers : textile, cordonnerie, parfumerie, bijouterie, armurerie, constructions navales...

Des apports enrichissants

En choisissant les XVIII^e et XIX^e siècles pour son étude, Ali Zouari a limité cette longue

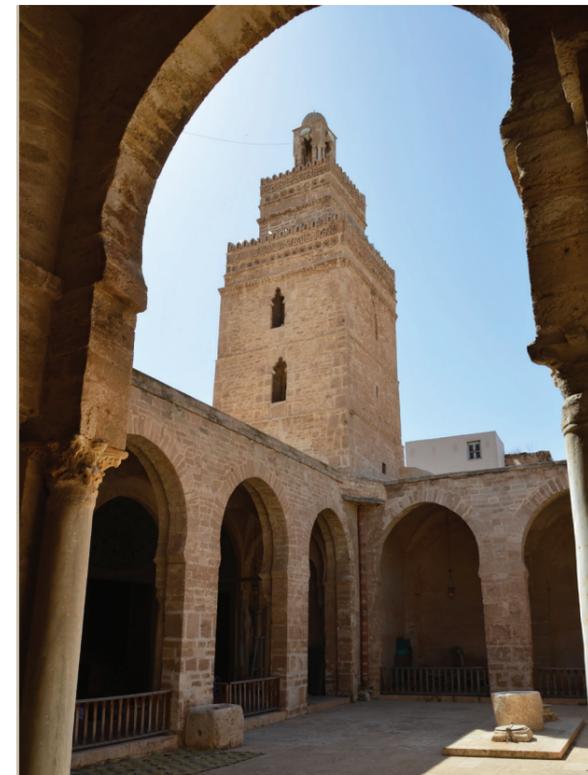
période à deux dates significatives : 1705, instauration de la dynastie husseinite, et 1881, celle du protectorat français. Deux siècles ou presque qui ont marqué Sfax à travers des événements qui y ont laissé leurs empreintes, façonné les contours de la région et favorisé son développement. «*De nouvelles conjonctures favorables, apparues successivement dès le XVIII^e siècle, souligne l'auteur dans sa conclusion, permirent à Sfax, déjà forte du legs du XVII^e siècle, de mieux se reconstruire et de se développer davantage dans une dynamique d'enchaînement des causes et des effets. Par exemple, le développement économique, à chaque étape, lui attirait des immigrants musulmans, tunisiens et tripolitains et, plus tard, au XIX^e siècle, à partir de 1824, des immigrants de confession chrétienne et juive. Les immigrants ont favorisé l'extension de la ville à l'extérieur des remparts, changeant ainsi son aspect urbain et*

ont apporté leur soutien aux activités urbaines». Il détaillera longuement ces apports bénéfiques de diverses formes telles que les associations entre les capitaux sfaxiens et les éleveurs ruraux de l'arrière-pays, les contacts avec la capitale et le monde méditerranéen, l'essor du commerce en moteur économique. Bien intégrée dans son univers tunisien, ne faisant guère partie à part, Sfax, puis dans son patrimoine institutionnel, social et culturel, des éléments vivifiants et régénérateurs qui la rendent plus déterminée à faire face aux dangers et à se prendre en charge.

Une riche bibliographie et des annexes utiles

Deux grands plus dans cet ouvrage : l'abondante bibliographie qui approfondit la lecture et éclaire le chercheur et les nombreuses ■■■





■ ■ ■ annexes établies pour la plupart par l'auteur lui-même. On y trouve notamment la liste complète des caïds de Sfax entre 1709 et 1872, les forteresses armées, les Fouartis ayant exercé la magistrature et la jurisprudence, le Habous de la Grande mosquée, les propriétés immobilières des frères Nouri, les biens accordés

par Hammouda Sallami à ses enfants, etc. Le mérite d'Ali Zouari est d'avoir offert à travers ce livre un document exceptionnel par sa méthodologie, son érudition et sa rigueur qui restitue un pan d'histoire et invite à la réflexion. Il se lit facilement et nous interpelle à chaque paragraphe. ■

DAR BYRSA

Residence

Les Jardins de Carthage

Exceptionnel Duplex S+3 dans une résidence de haut standing



Surface : 204 m²
Jardin Privatif
Place de Parking
Cellier



Société de Promotion Immobilière AL OSRA
Tél. : +216 20 422 726
commercial.alosra@gnet.tn
www.immo-alosra.com

102.5 Mhz
Sousse
Hammamet
Nabeul Sud
Zaghouan

104.4 Mhz
Kairouan
Sidi Bouzid
Kasserine
Seliana

89.4 Mhz
Monastir

91.6 Mhz
Mahdia
Sfax

FM

Jawhara



تابهوا "بوليتيكا"

على الجوهرة FM

من الإثنين إلى الجمعة من 12:00 إلى 14:00

www.Jawharafm.net

Les caïds de Sfax entre 1709 -1872 35, gouverneurs et 41 exercices de pouvoir

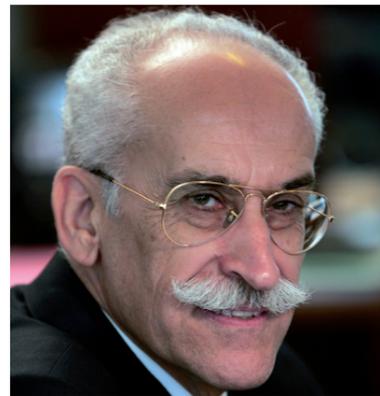


'Abū Muḥamad al-Turkī	Rağab 1121H/octobre 1709 ¹
Aḥmad al-Sibī	1138-1141H / 1725-1729 ²
Ḥammūda b. h)āğ Aḥmad al-Sibī.	1142-1145 H / 1729-1732 ³
'Alī al-Ġallūlī	1149-1154 H / 1736-1741 ⁴
Muḥamad al-Siāla	1165 H / 1751 ⁵
Aḥmad Ḥlīla	1166 et 1168 H / 1752 et 1754 ⁶
'Abū 'Abdallah Muḥammad Laşram	1172 H / 1758 ⁷
Ḥammūda al-Ġazālī	1174 H / 1760 ⁸
'Alī b. Yūnis	1177 H / 1763 ⁹
Bakkār al-Ġallūlī	1184-1196 H / 1770-1781 ¹⁰
Maḥmūd al-Ġallūlī	1196-1217 H / 1781-1802 ¹¹
Muḥammad al-Harrāt)	1223 H / 1808 ¹²
Ah)mad Būdayya	Vers 1224 H / 1809 ¹³
Bakkār Nuwayra	Nommé le14 rabī' 1226H/ 10/5/1811 ¹⁴
Muḥammad al-Ġallūlī	1227-1229 H / 1812 – 1813 ¹⁵
Bakkār al-Ġallūlī II	1238-1240 H / 1822-1824 ¹⁶
Farh)āt al-Ġallūlī	1244 H / 1828 ¹⁷
Ḥasan al-Ġallūlī	1245 H / 1829 ¹⁸
Rağab b. 'Ayyād	1251-1257 H / 1835-1841 ¹⁹
Muḥammad al-Ġallūlī	1257-1259 H / 1841-1843 ²⁰
Aḥmad al-Sallāmī	1259 H / 1843 ²¹
Ḥmayyis al-Şabāb	1260 H / 1844 ²²
Farḥāt al-Ġallūlī	1261 H / 1844 ²³
Ḥammūda al-Şabāb	1262 H / 1846 ²⁴
Muṣṭapha al-Şabāb	Nommé le 4 muḥarram1264 H le 13 décembre 1847 ²⁵
Farhaāt al-Ġallūlī	Şa'bān 1264 H / juillet 1248 ²⁶
Yūsif al-Ġallūlī	Şawwāl 1265 H / août 1849 ²⁷
'Alī al-Ġallūlī	Qa'da 1265 H / septembre 1849 ²⁸
Yūsif al-Ġallūlī	Ġumāda II H / sept. 1859 ²⁹
'Alī al-'Arūsī	1266 H / 1849 ³⁰
H)asan Şāqaşlī	1267-1268 H / 1850 – 1852 ³¹
Muḥammad b. al-Şīh	1269-1271 H / 1852-1854 ³²
Şālah b. 'Alī	1271-1276 H / 1851 – 1859 ³³
'Amīr al-Liwā' Murād	Ġumāda II 1276 H /décembre 1259 Janvier 1260 ³⁴
	Rağab 1276 ramad)n 1278 H
'Alī al-'Arūsī	Janvier 1860 – mars 1862 ³⁵
	Muḥarram 1279 / juin 1862 ³⁶
Muḥammad b. al-Şīh.	1279-1280 H / 1862 – 1863 ³⁷
'Amīr al-Liwā' Murād	1281-1289 H / 1864-1872 ³⁸
Ḥusayn al-Ġallūlī	

De 1709 à 1872, c'est-à-dire sur cent et trois ans, nous avons compté trente-cinq gouverneurs et quarante et un exercices de pouvoir. Sur les trente-cinq gouverneurs, cinq ont vu leurs mandats renouvelés. C'étaient Farhat al-Galuli, Muhammad al-Galluli, Yusif al-Galluli, Murad et Muhammad b. al-Sih. Nos document font allusion à plusieurs mandats pour Husayn al-Galluli. Nous n'avons pu déterminer que le plus long (1864-1872). La moyenne générale des mandats était de deux ans et demi. Ce n'est qu'une moyenne approximative puisque la liste que nous avons présentée comporte des trous. Certains mandats se sont limités à un an, à quelques mois parfois. C'était par exemple le cas du premier mandat du caïd Murad. Des mandats aussi courts n'étaient pas particuliers à Sfax. J. Ganiage généralise. Il soutient que cela avait touché toutes les circonscriptions de la Régence. L'instabilité de la charge caïdale, flagrante après la mort de Hammouda Basa, était liée aux caprices des beys et de leurs ministres, à leur cupidité et aux besoins d'un trésor béant. Ce comportement avait ses retombées sur ceux des caïds, la voie leur étant ouverte pour des malversations fâcheuses.

Etant un bénéficiaire, la menace d'une disgrâce mettait les dépositaires d'une charge beylicales dans des situations embarrassantes. Ainsi, dès le départ de leurs exercices, il leur fallait, le plus rapidement possible, récupérer leurs avances, leurs bénéfices, et en même temps avoir une conduite qui leur permettait d'être admis, ou du moins tolérés par leurs administrés.

Youssef Saheb-Ettabaâ, le vizir magnifique



■ Par Mohamed-El Aziz Ben Achour

bey Hammouda Pacha, Baccar Djellouli dit à Youssef de faire le baisemain au prince et d'aller prendre place parmi les mamelouks du souverain. Bientôt remarqué par son maître, son ascension se fit rapidement. Hammouda commença par lui confier la fonction théoriquement sans grand pouvoir de saheb-ettabaâ, c'est-à-dire non pas, comme on le dit souvent par erreur, le garde du sceau mais en réalité celui qui applique le sceau sur les décrets et documents en présence du bey, lequel ne se sépare jamais de cet attribut du pouvoir. Mais la position assure une proximité régulière avec le pacha et si, comme c'était le cas avec Youssef, le titulaire de cette charge avait du charme et de l'intelligence, l'espoir d'une promotion rapide était permis.

La jeunesse des deux hommes – Hammouda Pacha avait 23 ans lors de son accession au trône et Youssef guère plus de 20 — alors que les dignitaires étaient dans la plupart des cas des collaborateurs du père de Hammouda, le bey Ali (1759-1782) et donc d'une autre génération, a sans doute été pour beaucoup dans la naissance de l'entente profonde qui allait les lier à jamais. Il bénéficia aussi de l'appui d'un ouléma, qui fut le précepteur puis le conseiller écouté du bey, l'historiographe Hammouda Ben Abdelaziz. Rapidement Youssef devint non seulement le collaborateur principal du pacha mais son ami intime. Cette amitié fut renforcée lorsque Youssef sauva le bey d'une tentative d'assassinat nocturne fomentée par de jeunes mamelouks au

sérait. L'appel au secours de Hammouda parvint jusqu'à la chambre voisine du saheb-ettabaâ qui arriva juste à temps pour empêcher qu'on égorge son maître.

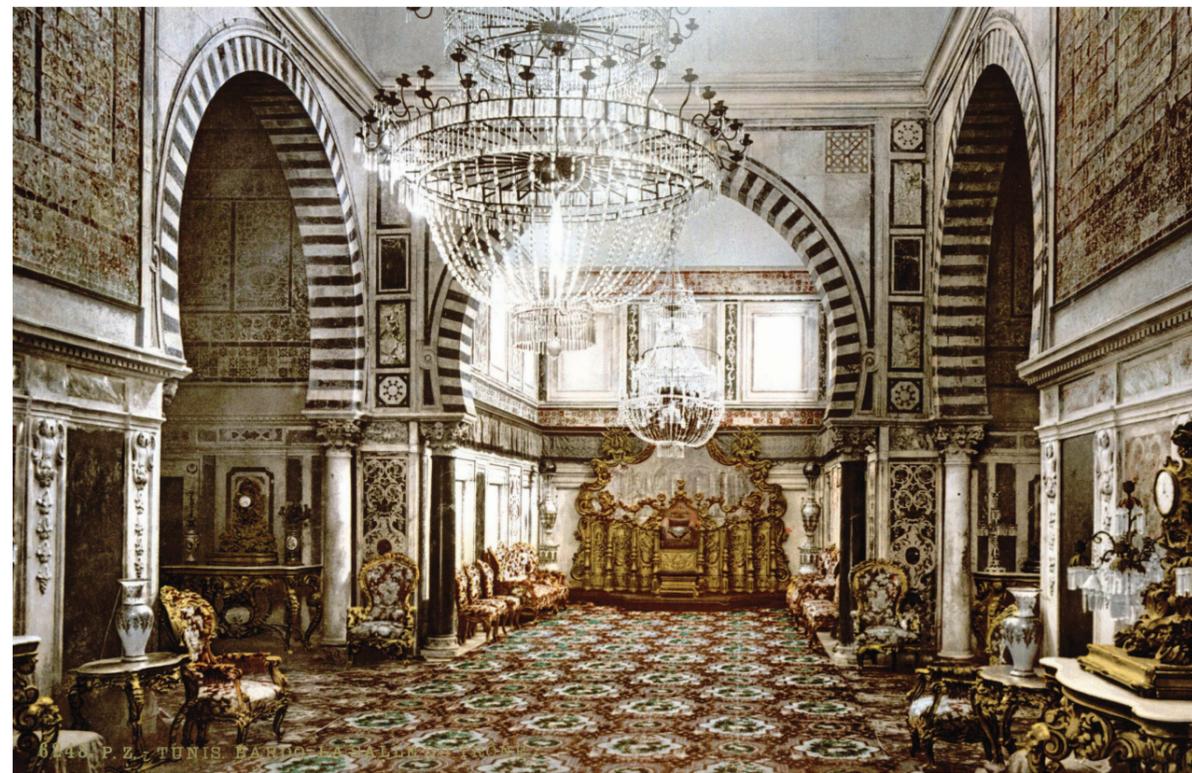
La relation entre les deux jeunes hommes était, dirait-on aujourd'hui, fusionnelle. Evoquant cette amitié particulière, l'historien Ben Dhiaf, à la plume

toujours élégante, écrit dans sa notice biographique de Youssef que le bey «voyait le monde par ses yeux et n'appréciait le plaisir de régner que par sa présence». Malgré l'existence de dignitaires rompus à l'exercice de la politique et aux arcanes du séraï tels que l'influent Ben Abdelaziz, le puissant ministre Mustafa Khodja, ou le bâsh kateb (chef de la chancellerie) Mohamed Lasram, Youssef ne

tarda pas à gagner la confiance de son maître le pacha et à devenir non seulement son premier collaborateur mais son confident de tous les instants. Il eut l'intelligence de ménager les susceptibilités – nombreuses au Bardo – et surtout la chance de réussir dans les missions délicates qui lui furent confiées. En 1795, il est chargé d'aller à Constantinople calmer le courroux du ■■■

Vers 1777, au port d'Istanbul, un agent du puissant caïd Baccar Djellouli s'apprête à embarquer pour Tunis via Alexandrie, accompagné d'un jeune esclave originaire de Moldavie dont il vient de faire l'acquisition pour son maître. Un garde leur barre la route en invoquant un décret impérial interdisant la sortie de tout mamelouk vers l'Egypte. Le jeune homme intervient alors, inventant avec aplomb une histoire extraordinaire : «Je suis un affranchi, dit-il au militaire, et je compte me rendre à Tunis auprès de mon frère, dignitaire à la cour du bey». Ainsi commence, par ces propos prémonitoires, le destin romanesque, brillant et tragique de celui qui allait devenir un des plus puissants ministres de la Tunisie beylicale, Youssef Saheb-Ettabaâ. →

Arrivé en Tunisie, il est logé au Dar Djellouli de Sfax et on lui apprend la langue et les usages du pays. Lorsque vint la cérémonie du serment d'investiture donné au Bardo au nouveau



■ Bay El Bacha, salon du Bardo devant lequel a été assassiné Youssef Saheb-Ettabaâ.



■ Hammouda Pacha (tableau de N. Khayachi).



■ Mahmoud Pacha Bey (tableau de Griganti)

■■■ sultan après l'expédition militaire tunisienne en Tripolitaine (voir *Leaders*, n°58, mars 2016). Youssouf réussit pleinement sa mission puisqu'il revint non seulement chargé de cadeaux impériaux dont une superbe frégate mais aussi du firman d'investiture pour les Karamanli de Tripoli, protégés des Tunisiens! Cerise sur le gâteau, il réussit même à affirmer l'autonomie de son pays en refusant de faire baisser le pavillon tunisien en entrant dans le port d'Istanbul, malgré l'injonction des autorités navales.

En juin-juillet 1807, lorsque la menace d'une occupation militaire algérienne devint bien réelle après la déroute des troupes tunisiennes un mois et demi plus tôt, c'est Youssouf qui, à la tête d'une nouvelle armée reconstituée grâce notamment à la générosité de Mahmoud Djellouli, le puissant fils de Baccar (*Leaders*, n° 60, mai 2016), réussit à vaincre les soldats turcs d'Alger dans la région de l'Oued Serrat, non loin de la frontière entre les deux provinces ottomanes. Lors de cette expédition, nanti des pleins pouvoirs par son maître, il eut l'occasion de confirmer ses talents politiques et militaires, sa loyauté indéfectible au bey et son souci de protéger les biens et les cultures de la population sur le trajet emprunté par son armée. En 1812, les Turcs d'Alger voulurent en découdre encore. Leurs bateaux menacèrent La Goulette. Mais ils furent repoussés par les batteries tunisiennes sous la supervision de Youssouf, dépêché en urgence par le bey.

Il eut aussi l'occasion de faire encore une fois la preuve de son dévouement à l'Etat beylical lors de la mutinerie des janissaires en septembre 1811. Il assura énergiquement la défense de Tunis en s'appuyant sur les autorités autochtones de la ville comme Hamida Ghammad, le cheikh el médina et Ali Mhaoued, le cheikh du faubourg de Bab Souika ainsi que des officiers du Makhzen, le bâsh Agha Ali Djaziri et le kahia des spahis Mohamed El Khamessi. Réfugiés dans la citadelle de La Kasbah, les «Turcs» ne purent soutenir bien longtemps le siège des forces loyalistes et durent rendre les armes.

Par sa politique à l'égard des milieux tunisiens et en particulier les hommes de religion — qui étaient aussi, rappelons-le, les enseignants — Youssouf Saheb-Ettabaâ contribua à renforcer la légitimité de la dynastie en fournissant des aides et subventions



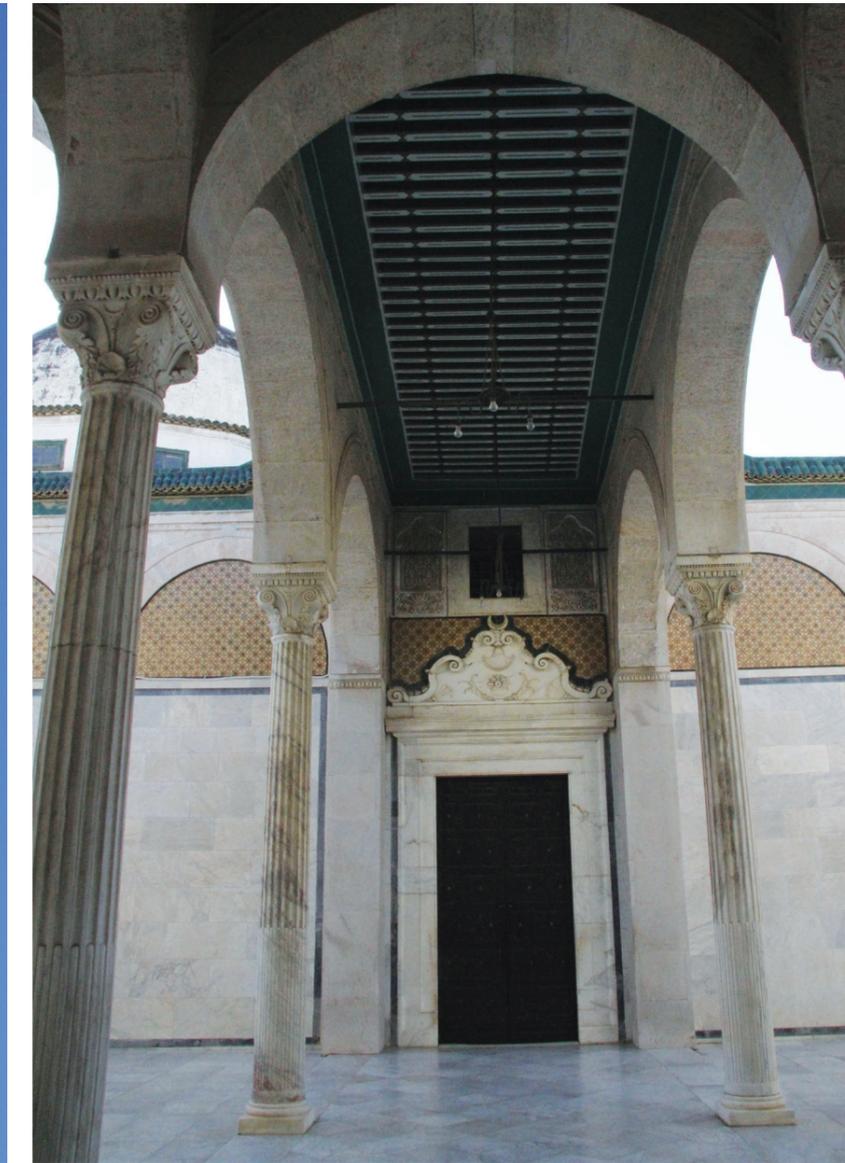
et en instituant des fondations perpétuelles (habous ou wakf-s) au bénéfice des professeurs et des étudiants. L'exemple le plus célèbre de la munificence du vizir est celui de l'aide capitale qu'il apporta au cheikh sidi Ibrahim Riahi. Au bout de vingt ans de séjour à Tunis, dont une bonne partie consacrée à l'enseignement, cet ouléma originaire de Testour n'avait pu, en bon intellectuel, constituer le moindre patrimoine et songeait sérieusement à quitter la Tunisie. Alerté, Youssouf lui obtint un brevet de notaire, lui fit don d'une maison et le maria même! Demeuré au pays, où il mourut en 1850, le cheikh eut finalement une brillante carrière puisqu'il

accéda aux hautes fonctions de bâsh-mufti malékite et de Premier imam de la grande mosquée Zitouna. Soufi, il fut l'introducteur en Tunisie de la confrérie Tidjaniyya, et sa zaouia, située dans le quartier de la rue du Pacha, fait aujourd'hui encore l'objet d'une vive vénération. Cet illustre protégé du Saheb-Ettabaâ joua même un rôle dans la diplomatie tunisienne puisqu'il effectua des missions pour le bey auprès du sultan du Maroc en 1803-1804, puis, en 1838, sous le règne d'Ahmed pacha bey, auprès du sultan ottoman. Il put même, à une époque où la chose n'était guère aisée, effectuer le pèlerinage aux Lieux saints aux frais du bey

Mustafa (1835-1837) et en son nom, selon l'usage en vigueur dans le rite hanéfite. Bien d'autres exemples de la générosité de Youssouf peuvent être cités. Retenons seulement que les fonds qu'il avait alloués au bénéfice des enseignants dans sa mosquée d'El Halfaouine étaient si bien dotés que l'Etat eut, après sa mort, toutes les difficultés du monde pour ramener les professeurs vers la mosquée Zitouna, foyer traditionnel de l'enseignement en Tunisie.

Soucieux de s'attirer les bonnes grâces des saints personnages, il fut, affirme Ben Dhiaf, ■■■

■ La mosquée Youssouf Saheb-Ettabaâ (Halfaouine) (1808-1814)



■ ■ ■ le premier vizir à effectuer des visites aux zaouias pour solliciter leur baraka avant toute entreprise d'importance. Il le fit notamment à l'occasion de son départ en campagne contre les Turcs d'Alger. Youssouf joua ainsi un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de la politique des beys husseïnites qui consistait à renforcer la légitimité du trône par un appui constant aux oulémas et aux confréries religieuses ou encore d'assistance aux œuvres de charité. Il fonda ainsi

un habous au profit de l'hospice (mâristân) de Sfax. Grand bâtisseur, il fut, entre 1808 et 1814, à l'origine d'une vaste réorganisation urbaine du quartier de Halfaouine comprenant une grande mosquée, sans doute une des plus belles du Maghreb dont il confia la conception à l'architecte Sassi Ben Frijja, une médersa, une fontaine publique, un souk, divers entrepôts et boutiques, un palais et ses dépendances ainsi que sa tourba où il serait enterré. La plupart des koultabs de la ville, nous

dit Ben Dhiâf, ont été construits ou restaurés par ses soins sans compter de nombreuses contributions destinées au relèvement des mosquées et oratoires. Et lorsque Hammouda pacha entreprit de renforcer les défenses de la capitale, Youssouf Saheb-Ettabaâ prit sur ses deniers les frais de construction d'un fort (borj) qui porte son nom dans le faubourg de Bab El Khadhra. On lui doit aussi l'édification de thermes à Korbous, dont il rendit l'accès aux malades et curistes plus facile

en améliorant le chemin d'accès. Il fit construire plusieurs fontaines et réservoirs en différents endroits de la régence et un pont dans la région de Mateur.

Ces actions de mécénat et de contribution aux efforts du prince et de son Etat ne furent possibles que grâce à la fortune - colossale à l'échelle du pays - que Youssouf, en parfait vizir d'Orient, avait réussi à amasser en un temps record.

Chargé par le bey, au tout début de sa carrière, de la désignation des gouverneurs selon le système de la vénalité des charges, il s'assura de substantiels revenus tout en se constituant un puissant réseau d'obligés, sans pour autant négliger les intérêts et de son maître et de l'Etat.

Mais c'est surtout en exerçant un monopole de fait sur le commerce extérieur du pays qu'il accumula

une grande richesse. Tout passait par lui et ses proches collaborateurs comme son ami de toujours Mahmoud Djellouli. Des négociants tels que le Djerbien Hadj Younès Ben Younès ou le Sfaxien Mohamed Ellouze étaient ses agents et ils purent, grâce à sa protection, accumuler des fortunes considérables. Evidemment, le saheb-ettabaâ ne payait aucun droit sur ses activités commerciales. Il était donc de la première importance pour tous les marchands tunisiens ou européens ■ ■ ■

■ La cour de la mosquée



■■■ d'être proches du ministre. Cette mise en coupe réglée du pays était un phénomène fort répandu dans tous les Etats orientaux, mais à l'époque, la Tunisie était encore à l'abri des perturbations et du surendettement qu'elle allait connaître dans la seconde moitié du XIXe siècle et Youssouf savait redistribuer une partie de ses richesses.

L'activité corsaire, favorisée par la conjoncture des guerres de la Révolution et de l'Empire, était l'autre principale source de richesse du vizir. Ses protégés en bénéficiaient largement, en particulier les raïs qui commandaient ses galères comme Hassouna Mourali, personnage digne d'un roman

d'aventures dont Ben Dhiab nous conte la riche existence : corsaire intrépide et marchand avisé, maniant, entre autres langues étrangères, l'anglais, il fut sauvé des griffes d'un forban d'Alger par un navire américain au capitaine duquel il put expliquer sa mésaventure dans la langue de Shakespeare.

Une autre fois, attaqué par un bateau anglais et sa cargaison saisie, Mourali alla jusqu'à Londres demander réparation. Il obtint gain de cause, séjourna quelque temps là-bas et offrit même ses services à l'armée de Sa Majesté britannique en qualité d'interprète en Egypte au moment de l'expédition de Bonaparte. De retour à Tunis, il

put regagner la confiance du bey, sans doute grâce à la protection de Youssouf parce que quelques-uns ne manquèrent pas de le soupçonner d'avoir apostasié. Ainsi allait le monde en ces temps de décadence musulmane où sortir des sentiers battus, apprendre les langues ou aller en Europe pouvait faire douter de votre foi...

Une telle réussite, une proximité de tous les instants avec celui qui fut le plus brillant des beys husseïnites n'allait pas sans susciter des haines tenaces.

A la mort de Hammouda pacha survenue le 16 septembre 1814, les jalousies, longtemps contenues,

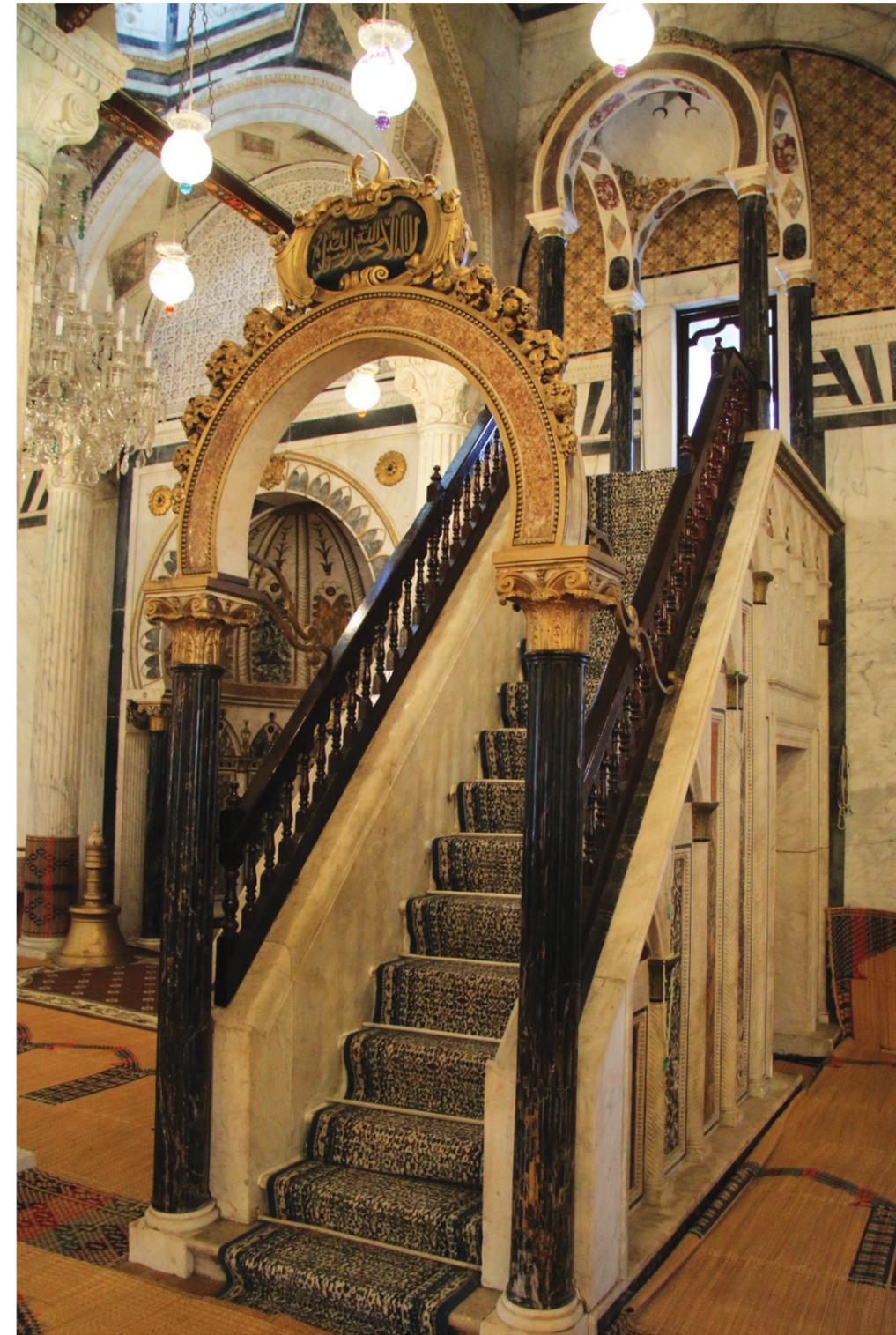
se déchaînèrent et les intrigues visant à éliminer le puissant Saheb-Ettabaâ prirent corps ; avec d'autant plus de chances d'aboutir que Youssouf, qui jusque-là avait toujours fait preuve d'une grande prudence, manifesta dans ces circonstances une audace qui allait lui être fatale.

Rappelons ici que Hammouda pacha avait déjà été choisi dès 1777 par son père comme successeur au détriment de son cousin Mahmoud, plus âgé et qui, selon la règle de succession par primogéniture, aurait dû succéder à son oncle Ali. Mais les qualités du jeune prince, le caractère conciliant de Mahmoud, les égards manifestés tout au long de son règne à son oncle et ses cousins par Hammouda pacha avaient permis que les choses se passent dans la stabilité.

Mais lorsqu'en 1814, Youssouf – sans doute tenté d'exercer la réalité du pouvoir – imposa le falot Othman, frère de Hammouda, Mahmoud et surtout ses deux fils Mustafa et Hussein décidèrent de réagir. Ils assassinèrent le bey régnant et ses fils et reprirent le pouvoir avec la complicité d'un vieux rival de Youssouf, El Arbi Zarrouk, leur frère de lait et un des collaborateurs en vue du règne de Hammouda. En apparence, Youssouf gardait ses attributions, et Mahmoud le maria même à sa cousine, la sœur de Hammouda pacha. Mais son sort était scellé, Zarrouk et les fils du bey n'ayant cessé d'aiguïser les soupçons du pacha à l'égard de Youssouf. Le 29 janvier 1815, au soir, il fut mandé au palais par le bey et suivit l'officier venu l'informer.

Au Bardo devant le salon connu sous le nom de Bayt el Pacha, il fut soudain insulté par l'officier qui marchait derrière lui. Il se retourna et fut frappé d'un coup de couteau au visage. Il s'effondra et aussitôt plusieurs hommes en armes s'acharnèrent sur lui et le massacrèrent littéralement. Le lendemain, dans une mise en scène macabre, son cadavre fut jeté à proximité de sa mosquée d'El Halfaouine. Son corps livré à la populace du faubourg fut déchiqueté et l'historiographie traditionnelle rapporte qu'il fut même l'objet d'actes d'anthropophagie.

Il s'agit là d'un bien étrange cas d'hystérie collective alors même que Youssouf était, de l'avis unanime, un bienfaiteur de la ville. Mais, c'est un ■■■■



■ Le Minbar

■ La salle de prières



■ ■ ■ fait bien connu, l'ingratitude de certains et l'excitation sur commande d'une racaille soudoyée par quelque ennemi irréductible peuvent transformer les obligés serviles d'hier en acteurs féroces d'une vengeance imaginaire.

Sa fortune fut, bien entendu, confisquée par Mahmoud pacha bey et ses fils. Tous ses collaborateurs et suivants furent tués ou arrêtés et dépouillés de leurs biens. Son secrétaire, Hadj Bedhiaf, le père de notre Ben Dhiaf, ne dut la vie sauve qu'à l'intervention salutaire d'El Arbi Zarrouk

qui arrêta le bras du bourreau au prétexte qu'il était le seul au fait de la comptabilité du saheb-ettabaâ. Quelques années plus tard, en 1822, son rival autochtone et la cheville ouvrière du complot ayant abouti à l'assassinat en décembre 1814 de Othman bey et de ses fils au profit de Mahmoud, El Arbi Zarrouk était, à son tour, assassiné sur ordre du bey, excédé sans doute par son statut de «faiseur de roi».

Puissant ministre mamelouk et confident de son maître, mort sans descendance

(Hammouda Pacha s'était toujours opposé à son mariage et il fut tué alors que les préparatifs de la cérémonie nuptiale étaient en cours) mort dans des conditions tragiques, Youssouf donna au long règne de Hammouda une dimension romanesque.

Victime pathétique autant que bénéficiaire du pouvoir despotique, flamboyant, toujours généreux, souvent abusif, il fut un brillant vizir mamelouk mais très attaché à sa patrie d'adoption, très puissant et très vulnérable,



■ La Tourba

proche des élites locales de Tunis et de l'intérieur mais, comme tous les vizirs de ces temps-là, sans réelle volonté de renforcer l'économie et ses forces vives.

Dans l'histoire des dynasties musulmanes, le destin de ces jeunes mamelouks arrachés dès l'enfance à leurs familles en Roumanie, en Géorgie, en Circassie, en Grèce et ailleurs, qui accédaient à de très hautes fonctions mais dont la vie était liée corps et biens aux despotes, avait quelque chose de poignant.

Le sentiment que nous éprouvons au récit de leurs existences est encore plus vif dans le cas de Youssouf. En effet, à la différence d'autres grands mamelouks comme Mustafa Saheb-Ettabaâ, Mustafa Agha, Mustapha Khaznadar ou Khérédine qui firent souche dans notre pays et servirent plus d'un bey, il eut son sort lié à la seule personne de Hammouda pacha dont il illumina la vie et le règne avant de disparaître tel un météore. ■

Md.A.B.A.

■ Tombe de Youssouf
l'épithape est de Sidi Ibrahim Riahi



La Médina change doucement de vocation

Ce n'est pas une nouveauté : les rues sinueuses du quartier historique de la Médina de Tunis regorgent de maisons bourgeoises et de palais séculaires transformés tantôt en restaurants, tantôt en hôtels de charme ou en chambres d'hôtes... Mais si l'architecture typique de l'époque médiévale et les dédales aux portes arquées du quartier de Tunis captivent promeneurs tunisiens et visiteurs étrangers, la chute vertigineuse du tourisme n'a pas épargné la Médina. →

Pourtant, l'état d'esprit volontiers optimiste des propriétaires et gérants d'hôtels que Leaders a pu visiter contraste avec cet état de fait. Ces derniers, en plus de n'être pas animés par la logique de recherche de rentabilité propre aux grands hôtels de masse, placent leurs espoirs dans les futures éclaircies qu'ils sont certains de voir bientôt apparaître.

Dar El Médina : une ambiance familiale chic

Il fait partie de ceux qui ont ouvert la boîte de Pandore de la modernisation de la Médina et de l'ouverture de ses espaces domestiques secrets au public. Salah Belhaouane, gérant de la société familiale qui détient Dar El Médina, arrière-petit-fils de celui qui l'a construite en 1820, est le premier à avoir eu l'idée innovante d'introduire sa propre maison médinoise dans le circuit de l'hôtellerie de charme. Située au cœur de la rue Sidi Ben Arous, à deux pas de la mosquée Hammouda Pacha, cette maison bourgeoise fut transformée en hôtel de charme à partir des années 2005.

Il s'agit d'un phénomène à la fois social et économique qui se répand comme une traînée de poudre, puisqu'il y aurait aujourd'hui 17 projets d'ouverture d'hôtels au cœur de la Médina. Car avec la prolifération des descendance des premières générations et

l'aménagement des quartiers excentrés du Grand Tunis, il est en effet devenu habituel que les habitants de la Médina troquent leur foyer d'origine contre des villas de banlieue plus confortables. Mais certains possesseurs, conscients de la valeur, y compris symbolique, de leur patrimoine, ne font pas le choix de le vendre. «*Nous, on voulait plutôt garder la maison en notre nom et ne pas la voir tomber en ruine !*», explique Salah Belhaouane. Si au tout début, le concept n'a pas trouvé d'écho auprès des Tunisiens, peu habitués à voir dans ces lieux exigus de possibles espaces de vacances, les touristes, eux, ont rapidement affiché une curiosité pour ce type de lieux de villégiature. «*C'est la curiosité de diplomates européens que l'ouverture de notre hôtel a suscitée. Nous nous sommes ensuite constitué une clientèle, surtout française, de classe socioprofessionnelle élevée et d'un certain niveau intellectuel : chercheurs, universitaires, écrivains ou artistes constituent aujourd'hui le gros de notre niche.*».

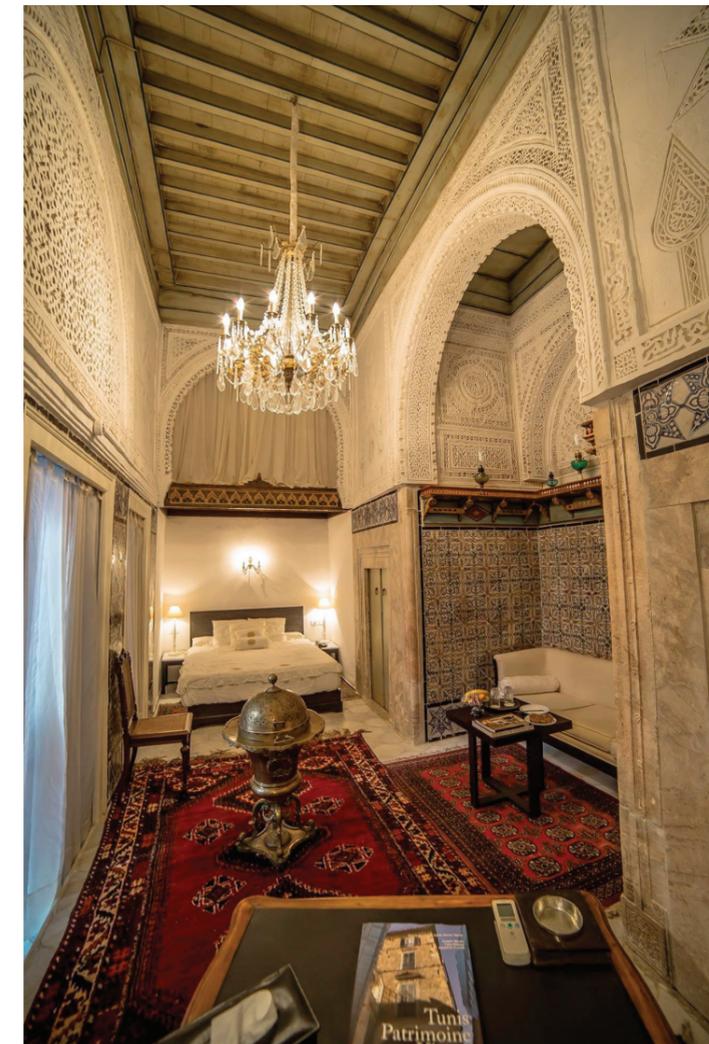
Mais depuis la révolution, les lits matrimoniaux des douze chambres de Dar Al Médina se vident. «*Il y a bien sûr un espoir de voir les choses évoluer, nuance M. Belhaouane. De plus en plus d'expatriés d'origine tunisoise font venir leurs enfants en vacances pour leur faire visiter leurs anciens quartiers, leurs anciens lycées, le marché central, etc. Il s'agit de l'une des dynamiques à même de renverser la donne, bien qu'elle soit insuffisante.*» Car le gros du chantier, estime le gardien des lieux, consiste surtout à donner un nouveau visage au tourisme tunisien, en développant un produit touristique global à forte composante culturelle. En attendant, «*les*

comptes de l'hôtel sont déficitaires», dit-il en souriant, comme pour relativiser la dimension financière de son projet hôtelier. Ici, nous sommes en effet bien loin des logiques de rentabilisation à échelle industrielle : l'on mise surtout sur l'attrait d'une demeure où les hôtes, jamais en surnombre, sont invités à partager l'intimité d'un espace qui se veut avant tout un lieu de raffinement et de chaleur familiale.

Dar Ben Gacem : tout en simplicité

C'est avec un grand sourire courtois et un verre de thé à la menthe que Leïla Ben Gacem nous accueille dans le patio en plein air de Dar Ben Gacem, chambre d'hôtes située au milieu de la rue du Pacha. Entourée de jeunes collaborateurs, la plupart bénévoles, la jeune propriétaire des lieux commence par dévoiler la vocation culturelle des activités qu'elle dirige au sein et autour de son hôtel. En collaboration avec les associations œuvrant à la valorisation de la Médina (dont l'Association de sauvegarde de la Médina), la petite équipe contribue en effet à organiser des événements culturels tels que des visites guidées des quartiers de la ville historique, des concerts de musique organisés dans le centre de la Médina, etc. Une posture qui contraste avec celle, plus affectée et mondaine, des autres dirigeants de lieux de charme médinois. C'est que l'état d'esprit décontracté avec lequel Mme Ben Gacem dirige sa petite troupe se veut un prolongement cohérent de la sobriété de la maison, anciennement Dar Announ, illustre parfumeur tunisois.

La simplicité du style dépouillé de l'ameublement et l'ambiance cool dans laquelle ont été aménagés les espaces de détente et de lecture ne dénuent toutefois pas le gîte de la superbe qui caractérise les plus raffinées des demeures du quartier : l'on y est pris, comme dans les autres maisons, par



l'impression d'être hors du temps présent et de voir défiler le long vécu des générations qui s'y sont succédé.

Avec moins de 10 employés, la maison contient 7 chambres à coucher, dissemblables par leurs aspects et ameublements mais identiques par leur faculté à distiller la chaleur d'un foyer familial préservé. Et pour cause, Leïla Ben Gacem y a mis le paquet : «*La restauration de la maison m'a coûté plus de son prix d'achat !*», explique-t-elle. Pourtant, la rentabilisation de l'investissement se fait toujours attendre. «*Mais les entrepreneurs qui choisissent d'investir dans des lieux comme celui-ci savent tous à*

quoi s'attendre», nuance-t-elle. Car si le magnétisme de la Médina ne se dément pas sur le plan du rythme des visites touristiques des souks et de la fréquentation toujours dynamique des restaurants, la crise du tourisme s'y fait tout de même sentir. Au-delà, c'est tout le concept de transformation d'anciennes maisons en hôtels que les Tunisiens n'ont pas tout à fait intégré.

Au diapason avec le constat dressé par Salah Belhaouane sur la sociologie de la fréquentation de ce type d'hôtels, la propriétaire de Dar Ben Gacem décrit sa clientèle comme étant le plus souvent non tunisienne, de classe aisée, intellectuelle

et branchée. Malgré tout, elle estime que la situation pourrait être meilleure. «*Il y a des efforts politiques à fournir au niveau de la promotion du tourisme en Tunisie*», tranche-t-elle. Selon elle, la revalorisation du patrimoine de la Médina comme espace moderne de loisirs et de découverte ne serait possible que si une politique ciblée était menée. «*Les touristes ne viennent pas seulement pour dormir et admirer les ruelles !, assène-t-elle. Sans aménagement d'espaces culturels, sans ouverture de musées historiques et sans sécurisation des ruelles du quartier, l'hôtellerie naissante de la Médina ne fleurira pas. Et le tourisme à la tunisienne restera à son stade rudimentaire.*» ■■■



Dar Bayram : le faste

En 2002, Fathi Bouzouita, ethnographe installé en France et collectionneur d'œuvres d'art obtenues au gré de ses expéditions, a eu vent de la vente du Palais Bayram, situé dans la rue des Andalous. Lorsqu'il part le visiter, il est tout de suite conquis par le vestibule d'entrée couvert de voûtes (la driba) et l'espace typique des demeures arabes qui le prolonge, la skifa. Les colonnes de marbre italien du patio et les innombrables pièces aux plafonds en coupoles de ce palais de 1 400 m² achèveront de le décider à sortir sa bourse. Mais les raisons de son intérêt immédiat pour l'acquisition de Dar Bayram tiennent également à une volonté de réintégration dans son pays natal. «*Comme tous les expatriés, je vivais plutôt mal la distance qui me séparait de la Tunisie. Il y avait chez moi un ■■■■*



ATL Leasing, L'allié de votre succès



ATL LEASING

ATL Leasing, vous offre la possibilité de louer les biens dont vous avez besoin pour votre activité pendant une période pouvant atteindre 84 mois. En fin de période vous en devenez propriétaire.



Plus qu'un leasing...

الكلمة ليك



f radio Cap FM

VOUS ÊTES SUR ÉCOUTE

Tél : 72 279 188

Fax: 72 279 177

Mobile : 28 222 601

E-mail : commercial@capradio.tn



www.capradio.tn



Leila Ben Gocem

■ ■ ■ véritable manque du pays et en particulier de la beauté saisissante de ses quartiers historiques, parmi lesquels la Médina tient une place de choix», explique Bouzouita, qui se présente volontiers comme le «gardien du temple» des Bayram. Devenu maison de charme en 2014, plus de dix ans après la clôture de l'acquisition, le palais dispose de pièces (maqsoura) réaménagées en suites de luxe baptisées chacune d'un nom singulier (généralement celui d'une personnalité historique) pour mettre leur non-uniformité en évidence.

Son charme fastueux, ses plafonds voûtés en ornements floraux, ses alcôves et ses glaces vénitienes, pour ne citer que les éléments les plus saillants, et, plus que tout, son emplacement stratégique au cœur de la Médina, en font un lieu

qui a de plus en plus la cote. Mais le luxe dont peut se targuer Dar Bayram n'est pas seulement matériel : il réside aussi dans son apport symbolique à la vie intellectuelle de Tunis. Le palais fut en effet habité par quatre générations d'ulémas ayant occupé les hautes magistratures du XIXe et du XXe siècles... Pour mettre son projet sur les rails, l'ethnographe et homme d'affaires a dû négocier pendant près de deux ans avec les 19 héritiers du palais, isolément. Car «la famille s'était déchirée au fil du temps». Il l'a fidèlement restauré et remeublé, « mais sans modifier un millimètre des éléments d'origine des murs et des carrelages ! » L'hôtel fait par ailleurs exception à la règle de la baisse du tourisme : à en croire le «gardien du temple», il n'est pas du tout frappé par la crise. «La fréquentation est toujours bonne, 14 chambres sont occupées sur un total de 17. Et les plus grands sites de booking nous abreuvent de bonnes notes!», dit-il avant de nous inviter à rejoindre le patio principal de la demeure, où cafés à l'eau de fleur d'oranger et sucreries ramadanesques se dégustaient sur fond d'orchestre de malouf. ■

Néjiba Belkadi



Abdelhamid Khéchine : l'homme qui fonctionnait à l'instinct

En 1982, à la fin de l'inauguration de la nouvelle usine de Tunisie Porcelaine, M. Rachid Sfar, alors ministre de l'Economie nationale et des Finances, impressionné par les équipements sophistiqués et le coût élevé de l'investissement, s'adressa à Si Abdelhamid avec finesse : « Cette fois vous avez vu très grand ... 'Allah youstor' ». En réalité, il n'y avait point d'improvisation dans tout ce qu'il entreprenait. Cet « investisseur à risque » hors pair centralisait dans sa pensée son projet ou son idée à développer, consultait, écoutait, observait, et décidait en connaissance de cause, pour enfin ne jamais se tromper. →

C'est ainsi que très vite et en un temps record, une industrie porcelainière tunisienne est née. Classée parmi l'élite mondiale, elle produit de la vaisselle pour le monde entier, notamment pour l'Europe, avec un carnet d'adresses de clients impressionnant : Christofle, Christian Lacroix, groupe Accord... Grâce à son audace et à son obstination, la Tunisie a repris sa splendeur d'antan dans la céramique et l'art du feu. Il enchaîne ensuite avec Idéal Sanitaire, une autre réussite totale. Avec une production de plus d'un million de pièces par an et une usine équipée en haute technologie, il n'hésite pas à faire appel aux meilleurs techniciens du monde pour former son personnel.

Autodidacte, il commença très jeune dans le commerce de tapis, itinéraire qui lui était prédestiné : la famille disposant d'une manufacture de tapis à Kairouan depuis des générations. Pour ce fin négociateur, la réussite est bien entendu au rendez-vous. Il faut dire que son amour pour le tapis est légendaire ! L'ouverture d'une boutique d'artisanat à l'hôtel Miramar à Hammamet le propulsera vers une autre voie : la construction de la première unité hôtelière du groupe « Les Orangers ». L'hôtel est construit au milieu d'une magnifique orangerie avec une superbe décoration. Allier modernité et tradition sera son leitmotiv pour toutes ces unités hôtelières.

Observateur intelligent doté d'une capacité d'écoute phénoménale et d'une mémoire exceptionnelle, il disait souvent que « la perfection c'est sur le terrain qu'il faut l'atteindre ». En état de veille permanent, il se dirigeait intuitivement vers la zone à risque pour résoudre vite et bien une entrave ou un problème. Grâce à son instinct, il atteint une certaine perfection qui surprend les meilleurs centraliens. Résultat : il vend du bonheur à ses clients. Pendant plusieurs décennies les hôtels Les Orangers, Bel Azur, Royal Azur enregistrent des taux d'occupation records. Visionnaire averti, il avait vite compris que l'avenir du tourisme est la santé. Il sera le premier à ouvrir un centre de thalassothérapie en Tunisie, le Bio-Azur, un magnifique centre à l'eau de mer.

Travailleur infatigable (14 heures par jour), cet entrepreneur croyait au Tunisien. Il disait que nous avions la même énergie, sinon plus, que les Japonais ou les Chinois et que nous avions tout pour réussir. En 2003, on lui refuse un agrément pour la création d'une société de promotion immobilière. Le ministre de l'Équipement de l'époque jura : « ... Ce n'est pas moi, c'est le Palais qui décide ». Mais rien n'arrête ce bâtisseur infatigable. Avec sérénité, il affronte les difficultés et très vite, le potentiel d'échec est transformé en opportunité nouvelle. C'est ainsi qu'il a construit les plus beaux édifices :

l'actuel siège de l'Etap à Tunis avenue Mohamed-5, le siège de la Stam à la rue Pierre-Coubertin, le siège de sa filiale BEH à l'avenue de la Bourse (un autre fleuron du groupe spécialisé dans la vente des équipements ménagers, hôteliers et médicaux), et bien d'autres au Lac 2, à Sousse et à Djerba.

Autre facteur clé de réussite, ce chasseur de têtes sélectionnait lui-même ses cadres. Guidé par son flair et son instinct exceptionnel, il ne choisissait que les meilleurs. Exigeant et perfectionniste, il ne remerciait jamais ses collaborateurs mais ces derniers étaient très vite ensorcelés par ce catalyseur à l'énergie débordante.

Et la saga de la réussite continue après la révolution : avec un montage intelligent, il réussit à racheter 66% du capital de Stafim Peugeot. Discret, il évitait et fuyait les mondanités qu'il jugeait futiles. C'était un homme simple et d'une sobriété surprenante, qu'il a certainement héritée de ses origines aghlabides. Enfin, derrière chaque grand homme il y a une femme : un hommage particulier à Mme Sallouha Khéchine (sœur de feu Aziz Miled) qui a, dans l'ombre, participé à cette odyssée.

La Tunisie a perdu l'un des grands bâtisseurs de son économie. La mort d'un homme d'exception et la douleur de son départ discret affecteront à jamais ceux qui ont eu la chance et le privilège de le côtoyer. Heureusement que son souhait de pérennité de son œuvre est garanti : la légende continuera certainement avec ses enfants Mourad, Sarra et Sonia.

Paix à son âme. ■

Abderrazek Maalej
Expert-comptable indépendant



La Tunisie a mal à sa classe politique

La gestation difficile du gouvernement d'union nationale, la persistance de la menace terroriste, la crise économique, les déclarations maladroites d'officiels sur la faillite de deux banques, la débandade du dinar : il n'en fallait pas plus pour que tout le pays replonge dans la sinistrose. La démocratie, c'est bien. Mais elle ne nourrit pas son homme. Les Tunisiens s'en sont très vite rendu compte avec la persistance du marasme économique. Ils ont cru voir en Béji Caïd Essebsi l'homme providentiel. Mal leur en a pris. La crise était plus grave qu'ils ne l'imaginaient. La révolution, tel un ouragan, avait tout balayé sur son passage. S'il est facile de déconstruire, la reconstruction s'est avérée problématique. Face à l'impuissance des pouvoirs publics à relancer le pays, le Tunisien est tombé dans «l'à-quoi-bonisme». S'il croit encore à quelque chose, c'est à la fatalité de l'échec. Certains partis réclament même des élections anticipées, c'est le cas du Front populaire.

Ah, le Front populaire ! Depuis la chute de l'Urss, tout le monde a évolué sauf lui. Il reste accroché à ses vieux clichés, même s'il prétend y avoir renoncé. Il se prétend aujourd'hui prêt à assumer les responsabilités du pouvoir sans nous dire comment et avec quelle politique. Que ne l'a-t-il pas fait au lendemain des élections législatives, lorsque le parti vainqueur lui avait proposé d'entrer au gouvernement ? Il était paniqué rien qu'à l'idée de mettre ses idées à l'épreuve du pouvoir. Il a récidivé ces derniers jours lorsqu'il a décidé de boycotter les consultations à propos du gouvernement d'union nationale alors qu'il avait insisté pour y prendre part. Parti de mécontents, il l'est et le restera. Il se complait dans sa fonction tribunitienne, et son égalitarisme séduit toujours les jeunes. Avec ses 15 députés obtenus grâce à un code électoral inique (9% des sièges alors qu'il n'a remporté que 3,5 % des voix aux élections), il conserve une capacité de nuisance non négligeable.

C'est le cas aussi de l'Uggt. Face à la fragilité de l'Etat, elle se présente carrément aujourd'hui comme une organisation qui dispose d'un Etat. Critiquer la centrale syndicale, c'est violer une loi non écrite, c'est s'en prendre à un tabou inamovible. Souvent, c'est perçu comme un crime de lèse-majesté, un acte iconoclaste. Au nom des services qu'elle estime avoir rendus au pays depuis la lutte nationale, elle se croit autorisée à agir comme elle le fait. Ses revendications sont des oukases et quand il s'agit de négocier, c'est dans la plupart des cas, pour arracher un accord léonin au gouvernement, tout en sachant que celui-ci devra, pour honorer ses engagements, puiser dans les crédits alloués généralement aux projets de développement. Elle a son mot à dire dans toutes les décisions du



gouvernement, à commencer par le choix des ministres, les orientations du gouvernement, les programmes scolaires, l'âge de la retraite, et tout récemment le hadj. Inutile de dire qu'elle ne se limite pas à donner son avis. Son opposition à telle ou telle mesure équivalait à un veto.

A l'autre bout de l'échiquier, deux partis se partagent le pouvoir, le premier, Ennahdha, se dit un parti civil mais avec référent islamique: «*C'est une spécialisation, on se contentera d'une activité politique, mais on ne deviendra pas pour autant un parti laïque, on s'est seulement spécialisé dans le politique*». Nuance. Entretemps, le mouvement n'a pas renoncé à la pratique de l'entrisme qui lui a tant réussi. Seules l'armée et la police ne sont pas encore garanties, comme l'a déploré un jour Ghannouchi. Parti de gouvernement, Ennahdha avance pourtant à visage couvert. Il ne dispose que d'un ministre et d'un conseiller auprès du chef de gouvernement avec rang de ministre. Il disposera de 4 portefeuilles dans le prochain cabinet. Il a déjà entamé sa reconquête du pouvoir, au pas de charge, avec en point de mire les élections municipales.

S'agissant de l'autre parti, Nidaa Tounès, en dépit des résultats acquis sur le terrain, il est le grand perdant des dernières élections. Officiellement, il fait partie de la coalition gouvernementale et Habib Essid est censé être proche de lui, sinon son candidat. Pourtant, il n'a jamais cessé de le saboter, surtout au cours des derniers mois, et d'essayer de l'acculer à la démission avec le même acharnement qu'ont mis ses cadres pour s'autodétruire.

Ces quatre acteurs incontournables de la vie politique tunisienne sont en même temps les principaux responsables du blocage qu'on constate aujourd'hui. Chacun se dit soucieux de la stabilité du pays, mais agit selon son propre agenda qui ne coïncide pas forcément avec les intérêts du pays. Quand le Front populaire se proclame ingénument prêt à assumer le pouvoir, les trois autres n'en pensent pas moins, lorgnant qui Carthage, qui la Kasbah. In fine, entre les ambitions des uns et des autres, l'intérêt supérieur du pays a du mal à frayer un chemin.

Le malheur tunisien, c'est la médiocrité du personnel politique, toutes tendances confondues. Parmi les acteurs actuels, on est bien en peine de dénicher l'homme idoine pour le pays. Peut-être n'est-il pas encore né ? C'est aussi l'absence de perspectives pour une sortie de crise. Une crise dont personne n'est en mesure aujourd'hui de démêler l'écheveau. ■

H.B.